

février 1993 • n° 377

**INPRECOR**  
PRIX : 35 FF / 7 FS / 150 FB

*Belgique :*

**Luttes ouvrières**

*Tunisie :*

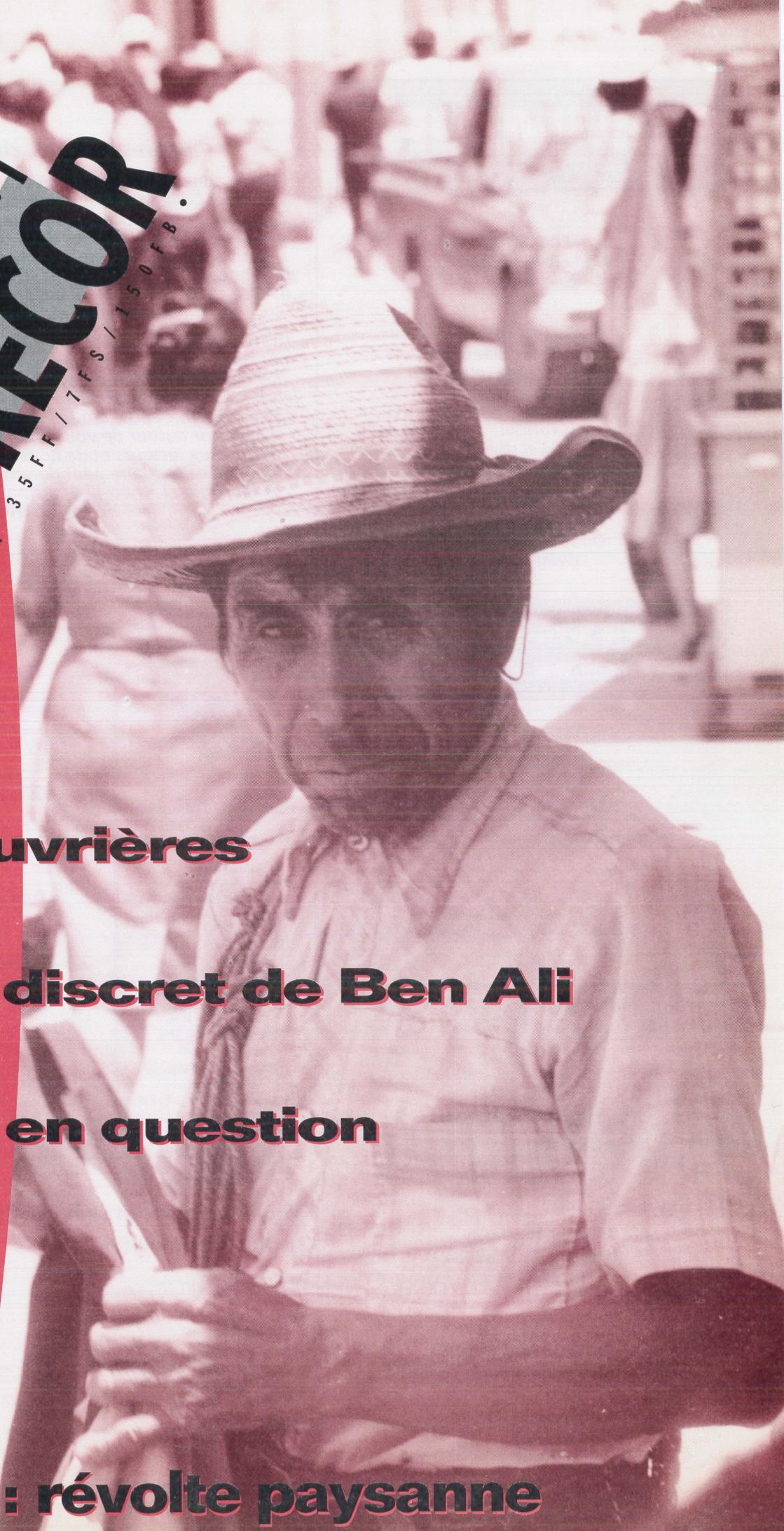
**Charme discret de Ben Ali**

*Table ronde :*

**La dette en question**

*Dossier :*

**Mexique : révolte paysanne**



# SOMMAIRE

**3**  
EDITORIAL  
Les faiseurs du chaos  
*Salah JABER*

**4**  
BELGIQUE  
Le retour de la vieille taupe  
*Alain TONDEUR*

**7**  
TUNISIE  
Mythes et réalités  
*Ali BEN NADRA*

**12**  
PALESTINE  
Ou va l'opposition ?  
*Walid SALEM*

*Chères lectrices, chers lecteurs*

*Cette année 1994 débute avec une révolte paysanne au Mexique. Comme il se doit Inprecor y consacre son dossier. Mais vous pouvez aussi consulter votre collection et vous plonger dans les analyses de la contre-réforme agraire du gouvernement Salinas (n° 347 du 28 février 1992), des politiques dites d'ajustement structurels en Amérique latine (n° 352 du 8 mai 1992) ou encore dans le débat sur la dette du tiers-monde publié dans ce numéro.*

*Notre ambition a toujours été de vous fournir les éléments nécessaires à la compréhension de ces "événements" dont les médias s'emparent un jour pour mieux les enterrer le lendemain. Pour poursuivre cet effort nous avons besoin de votre soutien. Vous pouvez nous aider en faisant connaître Inprecor autour de vous, en nous aidant à gagner de nouveaux lecteurs et de nouveaux abonnés. Seul votre engagement solidaire peut garantir l'existence d'Inprecor en ces temps, où le néo-libéralisme s'efforce d'étouffer toute réflexion critique.*

*La rédaction*

## Dossier Mexique

**15**  
Quand les pauvres en ont assez  
*Alfonso MORO*

**18**  
Unir ceux qui veulent la vérité  
DOCUMENT

**19**  
Zapata cavale de nouveau  
*Sergio RODRIGUEZ LASCANO*

**23**  
L'Amérique se lèvera avec ses Indiens  
*Rosario IBARRA DE PIEDRA*

**25**  
DETTE DU TIERS-MONDE  
*Table ronde avec Susan GEORGE,  
Michel CHOSSUDOVSKY, Michel HUSSON,  
Charles-André UDRY*

**32**  
AFRIQUE DU SUD  
Une délicate transition  
*Peter BLUMER*

**36**  
NOUVELLES DU MONDE  
ALGERIE - FRANCE - DROIT DE CHOISIR

Correspondance  
de presse  
internationale  
**INPRECOR**

Revue mensuelle  
d'information et d'analyse  
publiée sous la responsabilité  
du Secrétariat unifié  
de la IVE Internationale.

Editée par PECCI  
sarl au capital de 50 000 francs,  
SIREN n° 391 857 562  
Rédaction - Administration :  
PECCI, BP 85,  
75522 Paris CEDEX 11, France

Directeur de publication :  
Jean Malewski  
Commission paritaire en cours  
ISSN 1 0294 - 8516  
Imprimé par Rotographie,  
93100 Montreuil.

Diffusé dans les librairies par  
Diffusion Populaire  
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS

### ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe  
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient  
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie  
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

#### Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois.  
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N PARIS.



Abonnement  Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Institutions (600 FF, 1 an)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# Les faiseurs de chaos

Qu'est-ce qui relie entre eux des événements récents : la ratification de l'ALENA (NAFTA) par la Chambre des représentants des États-Unis, le résultat des élections russes, la conclusion d'un accord sur l'issue des négociations de l'Uruguay Round, dans le cadre du GATT, entre la Communauté Européenne et les États-Unis, la dévaluation du Franc CFA (à l'origine : Colonies françaises d'Afrique — appellation encore largement justifiée) et l'insurrection des indigènes mexicains du Chiapas ?

Salah JABER

Serait-ce un nouvel avatar de la théorie du chaos, dans sa version la plus vulgarisée, qui postule un rapport entre un battement d'aile de papillon à un point de la planète et une perturbation atmosphérique à un autre ? Mais cette dernière métaphore ne fait-elle pas, elle-même, écho à une image bien classique du système socio-économique mondial conçu en tant que système dynamique, où les variations des cours sur les marchés de Londres ou de New-York ont des répercussions directes sur la vie quotidienne des paysans de telle ou telle région reculée au fin fond du tiers monde ?

En fait, le lien direct entre différents événements socio-économiques et leurs conséquences politiques à l'échelle mondiale est bien plus facile à établir que le rapport entre phénomènes microscopiques et phénomènes macroscopiques en météorologie. En ce qui concerne les événements mentionnés plus haut, le dénominateur commun qui les relie n'a rien de mystérieux. Ceux qui les déterminent n'ont rien d'insaisissable, et on n'aura nul besoin de l'hypothèse Dieu pour les expliquer.

Ce dénominateur commun a un nom : le "libre-échange" ; et ses gérants ne sont autres que ceux qui en tirent le plus grand profit, à savoir les pays riches industrialisés — ou, plus précisément, les riches de ces pays industrialisés et leurs partenaires des pays dépendants. Et les réactions exaspérées des pauvres tels ceux de Chiapas, ou ceux qui expriment encore leur désarroi au moyen du bulletin de vote, ne font que confirmer que la tendance au désordre, au chaos, est bien ancrée au cœur de ce système dynamique qu'est l'économie capitaliste mondialisée.

Ceux qui prétendent le gérer savamment s'avèrent régulièrement n'être que de vulgaires apprentis sorciers. Ils ne réussissent, à coup sûr, qu'à accroître cette tendance à la paupérisation, non seulement relative, mais aussi absolue, qui se manifeste de manière spectaculaire et effrayan-

te à l'échelle planétaire. En effet, depuis que l'économie mondiale a commencé à s'enfoncer dans sa nouvelle onde longue dépressive, depuis plus de vingt ans, la proportion des damnés de la terre dans la population mondiale s'accroît inexorablement. En période de croissance tendant vers le zéro, voire négative, il y a moins de fruits de la croissance à répartir. Les défavorisés n'ont même plus droit aux miettes qui constituaient leur moyen de survie. Les « eaux glacées du calcul égoïste », selon la célèbre formule d'un Manifeste qui n'a pas fini de hanter le monde, font que les riches se repaissent d'abord, quitte à laisser les plus pauvres mourir de faim en nombre croissant, ou sombrer dans une barbarie qui donne à cette fin de siècle, d'ores et déjà, une allure angoissante.

## Religion libre-échangiste

Le fait que les États post-staliniens se soient convertis à la religion du libre-échange a considérablement amplifié la tendance. Les thérapies de choc de la libéralisation économique y ont produit, dans l'ex-URSS et même en Chine, des écarts sociaux qui sont, à bien des égards, pires que ceux de beaucoup de pays dépendants. Par surcroît, la concurrence mondiale entre les deux super-puissances profitait incontestablement aux pays sous-développés, ou du moins à leurs dirigeants, courtisés, ils bénéficiaient de faveurs pour rester ancrés dans l'un des deux blocs, ou pour maintenir une neutralité bienveillante. Le moindre de ces pays acquérait une valeur stratégique dans une confrontation mondiale s'apparentant à un jeu à somme nulle. Or à présent, alors que les disponibilités — capacités et intentions — de crédit des pays riches se sont réduites comme peau de chagrin, la débâcle du système étatique stalinien et sa tiers-mondialisation, Russie comprise, font que le nombre des demandeurs de crédits a considérablement augmenté. Les barons du G-5 (États-Unis, Japon, Allemagne, France et Grande-Bre-

tagne), leur suzerain en tête, ne craignant plus le péril communiste, font de moins en moins de cadeaux aux pays en difficulté. Les conditions qu'ils leur imposent sont de plus en plus draconiennes ; leur aide est de plus en plus parcimonieuse ; les bénéficiaires sont de plus en plus rigoureusement sélectionnés. Les pays à faible revenu, selon la classification de la Banque mondiale, quand ils ne présentent plus un intérêt stratégique politico-militaire immédiat, sont délaissés purement et simplement. Plus que jamais depuis la révolution d'Octobre, le calcul le plus directement économique qui détermine l'orientation des politiques extérieures des puissances impérialistes. De ce point de vue-là, c'est bien connu, « on ne prête qu'aux riches » ou à ceux qui le sont potentiellement.

Les cinq événements mentionnés ci-dessus s'intègrent parfaitement dans cette nouvelle grille des programmes qui s'élaborent à travers des institutions comme le G-7, le FMI et la BM et se traduisent dans cet ajustement structurel imposé aux pays pauvres, de manière plus brutale que jamais auparavant. Voir à ce sujet les interventions à la Conférence du CADTM que nous reproduisons en document dans ce numéro. Les effets dévastateurs de l'ALENA sur les couches les plus pauvres de la société mexicaine, notamment rurales, ont déjà commencé à se faire sentir avant même que l'accord entre officiellement en vigueur. Les insurgés de Chiapas ont salué cette inauguration, le 1er janvier, à leur manière (voir le dossier Mexique dans ce même numéro). L'accord euro-américain sur le GATT s'est fait ouvertement au détriment des intérêts des pays les plus pauvres, et parmi les plus peuplés du tiers monde (l'Inde en est une des principales victimes). Et la France a carrément laissé tomber ses protectorats africains les plus miséreux, en imposant à leurs populations une baisse abrupte de leur pouvoir d'achat et en leur enjoignant fermement de se plier aux diktats du FMI et de la BM. ★

# Le retour de la vieille taupe

La Belgique a été secouée à l'automne par une puissante vague de luttes contre la politique d'austérité du gouvernement Jean-Luc Dehaene (coalition entre les sociaux-chrétiens et les sociaux-démocrates du nord et du sud du pays). Le mouvement n'a pas abouti : le Plan global pour l'emploi, la compétitivité et la sécurité sociale a reçu le feu vert du Parlement. Mais l'expérience révèle l'explosivité potentielle des situations sociales dans de nombreux pays européens.

**Alain TONDEUR**

Le mouvement social a débuté le 29 octobre avec une manifestation nationale du syndicat socialiste (FGTB) pour laquelle plus de 60 000 personnes se sont mobilisées en deux jours. Ce succès (imprévu pour les organisateurs) a suscité l'espoir et stimulé la combativité de toute la classe ouvrière. Une vigoureuse pression en faveur de l'unité d'action s'est développée. Le syndicat chrétien (CSC) a été contraint de descendre dans la rue à son tour. Le "front commun syndical" a décrété, le 15 novembre, la grève nationale sélective (les chemins de fer et d'autres services ont été épargnés, mais l'industrie a été paralysée). Les 22 et 24 novembre ont eu lieu des grèves interprofessionnelles de 24 heures dans trois et six provinces respectivement. Cette semaine du 22 au 26 novembre a vu l'apogée des luttes, avec en point d'orgue une grève nationale à l'appel des deux centrales syndicales (FGTB et CSC), qui a paralysée l'activité le 26 novembre. Le mouvement s'est ensuite essoufflé, faute de perspectives. Il s'est achevé le 10 décembre, par une dernière manifestation du syndicat socialiste, moins nombreuse que celle du 29 novembre, au cours de laquelle l'amertume des militants était très perceptible.

Le mouvement a mis en évidence des changements significatifs dans l'opinion publique ouvrière, dans la conscience des militants syndicaux, dans l'activité des dif-



férents secteurs de la classe ouvrière, dans leurs formes de luttes et dans leurs relations avec les appareils.

La Belgique est dans une situation un peu particulière en Europe du fait de sa dette publique (7 000 milliards de francs belges (1), 120 % du PNB) et du poids du service de cette dette. Depuis la fin des années 70, les gouvernements ont imposé une kyrielle de plans d'austérité. Le déficit annuel de l'Etat a été ramené plus près de la moyenne européenne (près de 6 % du PNB aujourd'hui contre plus de 11 % au début des années 80). Mais on est encore très loin des critères de Maastricht. Or la classe dominante tient absolument à respecter ceux-ci, pour sauver sa politique du franc fort lié au mark, mais aussi par crainte de déstabilisation institutionnelle (crise de l'Etat unitaire).

Le chemin qui reste à parcourir s'annonce d'autant plus ardu que le coût social est déjà extrêmement lourd : 500 000 chômeurs complets, 1,1 million de victimes du chômage, 21 % de ménages vivant dans un état de précarité matérielle objective. De larges couches de la population savent maintenant que les sacrifices servent seulement à « rendre les riches plus riches et les pauvres plus pauvres ». Le fait que le budget de l'Etat serait équilibré sans les 730 milliards de francs belges du service annuel de la dette intérieure est largement connu. « Prendre l'argent là où il est » est devenu, au fil des ans, une exigence quasi-unanime, traduite en revendications précises : impôt sur les grosses fortunes, augmentation de l'impôt sur les sociétés (plus de la moitié des

entreprises ne paient pas d'impôts), suppression des avantages fiscaux aux multinationales et aux compagnies d'électricité, imposition des plus-values boursières, voire annulation de la dette.

## Frustrations sociales

Cette exigence se combine chez les militants syndicaux avec une conscience croissante de la nécessité de satisfaire les besoins sociaux pour endiguer la désarticulation de la société, qui favorise la montée de l'extrême-droite. La question du chômage occupe ici une place centrale. Beaucoup de syndicalistes voient que l'austérité, la course à la compétitivité, la flexibilité et la hausse de la productivité (domaines dans lesquels la Belgique occupe la première position en Europe, voire dans le monde) ne créent pas d'emplois mais en suppriment. Les demandes de réduction radicale du temps (35 ou 32 heures) sont de plus en plus souvent opposées à la stratégie patronale de développement du temps partiel. Les propositions du plan public de création d'emploi par la satisfaction des besoins sociaux rencontrent un intérêt certain.

Ce mouvement social a donc été porteur d'un contenu anticapitaliste, diffus certes, mais plus net que lors de la vague de luttes de 1977-1986. Plusieurs indices permettent de diagnostiquer un mécontentement qui touche à la logique du système, à la guerre de concurrence entre travailleurs des différents pays et entre actifs

1) 1 franc belge (BEF) équivaut à 0,16 francs français.

et exclus sur le marché du travail. Ces sentiments n'annulent pas les tendances lourdes à la montée de la xénophobie et au repli sur soi, mais cet automne chaud montre que les frustrations sociales à la base de ces phénomènes inquiétants peuvent aussi déboucher sur une grande lutte sociale, qui réintroduit en force les aspirations et les pratiques solidaires.

La grève du 26 novembre a clairement exprimé l'état d'esprit des masses. Elle est sans précédent dans l'histoire sociale pourtant agitée de notre pays. Il y a eu quelque chose de plus qu'un simple arrêt de travail généralisé : comme le signe que la classe ouvrière reste capable de jeter toutes ses forces dans une grève générale. L'auto-activité des travailleurs a été remarquable. Comme les grandes entreprises étaient en général paralysées, les pickets massifs se sont concentrés sur le blocage des petites et moyennes entreprises sans délégations syndicales. Les zones industrielles ont été coupées par des barrages routiers. Dans de nombreuses villes, les syndicats ont été en mesure à la fois de mettre les entreprises à l'arrêt et de rassembler des manifestations importantes : 15 000 personnes à Anvers le 22 novembre ; 4 000 à Liège ; 4 000 à La Louvière le 24 ; 5 000 à Charleroi le 26 ; 3 000 à Leuven, etc. (Ces chiffres montrent aussi que la Wallonie n'est plus la locomotive sociale du pays).

Un certain nombre d'entreprises ont "fait le pont" entre les grèves du 24 et du 26, en combinant les revendications d'ensemble et leurs problèmes spécifiques. Notons aussi le rôle moteur des ouvriers d'industrie, le dynamisme d'une nouvelle génération de jeunes travailleurs, un début de jonction entre le mouvement des travailleurs et le mouvement des jeunes — le 24 novembre, 20 000 jeunes, surtout flamands, manifestaient contre le racisme à l'occasion du deuxième anniversaire de la percée électorale du Vlaams Blok.

La mobilisation sociale peut être citée en exemple des possibilités de tournants brusques dans le contexte actuel. Après la mort du roi Baudouin en été, la Belgique a été submergée par une vague émotionnelle très forte. L'exaltation des valeurs éthiques du disparu, de sa foi, de son engagement en faveur "des plus démunis", de son mépris pour la médiocrité de la classe politique, a créé un climat étouffant d'unité nationale, teintée de populisme. Les médias ont complaisamment amplifié l'affaire. Le sommet de l'Etat a cru le moment propice à la conclusion d'un pacte social associant les organisations syndicales à l'austérité, sous couvert de promotion de l'emploi. L'idée a été promue par le roi Albert II dans son discours d'investiture au Parlement. Albert fit

miroiter la perspective d'un pacte analogue à celui de 1944, qui avait créé la sécurité sociale à gestion paritaire, alors que l'objectif actuel est le démantèlement de celle-ci. Dans la foulée, J.L. Dehaene a obtenu des partenaires sociaux une déclaration solennelle en faveur de la conclusion d'un pacte «*comme souhaité par le roi*». De la fin du mois d'août au 20 octobre, des négociations secrètes ont été menées au plus haut niveau. Un groupe d'experts présidé par le gouverneur de la Banque nationale (en violation du traité de Maastricht, qui stipule l'indépendance des banques centrales), a remis un ample rapport que le Premier ministre a immédiatement transformé en projet de pacte. Tout au long de ces semaines, la passivité sociale était générale, en dépit des informations inquiétantes sur le contenu de l'attaque qui se préparait.

### Ruptures au sommet

Le mouvement n'est donc pas né d'une pression directe des travailleurs à la base mais de ruptures au sommet de l'appareil de la FGTB. Les principales centrales industrielles du syndicat acceptaient de réduire le coût salarial (par une diminution des cotisations patronales de sécurité sociale). Elles étaient même disposées à renégocier les conventions salariales conclues pour 1994 (1,5 % en moyenne en plus de l'indexation automatique des salaires).

Mais elles ont "calé" sur le blocage linéaire de ces accords par le pouvoir politique. A leurs yeux cette mesure impliquait le risque d'une marginalisation du syndicat dans les entreprises, où la concertation sociale, pilier du système belge, est déjà mise à mal par le "management participatif", le chômage massif, la sous-traitance et le recours croissant aux tribunaux pour assurer le "droit au travail". Dans ces conditions, l'appareil interprofessionnel national du syndicat ne pouvait plus se permettre de poursuivre les négociations. Celles-ci ont été rompues dès la première séance officielle sur le projet de Pacte, le 21 octobre. Le voile d'unanimité qui recouvrait les contradictions de classes s'est alors déchiré d'un seul coup.

Le président de la FGTB, François Janssens, a tenté d'en rester là, en vain : la pression pour agir était trop forte. Le succès de la manifestation FGTB du 29 octobre a contraint le syndicat chrétien à passer à l'action également.

L'appareil CSC n'a pas apprécié de voir ainsi forcer la main. Il n'excluait pas d'agir, mais pas de cette manière, et certainement pas sur les thèmes que la mobilisation de la FGTB mettait *de facto* à l'ordre

du jour parmi les travailleurs. En effet, depuis le début 1993, la direction CSC préparait idéologiquement ses cadres à accompagner une nouvelle offensive d'austérité. Avant tout le monde, elle avait avancé l'idée d'un pacte social. Elle voulait troquer une vaste réduction du coût salarial contre des garanties de créations d'emplois et des sacrifices "équitablement répartis". Une enquête interne avait demandé aux affiliés de choisir entre différentes formules de "partage du travail", étant entendu que la compétitivité des entreprises ne pouvait pas en pâtir. La perte salariale était présentée dans cette enquête comme une manifestation de la solidarité entre travailleurs. L'accélération de la privatisation des entreprises publiques était envisagée dans les couloirs comme une source de moyens financiers à consacrer à l'emploi. La direction de la CSC comptait sur ses relais au sein du Parti social chrétien flamand (Cristelijke Volkspartij CVP) pour obtenir un engagement des patrons dans ce sens. La mobilisation de la FGTB est venue troubler le jeu, et réaxait les préoccupations.

Ainsi, même quand les deux confédérations syndicales ont fixé ensemble un plan d'action et adopté ensemble cinq demandes d'aménagement du pacte social (devenu entre temps plan global du gouvernement), les priorités des appareils syndicaux étaient différentes ; ils avaient deux préoccupations en commun : ne pas faire tomber la coalition et, par conséquence, ne pas exhumier le mémorandum pour «*prendre l'argent là où il est*» et «*donner un emploi à tous*» qu'ils avaient remis au gouvernement en 1992.

Pour le reste, la priorité de l'appareil CSC était de cogérer un semblant de politique de l'emploi, tandis que celle de la FGTB était le maintien des conventions collectives. Cette différence renvoie aux spécificités des réformismes social-chrétien et social-démocrate, à la manière dont ils exercent leur hégémonie et dont celle-ci entre en crise, au fait que leur implantation sociale et nationale n'a pas le même centre de gravité (la CSC est majoritaire en Flandre, la FGTB en Wallonie) et qu'ils sont liés à des réseaux de clientélisme politique concurrents. La politique de division pratiquée par les sommets syndicaux résulte de ces considérations-là, et pas d'un jeu de rôle ou d'un complot, comme certains militants ont pu le penser.

Dans le feu de l'action, la politique de division a été mise en lumière comme jamais auparavant. Après la grève du 15 novembre, le patronat a conseillé au gouvernement d'abandonner le blocage des conventions 1994 pour ne pas allumer une guerre sociale dans les entreprises. En

échange, et au nom de l'équilibre de son plan, Dehaene y a inscrit une manipulation de l'indice des prix, qui, sous prétexte de protéger l'environnement et de décourager la consommation de tabac et d'alcool, revient à reporter de huit mois l'adaptation des salaires à la hausse du coût de la vie. Le Premier ministre a aussi concrétisé quelque peu l'effort minime demandé aux "riches", essentiellement par des mesures contre l'épargne populaire. Le bureau de la FGTB a considéré cela comme "positif" et a annoncé la suspension des actions. Au même moment, la CSC disait le plan inacceptable et mettait le turbo pour la mobilisation. Changement de décor quinze jours plus tard : la CSC suspendait l'action tout en jugeant le plan insatisfaisant, tandis que la FGTB organisait le baroud d'honneur du 10 décembre.

Des dizaines de milliers de syndicalistes se sont mobilisés contre la politique de division des appareils. Le fait que les surenchères n'ont guère eu de prise à la base est aussi un élément neuf par rapport au passé. Une première bataille a été livrée pour forcer le sommet de la CSC à quitter la négociation. Mais l'affrontement le plus spectaculaire a eu lieu au sein de la FGTB. Sitôt connue la décision du Bureau dont il est question ci-dessus, une véritable révolte a éclaté dans le syndicat. A Anvers, l'appareil local a immédiatement cédé face à des menaces de grève dans la chimie. A Liège, où il a tenté de maintenir le cap, des grèves ont éclaté dans la métallurgie et la sidérurgie. Le Bureau national a été obligé de battre en retraite précipitamment avant le congrès statutaire prévu — un heureux hasard — deux jours après la décision contestée et deux jours avant la première action suspendue, soit le 18 novembre. Devant cette assemblée, F. Janssens a tenté une nouvelle manœuvre en lançant le mot d'ordre d'une grève supplémentaire le vendredi 26 novembre, un "vendredi rouge" de la seule FGTB. Mais la CSC s'est ralliée à la proposition, et c'est ainsi que le 26 novembre est devenu le succès que l'on sait.

Pourtant, ceux que le journal *La Gauche* a appelé les "vrais syndicalistes" n'ont pas été capables d'aller plus loin dans leur bataille pour l'unité. Cela tient essentiellement au caractère fort peu politique de la gauche syndicale. Celle-ci se radicalise dans l'action, les questions de stratégie et de programme ne sont pas son fort. Pour battre la division, il aurait fallu imposer une ligne de retrait pur et simple du plan, et poser comme alternative les revendications du mémorandum du front commun syndical.

Dans ce scénario, la chute du gouvernement était inévitable. Il fallait donc pré-

senter une issue politique, une troisième voie entre le maintien de la coalition et le retour au pouvoir du thatcherien Verhofstadt (leader du parti libéral flamand, VLD). Le Parti ouvrier socialiste (POS, section belge de la Quatrième internationale) a avancé l'idée que le mouvement social, par la lutte, pouvait fracturer les appareils politiques et forcer une vaste recomposition politique à gauche, dans la perspective d'un "gouvernement social". Cette proposition a rencontré un intérêt certain, mais l'éveil politique de la gauche syndicale restait insuffisant pour la défendre à jusqu'au bout face à l'appareil.

### Victoire des patrons

La ligne du sommet syndical a permis au gouvernement de faire passer la quasi-totalité de son plan. C'est une victoire importante pour les patrons : ils obtiennent le maximum possible dans le rapport de force donné.

Un blocage des salaires est imposé jusqu'en 1996. L'indexation des salaires et des allocations sociales est manipulée. Les patrons peuvent embaucher des jeunes travailleurs à 90 % du salaire en vigueur, même en dessous du salaire minimum, sans payer de cotisations patronales de sécurité pendant un an. Pour tout "emploi nouveau" les patrons reçoivent un abattement forfaitaire de 100 000 BEF par an sur leurs cotisations patronales. L'"emploi nouveau" est défini comme tout emploi égal à 50 % au moins d'un temps plein, de sorte que les entreprises disposent d'un cadre légal idéal pour généraliser la flexibilité et accroître encore le travail à temps partiel. Toute réduction du temps de travail avec maintien des salaires est exclue par le blocage de ceux-ci.

Par ailleurs, le gouvernement a pris une mesure scandaleuse pour contraindre certaines catégories de chômeurs à accepter les "petits boulots" que des particuliers proposeront, via des agences locales pour l'emploi moyennant une indemnité mensuelle de 150 BEF de l'heure. Le plan implique aussi une déstabilisation structurelle de la sécurité sociale par la baisse de ses recettes. Comme cette baisse sera surtout compensée par une hausse des impôts indirects, les travailleurs seront deux fois la dupe de l'opération. Les patrons, eux, peuvent profiter trois fois : de la baisse des coûts, du développement des assurances privées de pension et de maladie, et des privatisations que l'essor de ces assurances facilitera en dégageant des capitaux supplémentaires.

Outre le maintien des accords salariaux pour 1994, le gouvernement n'a fait qu'une seule véritable concession : le

mouvement syndical pourra vérifier l'utilisation des fruits de la modération salariale par les patrons. Le but est de négocier des plans d'entreprise pour le partage de l'emploi. Mais cette concession est en même temps un piège redoutable ; il sera très difficile aux délégations syndicales de ne pas se faire les complices de la réorganisation capitaliste de la production. Quant aux patrons, ils sont satisfaits de cette procédure qui, en "dépolitisant" le plan, ramène les relations sociales sur le terrain de l'entreprise — où ils sont puissants — et rétablit la paix sociale indispensable au bon fonctionnement de la production à flux tendus.

Le vote du plan signifie aussi une victoire politique pour le CVP-PSC, principal parti bourgeois du pays. Le CVP s'est aperçu qu'une austerité draconienne peut être imposée avec la social-démocratie au gouvernement, contre le mouvement syndical mais en minimisant les risques d'explosion sociale qu'un gouvernement bourgeois homogène ferait courir au pays. Du même coup, il prouve que la réforme de l'Etat réalisée précédemment par Dehaene (2) constitue un cadre institutionnel adéquat pour défendre les intérêts de la classe dominante, en évitant les risques d'éclatement du pays, qui découleraient des propositions de régionalisation de la dette et de fédéralisation partielle de la sécurité sociale avancées par le leader du VLD Verhofstadt et une partie des patrons flamands. Le CVP entrevoit ainsi la possibilité de se refaire une santé face à son concurrent le Parti des libéraux flamands (Vlaamse Liberale Demokraten VLD), qui caracole en tête des sondages et mène une dure politique d'opposition au nord du pays.

### Rien oublié

Toutefois, l'ampleur du mouvement laissera aussi des traces politiques. Le gouvernement n'a en effet réussi à passer le cap qu'au prix d'une très vive tension avec sa base sociale. Dans la CSC flamande, des voix sont de plus en plus nombreuses à exiger une rupture réelle avec le CVP, comme cela a déjà été voté par le congrès du syndicat chrétien des employés.

Le traumatisme est au moins aussi grand du côté socialiste. Le syndicat socialiste FGTB a été fondé par le parti dont il était à l'origine la commission syndicale. Jamais dans l'histoire une grève généralisée comme celle du 26 novembre n'a été organisée sous un gouvernement à participation socialiste. Le fait que tous les parlementaires du Parti socialiste et du SP ont

2) Voir notre article dans *Inprecor*, n° 371 de juillet 1994.

# Mythes et réalités

La réélection par acclamation de Ismail Sahbani à la tête de l'Union générale des travailleurs Tunisiens (UGTT)(1) lors de la séance d'ouverture de son XVIIIe Congrès consacre un rapport de forces qui, depuis le Congrès de Sousse de la centrale syndicale en 1989, n'a cessé de se dégrader au détriment des travailleurs. Le XVIIIe Congrès a clôt une longue bataille d'appareil entre deux ailes syndicales, formées dans le creuset de la bureaucratie de l'UGTT, qui se sont différenciées au lendemain du coup d'Etat du 7 novembre 1987.

Ali BEN NADRA



La tendance, dite "achouriste" dirigée par Ali Romdhane, se veut fidèle à la tradition combative du syndicalisme ugététiste historique et à sa volonté d'autonomie par rapport au pouvoir, telle qu'a pu l'exprimer Habib Achour, notamment à la fin des années 70. L'autre courant, regroupé autour du vainqueur du congrès, n'a préservé du syndicalisme tunisien que les pires traditions opportunistes et bureaucratiques. Les projets des dirigeants fraîchement élus se confondent avec leur "plan de carrière". Ils représentent le gouvernement au sein du monde travail.

## Les raisons de la défaite

Cette bureaucratie, aujourd'hui triomphante, a certes bénéficié du soutien actif du pouvoir. Mais l'explication de sa victoire réside en grande partie dans l'affaiblissement de la classe ouvrière, consécutif à l'application du programme d'ajustement structurel (PAS) : chômage, licenciements, précarisation, féminisation (qui, vu le statut de la femme, implique une forte pression à la baisse des salaires), croissance de l'informel, tout cela se conjugue avec une baisse réelle du pouvoir d'achat et une détérioration des conditions de vie pour entamer profondément les

capacités de lutte du prolétariat. La répression, les politiques opportunistes des dirigeants syndicaux, les répercussions de la situation régionale et mondiale ont contribué grandement au désarroi et à la démoralisation des avant-gardes syndicales apparues dans le feu des combats de la fin des années 70 et du début des années 80. Le courant "achouriste", privilégiant lui-même les manœuvres d'appareil et la politique du dos rond face à l'offensive du pouvoir, n'a pu entraver ce processus. Au lendemain du Congrès de Sousse, où des rapports de forces relativement équilibrés lui avait permis de s'imposer à la direction de l'organisation ouvrière, ce courant s'est rapidement retrouvé paralysé et marginalisé au sein du Bureau exécutif, sans pour autant faire le choix de s'affirmer clairement comme alternative sur la base des revendications des travailleurs.

Le dernier congrès a encore confirmé l'échec de cette orientation. Les "achouristes", tout en donnant une tonalité plus radicale à leur discours, ont mené une bataille globalement défensive, espérant réaliser un accord au sommet pour reconduire la situation prévalant à la veille du congrès. Ainsi, ils ne se sont pas opposés à la désignation du secrétaire général directement par le congrès. En outre, alors que Ismail Sahbani refusait de les intégrer en nombre significatif sur la liste de ses can-

didats au Bureau exécutif, ils ont eux-mêmes présenté une liste comportant uniquement sept noms (dont deux considérés comme représentants de la gauche figurant déjà sur la "liste du secrétaire général") sur les douze nécessaires. C'était une manière de se situer sur le terrain du compromis et de récupérer les voix favorables à une réconciliation des deux leaders syndicaux.

Tentative vaine : les "achouristes" se sont fait tout bonnement exclure de la nouvelle direction par une majorité de congressistes. La gauche, quant à elle, qui avait été très présente et active lors du précédent congrès, ne représentait plus cette fois que quelques dizaines de délégués sur plus de 500. Ces délégués ont été élus pour une grande part dans le cadre d'accords électoraux avec la bureaucratie. La gauche n'a cette fois pris aucune initiative. Le seul courant organisé, composé des sympathisants du Parti communiste des ouvriers tunisiens (POCT)(Parti stalinien pro-albanais), avait pour objectif unique de faire élire au bureau exécutif, le secrétaire général de la fédération des PTT dans laquelle ils ont une influence importante. Présent sur les deux listes concurrentes, il fut

1) Syndicat unique, longtemps dirigé par Habib Achour. L'UGTT a été démantelé en 1985 et n'a pu se reconstituer qu'au lendemain de l'éviction de H. Bourguiba.



d'ailleurs élu sans difficulté, de même que le secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire, proche d'un petit groupe maoïste.

Le bilan de ce congrès est particulièrement négatif. La ligne de la nouvelle direction est symbolisée par l'appui à la candidature de Ben Ali à l'élection présidentielle prévues pour le mois de mars prochain.

Ce congrès est-il le signe du déclin irrémédiable de l'UGTT ? s'il est prématuré de répondre à cette question, il est certain cependant qu'une page du syndicalisme tunisien est définitivement tournée. Ce syndicalisme trouvait sa force dans le renforcement croissant, qualitatif tant que quantitatif du prolétariat et dans le rôle déterminant de la centrale syndicale dans la lutte de libération nationale puis dans la constitution de l'Etat post-colonial. L'UGTT a été une composante fondamentale du régime bourguibiste auquel elle a fourni une grande partie de son personnel, une idéologie et, surtout, un immense appareil de masses allant bien au-delà de la classe ouvrière.

L'UGTT a été l'élément-clé de l'équilibre bonapartiste sur lequel a reposé le bourguibisme. On peut dire sans exagération que les mutations sociales et politiques qui ont provoqué la crise du régime de Bourguiba sont également à l'origine de la crise de l'UGTT. Certes, la manifestation la plus notable de la crise du régime a incontestablement été, de 1977 à 1985, la tentative de la bureaucratie syndicale achouriste, secouée par les mobilisations de travailleurs, de dissocier son destin de celui du Destour(2). Mais trop de liens, sans doute, continuaient d'exister entre l'UGTT et le pouvoir, pour que la chute de l'un n'entraîne pas celle de l'autre (3).

D'où l'impasse de ce nouveau achourisme, version Ali Romdhane, incapable de se dégager du syndicalisme à la manière de Habib Achour et plus généralement de l'idéologie nationale populiste mélan-

gée à une tradition corporatiste et social-démocrate qui a historiquement cimenté l'UGTT et le parti destourien.

## Usure et récupération

Le XVIII<sup>e</sup> Congrès marque aussi la fin prématurée d'une génération d'avant-garde. Les travailleurs qui ont imprimé une dynamique combative à l'UGTT à partir du milieu des années 70 se sont rapidement retrouvés à des positions dirigeantes.

Absorbés par un appareil qu'ils ne maîtrisaient pas encore, sélectionnés par Habib Achour selon des critères bureaucratiques, clientélistes et régionalistes, le reflux des luttes et la crise de la centrale syndicale leur auront été fatals : les plus sincères seront éliminés, les autres plus ou moins absorbés par la bureaucratie. La dégénérescence de cette avant-garde aura été trop rapide et les conditions d'ensemble trop défavorables pour qu'une nouvelle génération combative prenne le relais.

Le phénomène d'usure ou de récupération d'une génération militante concerne aussi l'opposition démocratique de gauche. On assiste actuellement aux derniers instants d'une opposition, formée à travers les batailles des années 60 et 70 contre la dictature bourguibiste et qui n'a pas été en mesure de trouver un relais dans les nouvelles générations radicalisées. Il n'y a quasiment plus d'opposition démocratique organisée. Le mouvement des socialistes démocrates (MDS) a ainsi exclu de ses rangs un certain nombre de dirigeants qui refusaient l'alignement inconditionnel de leur parti sur la politique gouvernementale.

Pour les élections à venir, il a pris l'initiative de présenter lui-même la candidature de Ben Ali. L'ancien Parti communiste tunisien (PCT), qui compte tout au plus quelques dizaines de militants, s'est mué en Mouvement du renouveau ce qui lui a permis de rallier quelques intellectuels progressistes et autres débris de l'extrême gauche. Il propose aussi Ben Ali pour les présidentielles mais en soulignant qu'il doit apparaître comme le candidat de l'union nationale et non pas d'un parti en particulier. Les autres partis légaux n'ont guère plus de consistance.

La Ligue tunisienne des droits de l'homme est, en revanche, un cadre qui, malgré ses limites, a mobilisé des milliers de militants en défense des libertés démocratiques. Cela explique la résolution du pouvoir à en prendre le contrôle. Dissoute en 1992, parce qu'elle refusait de passer

sous les fourches caudines d'une nouvelle loi sur les associations — qui avait pour but évident d'en faire une annexe du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD)(4) —, réautorisée conditionnellement au printemps 1993, la Ligue est actuellement le théâtre d'une âpre bataille entre les partisans de son autonomie et un marais d'arrivistes et de manœuvriers alliés au pouvoir. La date de son congrès vient d'être fixée à la première semaine de mois de février à l'issue d'un compromis, qui a porté notamment sur le nombre des adhésions de destouriens à l'organisation.

D'autres tentatives de relance du mouvement démocratique ont eu lieu en 1993 : un Comité pour la défense des prisonniers politiques s'est constitué mais il a été immédiatement réprimé. La dynamique ainsi créée a permis de rassembler plus de 200 signatures de militants et de personnalités connues du mouvement démocratique, autour d'un texte qui trace un bilan sévère de la politique gouvernementale depuis le 7 novembre 1987. Cet effort n'a cependant pas eu de suite. Aujourd'hui, il ne semble pas possible d'engager une riposte significative aux élections présidentielle et législatives. Le pouvoir compte en profiter pour redorer son blason démocratique quelque peu terni en intégrant une ou deux dizaines de députés non-destouriens à l'Assemblée nationale. C'est le but de la réforme du code électoral récemment promulguée, qui introduit une dose minimale de proportionnelle dans certaines circonscriptions.

## La catalepsie du mouvement étudiant

Le mouvement étudiant, à l'avant-garde du combat démocratique durant deux décennies, a sombré dans une léthargie profonde. Si la majorité militante est désormais acquise à l'intégrisme, la grande masse des étudiants reste indifférente voire hostile à l'action revendicatrice et politique. Jamais, il est vrai, même aux pires époques du bourguibisme, l'université n'a connu une répression aussi dure que celle qui s'est abattue sur le mouvement étudiant depuis les lendemains de la guerre du Golfe. Le syndicat intégriste, l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE), a été dissout et démantelé, ses militants pourchassés, embastillés, torturés. Des étu-

2) Parti socialiste destourien au pouvoir depuis la déclaration d'indépendance en 1956 était dirigé par Habib Bourguiba jusqu'au coup d'Etat du 7 novembre 1987.

3) Il n'est pas facile de dire si c'est l'éviction de Achour par Bourguiba en 1985 qui a été à l'origine de la chute de dernier ou si, au contraire, c'est seulement l'élimination de Bourguiba qui a forcé le dirigeant syndical à se retirer.

4) C'est le nouveau nom du Parti socialiste destourien, après le coup d'Etat du 7 novembre 1987.

dians ont été tués dans l'enceinte même des facultés. Sous prétexte de lutte contre l'intégrisme, le pouvoir a imposé l'interdiction de toute activité politique, étouffé l'action syndicale et renforcé son dispositif policier à l'intérieur des bâtiments universitaires.

Facteur essentiel de la crise persistante du mouvement étudiant, la répression n'en est pourtant pas la seule cause. Il faut également incriminer le rôle particulièrement néfaste des tendances dominantes, maoïstes et pro-albanaises, de la gauche estudiantine, qui se sont approprié l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET), l'ont vidée de toute dynamique militante pour en faire un instrument de négociation douteuse avec le pouvoir et un moyen facile de se remplir les poches.

Le congrès de l'UGET, réuni il y a peu, a marqué une étape supplémentaire dans le pourrissement accéléré de cette organisation syndicale : les revendications étudiantes n'y ont été que formellement abordées. En outre, les sympathisants du POCT, qui contrôlent les structures centrales de l'organisation, en ont évincé les derniers représentants du maoïsme estudiantin, lesquels font désormais planer la menace d'une scission. Les deux tendances s'accusent mutuellement de collusion avec le pouvoir : elles ont, hélas, toutes deux raison. Celui-ci, en effet, réprime et manipule tour à tour cette extrême gauche qui n'en est plus une. Le maoïsme, qui a végété durant des années sous forme de petits groupes influents dans la jeunesse scolarisée et le secteur de l'enseignement, n'existe quasiment plus en tant que tel. Il n'a pas survécu à la démobilisation du mouvement étudiant et à la victoire des coalisés contre l'Irak.

### **Une opposition qui perd pied**

Le POCT en a subi aussi les répercussions, ainsi que les effets de la chute de la dictature bureaucratique en Albanie. Ces événements, ont aggravé une crise interne provoqué, notamment par certaines positions ambiguës vis-à-vis du pouvoir et les pratiques opportunistes de sa direction. Le POCT n'a pas été épargné par la répression : plusieurs dizaines de ses militants sont en prison ou sous le coup de poursuites judiciaires et ses principaux dirigeants sont en fuite. Il continue, cependant, d'exister autour de ses bastions syndicaux (PTT, et dans une moindre mesure, enseignement secondaire) et de l'UGET.

Ne faut-il pas, comme pour l'UGTT, mettre en relation la crise de l'opposition démocratique et des mouvements de gauche avec celle, globale, du système qui

les a engendrées ?

Il est facile de répondre par l'affirmative en ce qui concerne les différentes expressions de l'opposition bourgeoise. Issues du parti destourien lui-même, elles n'ont jamais exprimé qu'une volonté de réforme du bourguibisme de l'intérieur : démocratiser — un peu — et libéraliser — beaucoup — le bourguibisme, pour les uns, retrouver son inspiration populiste pour les autres. Ces courants se sont développés uniquement à la marge de la bureaucratie destourienne, détournant à leur profit certains réseaux clientélistes et régionalistes.

La gauche, à des degrés divers, s'est plus nettement démarquée du bourguibisme mais, en définitive, elle a défendu un projet étatiste, technocratique, moderniste et populiste beaucoup plus qu'une authentique alternative anticapitaliste. Le projet, en somme, des couches petites-bourgeoises, intellectuelles et étudiantes, urbaines, dont l'ascension sociale, permise par le régime destourien, se voyait menacée par ce même régime destourien. Cette génération militante a connu la montée des luttes des années 60 et 70 à l'échelle arabe et internationale. Elle s'est formée dans une conjoncture idéologique dominée par l'optimisme quant aux capacités auto-libératrices de l'humanité, au caractère émancipateur de la technologie et des idées de progrès et de rationalisme, avec une forte prégnance du modèle stalinien.

Le lien ne pouvait pas se faire entre la jeunesse des années 80 et 90 et cette génération sans rupture avec des pans entiers de sa culture politique, de ses modèles et de ses valeurs. Cette gauche est née d'une société qui se reconstruit et se restructure après des années de colonisation et pas d'une société qui se déstructure sous l'effet du libéralisme économique. C'est la génération de Mai 68, du Viêt-nam, de la résistance palestinienne et non celle d'Eltsine, de la guerre du Golfe, et de "Gaza Jéricho d'abord".

Pour ne citer qu'un exemple : démocratiser, moderniser le système de l'enseignement constituait la fierté du régime bourguibien, qui en a fait une instance centrale de mobilisation et d'unification nationale, de diffusion idéologique, d'ascension des classes moyennes, et de reproduction de la bureaucratie destourienne. C'est aussi le lieu privilégié de production de la gauche et plus généralement de l'opposition. Le système de l'enseignement, du primaire au supérieur, traverse une crise dont il ne se relèvera pas. Il est obsolète, il n'est plus porteur d'aucun projet, il forme, d'une part, des semi-analphabètes et, de l'autre, des diplômés sans avenir.

Dans ces conditions, la gauche tradi-

tionnelle perd pied, ses schémas sont obsolètes. Il aurait fallu un renouvellement profond de ses conceptions et de ses méthodes, mutation qui n'a pas eu lieu, ou alors partiellement et dans le mauvais sens. La nouvelle gauche qui lui a succédé dans les années 80 apparaît, de ce point de vue, comme le résultat conjugué de la décomposition du système de l'enseignement et d'une adaptation à l'environnement politique général : absence d'idéal, cynisme, clientélisme, "patrimonialement" et, parfois, corruption.

### **L'intégrisme tunisien**

La gauche s'est formée dans la trame d'un système qui, en dépit de ses failles, de ses incohérences, de ses crises, consolidait globalement ses assises, elle s'est développée comme symptôme de ses dysfonctionnements, comme le signe précurseur de son déclin. L'intégrisme, est avant tout le produit de la crise du régime. Le moment de sa croissance correspond à la rupture des principaux équilibres constitutifs du régime avec, d'une part, le reflux du mouvement syndical et, de l'autre, la perte de légitimité du pouvoir aux yeux de sa base privilégiée, les couches moyennes.

L'intégrisme ressemble comme deux gouttes d'eau au fascisme mais il n'est pas le fascisme. Sa base sociale est certes populaire, la petite-bourgeoisie entraînant les déclassés et la jeunesse sans perspective. Son idéologie est réactionnaire, anti-ouvrière, anti-démocratique, avec une forte propension au culte du chef et aux méthodes violentes. On peut ajouter à ce tableau les collusions des courants intégristes avec les régimes les plus réactionnaires de la région et avec l'impérialisme (américain surtout). Mais une différence majeure existe avec le fascisme : on ne peut, en l'occurrence, comparer le rôle historique de la petite bourgeoisie dans les pays impérialistes en crise et celui des couches petites-bourgeoises et populaires dans les États capitalistes dominés (5).

Dans le contexte de recul de la révolution socialiste mondiale, d'échec du nationalisme arabe et de défaites du mouvement ouvrier, le mouvement intégriste s'impose comme l'expression de la révolte des couches moyennes et des secteurs qui se développent à la périphérie du capitalisme (avec, en outre, un effet d'entraîne-

5) «Les classes moyennes sont, avant tout la base sociale de la révolution démocratique et de la lutte nationale. Dans les sociétés arriérées et dépendantes, telles que les sociétés musulmanes, les classes moyennes conservent ce rôle dans la mesure où les tâches démocratiques et nationales restent, plus ou moins entières, à l'ordre du jour» S. Jaber, "Onze thèses sur la résurgence actuelle de l'intégrisme islamique", Quatrième Internationale, n° 6, 1981.

ment sur la classe ouvrière) contre les pouvoirs bourgeois dépendants dont les projets ont abouti à de terribles impasses. Le recroquevillement sur l'Islam et l'anti-occidentalisme recouvrent un rejet désespéré de l'oppression impérialiste. La nature des forces sociales qui composent la base du mouvement intégriste, son idéologie aussi, tendent, cependant, à maintenir la mobilisation populaire dans une dynamique que peut récupérer la bourgeoisie. Elles conduisent, pour certains courants, à des alliances avec des Etats impérialistes. L'établissement d'un pouvoir sous hégémonie intégriste, même partielle, ne peut qu'aboutir à l'écrasement du mouvement de masse.

Cette réalité mouvante et contradictoire est aussi celle du courant intégriste tunisien. Celui-ci se distingue du cas algérien par un moindre enracinement social, une capacité de mobilisation très inférieure, une insertion plus significative dans la jeunesse scolarisée, les cadres moyens et la petite-bourgeoisie "informelle" plutôt que chez les chômeurs et les marginaux. Là réside peut être l'explication de sa plus grande homogénéité politique mais aussi de sa relative modération. Un Ghanouchi (principal dirigeant intégriste) ressemble plus au politicien Hassan El Banna (fondateur du courant des Frères musulmans en Egypte, modéré) qu'à l'illuminé Saïd Qotb (assassiné en 1966 par le régime de Nasser).

Depuis qu'il est apparu en tant que force politique, le courant intégriste tunisien a essuyé trois fois l'épreuve de la répression : en 1981, en 1987 et de 1990 jusqu'à aujourd'hui. Au lendemain de l'éviction de Bourguiba, le nouveau pouvoir a voulu caresser l'intégrisme dans le sens du poil, réaffirmant, à travers diverses mesures symboliques, l'arabité et l'islamicité de la Tunisie. A partir des élections législatives d'avril 1989, qui ont révélé l'audience importante des islamistes, la politique gouvernementale s'est déployée à deux niveaux : agiter, d'une part, la menace intégriste pour rallier une partie des classes moyennes et du mouvement démocratique et, de l'autre, préparer la répression. Rampante jusqu'à la veille du 2 août 1990, celle-ci s'est brusquement accélérée à partir de cette date.

La crise du Golfe a, en effet, provoqué des déchirements importants au sein du Parti de la Nahda (6). Les divisions et les attermolements de sa direction, son absence dans les mobilisations contre l'agression impérialiste, lui ont fait perdre une partie de son crédit. Les prises de positions favorables à l'Irak formulées tardivement par le courant majoritaire représenté par Rached Ghanouchi, ne lui ont pas permis

de récupérer la mobilisation populaire comme a pu le faire le FIS algérien.

Le pouvoir, en revanche, qui a formellement pris ses distances avec la coalition (tout en appliquant l'embargo) a pu réaliser le consensus de l'opposition autour de Ben Ali. Cet acquis important a laissé à ce dernier les mains libres pour engager son offensive policière anti-Nahda. Bilan : des dizaines de milliers de personnes arrêtées, dont un grand nombre croupi toujours en prison, l'usage systématique de la torture, des morts dont on ignore le nombre exact, le quadrillage des quartiers populaires, etc. Le mouvement semble, aujourd'hui, démantelé. Il ne se manifeste pas publiquement si ce n'est par l'activité de ses dirigeants exilés, alliés au Premier ministre des années 80, Mohamed Mzali.

Tout en dénonçant de manière virulente le pouvoir, Ghanouchi, qui reste le principal dirigeant, s'attache à gagner les faveurs de la France et des Etats-Unis, réaffirmant son option pour le libéralisme économique et la démocratie politique. Dans son dernier communiqué, le 29 novembre 1993, il lance un appel au boycott des prochaines élections et compare la situation en Tunisie à celle de la Bosnie. Mais la justification essentielle de ce communiqué, diffusé juste après la rafle dans les milieux islamistes en France, semble être dans le long paragraphe qui rappelle le devoir absolu pour tout exilé islamiste de respecter les lois du pays qui l'accueille.

Il est difficile d'évaluer l'influence des intégristes sur la population, les résultats de leurs efforts de réorganisation clandestine, et l'Etat réel des débats et des divergences en leur sein. Les opinions formulées à l'étranger par telle ou telle personnalité ne reflètent pas nécessairement les positions de courants. L'orientation dominante semble être, en tous cas, de miser sur le pourrissement progressif de la situation et sur les répercussions en Tunisie de la crise algérienne, pour convaincre l'impérialisme que la stabilisation de la région dépend de leur intégration au jeu politique officiel.

Quoi qu'il en soit, en cas de crise, Nahda reste la seule force politique susceptible d'intervenir sur le terrain et d'avoir une influence populaire. Or l'hypothèse d'une telle crise est loin d'être une simple vue de l'esprit.

### **Un pouvoir vulnérable**

Malgré l'ordre qui règne, l'absence de luttes, l'assurance tranquille des gouvernants, les bons taux de croissance et les satisfecits du FMI, le pouvoir est plus vulnérable qu'il ne l'a jamais été depuis trente ans. Le paradoxe n'est qu'apparent. Le

calme et la stabilité sont éminemment conjoncturels, la crise est structurelle.

En effet, le seul objectif des maîtres d'œuvre du coup d'Etat du 7 novembre 1987 était de s'emparer d'un pouvoir déliquéscent, soumis aux dangereux caprices d'un "combattant suprême" sénile. L'impérialisme, notamment américain, y a sans doute vu un moyen d'éviter l'implosion prévisible d'un régime qui n'avait plus toute sa tête et dont les fondations se disloquaient. Derrière le Général-Premier ministre, il n'y avait pas l'armée, tout juste une brigade de la Garde nationale dont le chef trop ambitieux a été vite écarté. Ben Ali, l'"homme du 7 novembre", l'"artisan du changement", trône au dessus de cet édifice.

Ben Ali n'avait ni l'ambition ni les moyens de transformer en profondeur le système politique et de lui insuffler une nouvelle dynamique susceptible de lui redonner une légitimité populaire. Il voulait avant tout gagner du temps pour consolider son emprise sur l'appareil d'Etat, s'assurer des soutiens internationaux, raffermir la confiance des possédants ébranlés par les délires de Bourguiba. Vis-à-vis du peuple, il ne connaît qu'une seule politique : tromper, acheter, réprimer. De là les concessions minimales, les manœuvres, les manipulations, la démagogie, la corruption, et l'extension inégale du clientélisme.

Le régime bourguibiste avait une légitimité historique due au rôle du Néo-Destour et de son chef dans le mouvement national. Il s'est appuyé, sur de puissants réseaux d'encadrement des masses, dont l'UGTT. Ce système a longtemps fonctionné parce qu'il s'identifiait, aux yeux de larges couches de la population, à de nombreux acquis sociaux et politiques malgré les échecs économiques et son caractère antidémocratique. Tout cela peut expliquer la longévité du régime malgré la succession de crises qu'il a traversées, la dégénérescence et l'impasse finale.

Le pouvoir issu du coup d'Etat n'a aucun relais dans la société populaire. Personne n'est "benaliste" comme on pouvait être bourguibiste. Le "benalisme" n'est rien, malgré les tentatives des services de propagande officiels d'en faire une philosophie des droits de l'homme et de la démocratie enracinée dans le patrimoine culturel arabe et musulman. Le "benalisme" n'existe pas. Ou plutôt, ce n'est qu'un vernis idéologique qui masque des intérêts bureaucratiques et bourgeois, l'avidité de nouvelles couches compradore, et la soif

6) C'est le nouveau nom que c'est donné le Mouvement de la tendance islamique de Rached Ghanouchi pour se conformer à la loi sur les partis promulgués après le 7 novembre 1987 et qui interdit toute référence à l'Islam.

de consommation de quelques secteurs favorisés des classes moyennes. Il exprime, pour d'autres, la peur des masses populaires confondues avec l'intégrisme. Mais le "benalisme" n'arrive à susciter ni conviction profonde ni mobilisation, au mieux un attentisme méfiant et sceptique.

Pour avoir évincé l'ex-Bonaparte gâcheux, le nouveau pouvoir a, certes, suscité quelques illusions, qu'il a su utiliser avec la complicité de l'opposition démocratique et de l'intégrisme, ainsi que d'un secteur important du mouvement syndical. Mais ces illusions, fragiles, avaient commencé à se dissiper du fait de la lenteur du "processus démocratique" et de la dégradation continue des conditions de vie. En témoignent la reprise progressive des luttes ouvrières, l'influence croissante des intégristes, le boycott unanime des élections municipales de juin 1990 (à l'exception notable du POCT).

Une série de circonstances favorables lui ont, cependant, permis de reprendre l'initiative : ainsi, la succession de récoltes exceptionnelles qui ont amorti les conséquences de la libéralisation, la guerre du Golfe et le putsch en Algérie. Reprendre l'initiative ne pouvait signifier alors qu'une seule chose : lâcher la bride à l'appareil policier, réprimer non seulement le mouvement intégriste mais toute forme de contestation, toute expression divergente. La défense de la société civile contre la menace obscurantiste est devenue le thème majeur de la propagande gouvernementale tandis que les sbires du ministère de l'Intérieur s'acharnaient à briser tous les réseaux, toutes les structures de la société civile qui avaient quelques marges d'autonomie.

Le Programme d'ajustement structurel, qui joue pour l'instant un rôle inhibant pour le mouvement de masse, est à moyen terme profondément déstabilisateur. Effectivement, la libéralisation économique n'a été que progressive, ce qui n'a d'ailleurs pas été sans provoquer des remous au sein du patronat. La privatisation des entreprises publiques n'en est encore qu'à ses débuts, la "vérité des prix" n'est pas totale, la réforme du code du travail, censée donner une base juridique légale à la flexibilité et la précarisation du travail, est en chantier depuis plusieurs années sans qu'on n'ose encore l'adopter officiellement. Le développement sous tous azimuts du secteur informel, la contrebande en provenance de Libye, permettent à certains secteurs de la petite-bourgeoise et à quelques débrouillards des quartiers populaires d'atténuer la dégradation de leur niveau de vie, voire d'espérer réaliser de juteuses transactions. Les administrations, les immeubles petits-bourgeois sont devenus

de véritables marchés parallèles grouillant de micro-échanges commerciaux, illégaux mais tolérés.

## La riposte viendra

Enfin, la menace du chômage et de l'instabilité croissante de la main-d'œuvre sont un frein important à la remontée des luttes ouvrières. Cette situation ne saurait durer car les effets désastreux du PAS sont déjà là. La libéralisation quasi totale pour le début de l'année 1994 marque une nouvelle étape aux conséquences particulièrement coûteuses et déstabilisantes sociale-



ment.

Outre les travailleurs, les semi-prolétaires des campagnes, la jeunesse et les femmes, des secteurs de plus en plus larges des couches moyennes sont menacés de paupérisation. Certains secteurs de la bourgeoisie risquent de faire également les frais de la libéralisation des importations et du choix d'aider prioritairement les entreprises exportatrices.

Le bourguibisme avait parachevé la destruction des anciennes formes communautaires entamée par la colonisation, mais il les avait aussi largement remplacées par d'autres solidarités, d'autres allégeances, sur lesquelles il avait pu s'appuyer tant qu'il pouvait en maintenir les équilibres. Le pouvoir du 7 novembre repose, lui, sur les sables mouvants d'une société que le libéralisme décompose, destruit, désocialise. Ce processus entrave la réorganisation du mouvement ouvrier et démocratique selon les schémas traditionnels. Il favorise, en revanche, les formules clientélistes et la recherche de solutions individuelles, il génère aussi des attitudes et un potentiel de violence pouvant déboucher sur des explosions sociales ou servir de base à des solutions encore plus autoritaires que celle que nous connaissons.

Mais, finalement tout cela est-il vraiment décisif ? Car on ne peut parler d'un régime stable dans une situation régionale aussi incertaine. Le puissant traumatisme de la guerre du Golfe et les accords de paix israélo-palestiniens sont porteurs de nouvelles secousses au Moyen-Orient. La monarchie marocaine s'use. La Libye est soumise à d'énormes pressions impérialistes qui aggravent les éléments de crise interne. L'Algérie s'effondre. L'avenir de la Tunisie se joue désormais en Algérie.

La France et les Etats-Unis en sont conscients et ne ménagent pas leur soutien à Hassan II et à Ben Ali, mais leurs diplomates restent hésitantes, concernant le dossier intégriste, d'autant plus délicat que toute solution ne peut qu'avoir des implications à l'échelle régionale.

Dans ces conditions il s'agit pour les marxistes révolutionnaires d'intervenir à deux niveaux :

— Travailler à la recombinaison d'une résistance contre la misère et la dictature, notamment à travers l'UGTT. C'est une lutte immédiate dans les entreprises, les quartiers, les universités, sur les terrains économiques et démocratiques. Ce qui implique la défense des libertés pour tous sans exclusive, ni condition.

— Agir pour le dégagement d'une alternative politique au pouvoir qui soit capable de regrouper de larges masses, d'intégrer des secteurs des couches moyennes et de susciter des différenciations au sein de la base désormais incontrôlable du mouvement islamiste (7). La situation mondiale, régionale et locale met au premier plan la lutte contre la domination impérialiste. Cette lutte est la seule perspective centrale autour de laquelle il est possible d'articuler et de hiérarchiser les différents types de revendications, de concevoir une politique d'alliances cohérente. En se développant, ce combat anti-impérialiste pourra permettre d'enclencher une dynamique anticapitaliste globale. ★

Tunis, 28 décembre 1993

7) On ne peut qu'approuver Abraham Serfaty lorsqu'il écrit « Il n'y aura pas de révolution dans le monde arabe sans la conjonction entre un courant musulman progressiste et un courant laïc ». Il appelle à agir pour qu'émerge « au sein du courant islamiste l'équivalent de ce qu'a été le courant de la "théologie de la libération" ». En Tunisie, la situation lui semble plus favorable dans la mesure où le mouvement islamiste « est plus ouvert accepte le débat, s'interroge sur la démocratie » ("Le Nord, le Sud", *Politis-La Revue*, été 1993, p.14). Le dilemme, en fait, reste entier : en Tunisie, et probablement ailleurs, les tendances islamistes les plus ouvertes les plus sensibles à la question démocratique, au rationalisme etc. Sont aussi les plus ouvertes à l'impérialisme, généralement les plus conciliatrices vis-à-vis du régime en place.

# Où va l'opposition palestinienne ?

Walid Salem est déjà connu de nos lecteurs et lectrices. Nous avons déjà publié, dans notre numéro de novembre 1993, une interview de ce militant palestinien de Cisjordanie occupée, plusieurs fois emprisonné pour son rôle dans la direction de l'Intifada et accusé d'appartenir au FPLP. Malheureusement, les conditions dans lesquelles l'entretien fut réalisé et retranscrit firent que les propos de Walid Salem se trouvèrent amputés et quelque peu déformés. Nous lui avons donc proposé de préciser son point de vue dans une nouvelle contribution.

L'article que nous publions ci-dessous apporte de précieuses informations quant aux débats en cours au sein de l'opposition aux accords de Washington. Il expose également les vues de la gauche de l'OLP, que nous avons déjà eu l'occasion de critiquer, notamment au sujet du type d'alliance avec les intégristes et de la façon d'aborder les accords Rabin-Arafat (voir, entre autres, le dossier sur les Accords israélo-palestiniens dans *Inprecor* n° 376).

## Walid SALEM\*

Le suivi des débats au sein des "dix" de l'opposition palestinienne (1) amène à conclure que ces organisations n'ont pas réussi, à ce jour, à se doter d'une forme supérieure à la simple coordination entre elles et ce, malgré tous les efforts déployés par la tendance démocratique pour passer à un stade supérieur.

Il est utile de passer en revue succinctement le déroulement des trois dernières réunions des "dix" (les 15 décembre, 30 décembre et 5 janvier derniers) qui ont été



déterminantes pour l'avenir de leur alliance, ainsi que les diverses tactiques : celle de la tendance démocratique, celle de la tendance nationaliste et celle de la tendance islamique, qui découpent le champ politique des "dix".

La réunion du 15 décembre 1993 a été consacrée à l'élaboration du programme politique des "dix", rendu public à l'issue de la réunion. En voici les points essentiels : la lutte pour faire échouer les accords de Gaza-Jéricho ; la reconstruction des institutions de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et la fidélité à sa Charte (2) ; le refus et le boycott des élections de l'autonomie administrative ; le boycott de toutes les institutions politiques et administratives de l'autogouvernement ; la réaffirmation de la lutte pour le retour, l'autodétermination et la pleine indépendance nationale.

## Un front du refus

Rien ne fut clairement prévu quant à la constitution d'une nouvelle direction de l'Intifada dans les Territoires occupés en 1967, s'appuyant sur les "dix", ce qui constitue une lacune importante. Le programme définissait aussi des tâches aux niveaux arabe et international.

C'est sur la base de ce programme que l'"Alliance des forces palestiniennes", émanant des "dix", fut proclamée en tant que telle.

La réunion du 30 décembre 1993, consacrée à la question organisationnelle, a donné lieu à trois approches différentes. La proposition faite par Hamas, s'est exprimée en deux temps. Lors de la

réunion précédente, Hamas avait demandé une Direction centrale (DC) de quarante membres, constituée à 40 % de militants de Hamas, à 40 % des autres courants, et à 20 % d'indépendants. Un Comité exécutif (CE) comprendrait un membre de chacune des dix organisations et cinq indépendants désignés par la DC.

Dans un second temps, Hamas proposa une direction centrale composée pour moitié d'indépendants, dont Hamas se réservait le droit de sélectionner la moitié, et pour moitié de représentants des organisations à raison de deux pour chacune. Le CE serait composé d'un représentant par formation et de cinq indépendants désignés par consensus entre les "dix".

Le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) proposait, quant à lui : une DC de vingt membres (deux par organisation) et une direction quotidienne de dix membres (un par organisation), avec la préparation d'une conférence nationale générale qui préparerait la reconstitution des institutions de l'OLP sans Arafat, sur des bases démocratiques et électives. Le FPLP insistait sur la nécessité de doter l'Intifada d'une Direction nationale et islamique, mais il a été seul à soulever cette question.

La Saïka fit une troisième proposition :

1) Il s'agit du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP de Georges Habache), du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP de Nayef Hawatmeh), du Front palestinien de libération, du Front de lutte populaire, du Fatah-Intifada (une dissidence du Fatah dirigée par Abou Moussa), du Front populaire-commandement général (de Ahmed Djibril), de la Saïka (baassiste pro-syrienne), Parti communiste révolutionnaire palestinien, Hamas (Mouvement de la résistance islamique), et le Jihad islamique.

une DC où siègeraient trois représentants de chaque organisation, un nombre d'indépendants à déterminer en commun, et un CE comprenant un représentant pour chaque organisation et autant d'indépendants.

Les deux dernières propositions étaient très proches comme on peut le constater, tandis que le projet de Hamas fut rejeté par les neuf autres organisations qui lui demandèrent de le retirer. Hamas demanda alors un délai d'une semaine, et la réunion fut ajournée.

La réunion du 5 janvier fut consacrée à la recherche d'un accord sur une formule organisationnelle avec Hamas. Au début, le mouvement islamique conditionnait son accord sur le programme politique (y compris la Charte et l'OLP) à l'attribution de 40 % des sièges à son bénéfice. Si la formule retenue devait être une représentation paritaire, il n'y aurait plus accord sur un programme politique, mais seulement sur des tâches, ces dernières ne devant comporter aucune référence à la reconstruction de l'OLP, ni à sa Charte nationale.

A l'issue d'une longue discussion, une résolution fut adoptée par cette réunion du 5 janvier. Elle comportait deux points : un mode d'organisation sur une base paritaire (DC de deux représentants par organisation et DE comprenant un représentant par organisation) ; le programme politique proposé le 15 décembre fut transformé en "tâches politiques" ; les questions de la Charte et de l'OLP furent maintenues, mais sans échéances ni précisions quant aux modalités de reconstruction de la centrale palestinienne.

Tel fut le résultat des réunions. La forme de coordination entre les "dix" était maintenue à peu près telle quelle, bien que rebaptisée "alliance des forces palestiniennes". C'était la conclusion logique du conflit entre les trois grandes tendances des "dix".

### **Positions des trois tendances**

La tendance démocratique est constituée essentiellement par le FPLP et le FDLP, auxquels s'ajoutent deux petites organisations : le Front palestinien de libération (FPL) et le Front de lutte populaire (FLP). Leur approche peut être résumée ainsi.

► Il est nécessaire que les "dix" évoluent vers la constitution d'un Front national islamique, en tant que cadre provisoire qui s'attellerait à reconstruire l'OLP, sans Arafat et les partisans de l'accord Gaza-Jéricho. Les nouvelles institutions réuniraient tous les opposants à l'accord et chercheraient à attirer les opposants à Arafat au

sein de sa propre organisation, le Fatah (membres de la base ou dirigeants), ainsi que des personnalités indépendantes du Conseil national palestinien (CNP) ou du Conseil central, et des membres du Comité exécutif de l'OLP, notamment ceux qui ont démissionné ou ont suspendu leur participation à l'instance.

► Partant, l'objectif organisationnel principal, tel que l'envisage cette tendance, n'est pas le Front national, démocratique et islamique en tant que tel. Celui-ci ne doit être qu'un instrument transitoire pour reconstruire les institutions de l'OLP, cette tâche devant être entreprise par l'ensemble des opposants à l'accord de Gaza-Jéricho, indépendamment des options idéologiques, marxiste, nationaliste ou islamique. L'appartenance à l'OLP, en cette étape de libération nationale, se fait sur la base de l'adhésion politique et pratique à un programme de lutte nationale, et non sur base de programmes idéologiques. Ceci dit, les forces démocratiques se doivent de conserver leur spécificité, dans ce cadre commun, en menant le combat démocratique pour la libération de la femme, en luttant pour que les forces démocratiques pèsent d'avantage dans la nouvelle OLP pour empêcher que ne s'établisse l'hégémonie d'Hamas, en s'opposant aux aspects réactionnaires de l'idéologie religieuse, et en défendant les droits de la classe ouvrière et des pauvres, pour accroître le poids et l'influence de la classe ouvrière dans la lutte nationale, etc.

Nous tenons à préciser qu'il n'est pas question d'une alliance entre les marxistes et Hamas, qui consacrerait l'hégémonie de cette dernière, et lui offrirait une caution de gauche pour son expansion. Ce dont il s'agit, c'est de reconstruire une OLP, sans Arafat, comprenant toutes les forces restées attachées au programme national : la tendance démocratique, la tendance nationaliste et la tendance islamique. Cette dernière joue un rôle important dans la lutte nationale actuellement, et il n'est pas possible de l'exclure, sauf si elle devait changer de position et participer aux élections de l'autogouvernement administratif, comme il semble se dessiner. Une telle attitude constituerait une rupture de fait avec la perspective de la reconstruction de l'OLP, qui ne semble pas encore être pour demain, si l'on en juge par les divergences à son sujet parmi les "dix".

► La tendance démocratique a proposé des mécanismes démocratiques pour la formation du front transitoire et la reconstruction des institutions de l'OLP, en y associant les masses, au moyen d'assemblées populaires qui éliraient des délégués à une Conférence nationale générale, élisant à son tour le front, puis les instances

de l'OLP. Cette procédure démocratique visait à empêcher que les nouvelles structures ne soient désignées d'en haut, sans les masses et sans influence sur elles.

► La tendance démocratique a souligné, enfin, que la lutte contre l'accord Gaza-Jéricho ne peut être menée uniquement sur la base de mots d'ordre stratégiques, mais que ces derniers doivent se traduire par des actions et un programme politique concrets posant la question du retour, de l'autodétermination et de la création de l'Etat palestinien indépendant, et s'appuyant sur la légitimité internationale.

La tendance nationaliste, quant à elle, est essentiellement représentée par le Fatah-Intifada (dissidence du Fatah, dirigée par Abou Moussa), le Front populaire-Commandement général (FP-CG), la Saïka et le Parti communiste révolutionnaire palestinien. Les deux premières organisations ont développé les positions qui suivent :

► Il n'est pas nécessaire de former un Front national, démocratique et islamique. Il faudrait plutôt convoquer immédiatement la réunion d'un CNP qui élirait les nouvelles instances de l'OLP. Cette proposition, selon la tendance démocratique, ne permet pas, de par son caractère hatif et précipité, de discuter avec les indépendants et les opposants au sein du Fatah et des instances actuelles de l'OLP pour les convaincre de participer à leur reconstruction. Elle aboutirait à la perte de ces derniers et à former la nouvelle OLP avec uniquement les "dix" et leurs périphéries.

► La tendance nationaliste n'est pas très chaude pour associer les masses à la reconstruction et aux élections, et préfère que les "dix" désignent elles-mêmes les membres de la Conférence nationale générale, chaque organisation désignant ses représentants en fonction du quota qui aura été décidé.

► Cette tendance revendique des objectifs stratégiques, mais refuse de se plier à la légitimité internationale en ce qui concerne la Palestine, ainsi que le mot d'ordre transitoire d'Etat palestinien indépendant. Elle propose une solution intermédiaire, mentionnant l'indépendance nationale totale dans le programme des "dix" en lieu et place de l'Etat indépendant. Cette formule élastique peut être interprétée par la tendance démocratique comme équivalente de l'Etat indépendant, tandis que la tendance nationaliste l'interpréterait comme signifiant la libération de toute la Palestine.

La tendance islamique est composée de Hamas et du Jihad islamique.

► Elle converge sur le plan politique avec la tendance nationaliste et refuse tout

mot d'ordre transitoire et la notion de légitimité internationale.

► Au commencement, cette tendance approuvait la formule de Front national islamique — et non celle de Front national, démocratique et islamique, de façon à le vider de tout contenu démocratique. Elle approuvait également la proposition de former une direction nationale islamique de l'Intifada. Les deux organisations ont cependant tergiversé ( Hamas surtout), trahissant ainsi leur désir d'agir seules, avec l'illusion que la majorité des masses opposées aux accords les suivent et qu'elles peuvent se passer des autres organisations.

► Hamas a hésité au début en ce qui concerne la reconstruction de l'OLP et l'approbation de sa Charte. A partir de la réunion du 15 octobre, les deux organisations sont tombées d'accord pour agir dans l'OLP et reconstruire ses institutions, non pas par conviction, comme elles le précisèrent, mais en partant du fait que l'OLP jouit d'une reconnaissance arabe et internationale qu'il est nécessaire de prendre en compte.

Elles exprimèrent aussi leur accord pour reconnaître la Charte, à condition de l'amender en y incluant le projet d'un Etat islamique en Palestine à l'avenir. Nous avons déjà décrit plus haut leur marche arrière sur ces deux questions par la suite, suivie de l'accord à contrecœur sur la mention de l'OLP et de sa Charte en fin de réunion, le 5 janvier. Cela s'explique par le fait que l'OLP n'est pas leur objectif stratégique : elles ont toujours voulu, et veulent encore, construire une organisation de rechange, et le disent franchement.

Elles sont d'accord pour la Conférence générale et les assemblées populaires, mais à condition qu'il s'agisse de démarches propagandistes sans rôle démocratique, c'est-à-dire sans participation des masses à l'élection des instances.

Une tendance minoritaire de Hamas exprime aujourd'hui son accord pour participer aux élections de l'autogouvernement, s'il s'agit d'élections législatives. Cette position floue montre qu'ils n'ont pas saisi le caractère liquidateur global des accords de Gaza-Jéricho en ce qui concerne la cause palestinienne en général. Le renforcement de ce courant pourrait rendre possible un virage du Hamas (et non du Jihad), et sa participation à la liquidation.

L'attitude politique et organisationnelle de Hamas, au cours des réunions du 15 décembre et du 5 janvier, a débouché sur le choix de l'Alliance au détriment du Front, c'est-à-dire une plate-forme plus réduite, et sur l'adoption de "tâches politiques" et non d'un programme. Par contre, aucune échéance n'a été fixée en ce qui concerne la reconstruction de

l'OLP, ce qui en laisse la légitimité aux mains d'Arafat. Le flou demeure en ce qui concerne la mise sur pied d'une direction nationale islamique de l'Intifada. Cette direction risque de ne pas voir le jour et l'action des "dix" dans les Territoires occupés en 1967 restera dispersée avec, d'un côté Hamas, de l'autre, l'action commune du FPLP et du FDLP, et encore, l'activité isolée du Jihad islamique. Hormis ces quatre organisations, aucune des six autres n'a d'existence digne d'être signalée à l'intérieur des Territoires.

Il faut souligner que le Jihad islamique n'a pas approuvé plusieurs des positions du Hamas, notamment sur le plan organisationnel. Il a également une position bien tranchée contre les élections de l'autogouvernement.

### **Loin de tout pessimisme**

Le bilan des réunions de l'opposition ne nous fait pas, pour autant, sombrer dans le pessimisme ou le désespoir, et ce pour deux raisons : d'une part, nous considérons d'abord les résultats concrets, c'est-à-dire l'alliance autour de tâches politiques, ce qui en soi est déjà un acquis positif, indépendamment de son niveau, qui se traduit déjà quotidiennement. D'autre part, nous entendons poursuivre la lutte, en particulier sur les deux questions qui restent à compléter :

— la reconstruction des institutions de l'OLP, afin de les ôter à Arafat et de lui ôter ainsi la prétention d'être le détenteur de la légitimité palestinienne, et de pouvoir ainsi la conférer aux accords de Gaza-Jéricho ;

— la mise en place d'une direction nationale et islamique de l'Intifada constituée des quatre organisations présentes dans les Territoires de 1967. Cette direction clandestine serait doublée d'une direction publique composée d'organisations et de personnalités élues démocratiquement avec la participation la plus large possible des masses.

Pourquoi la tendance démocratique tient-elle tant à l'OLP, et pourquoi insiste-t-elle pour associer Hamas à sa reconstruction ? C'est que, pour elle, l'OLP repose sur cinq fondements : la Charte nationale palestinienne ; le programme national (programme transitoire adopté en 1974) ; l'expression de l'identité politique et morale du peuple palestinien ; ses institutions ; les personnes qui agissent dans le cadre de ces institutions.

« Arafat, en signant les accords de Gaza-Jéricho, a abandonné ce qui fait l'essence de l'OLP : la Charte, le programme et l'identité politique et morale. Il n'a gardé de l'OLP que la forme (les insti-

tutions et les individus). Il ne s'agit plus essentiellement de l'OLP, mais d'un cadre différent qui continue de s'appeler OLP. Pour que le contenu corresponde à la forme, il faut que les courants restés fidèles à la Charte, au programme et à l'identité politique et morale, reconstruisent les institutions de l'OLP avec de nouvelles personnes, afin d'arracher les apparences de légitimité formelle dont se couvre encore Arafat. »

La tendance démocratique voit dans l'OLP le projet national de libération palestinien, qui est la propriété du peuple palestinien tout entier, de toutes ses composantes nationales, et non celle d'Arafat qui croit pouvoir en disposer à sa guise. La tendance démocratique a contribué à construire l'OLP et à en faire le symbole de l'identité politique et morale de notre peuple. C'est pourquoi elle défend jalousement la continuité de l'OLP, débarrassée de tous ceux qui, à l'instar d'Arafat, en ont abandonné le programme et la Charte.

La tendance nationaliste partage avec la tendance démocratique cette conception de l'OLP, mais diverge sur la question du programme transitoire. Ainsi, huit organisations sur les "dix" se prononcent pour le maintien de l'OLP et la reconstruction de ses institutions, ce qui a pour résultat d'isoler Hamas et le Jihad et d'augmenter les possibilités de faire pression sur elles pour qu'elles se rallient à cette position.

Quant à la participation de Hamas à la reconstruction de l'OLP, elle est extrêmement importante pour les raisons suivantes : le fait que Hamas reste au sein des "dix" affaiblit et isole la tendance en son sein qui désire participer aux élections de l'auto-gouvernement ; le blocage, le plus longtemps possible, du projet du Hamas de se constituer en alternative à l'OLP, sinon son annulation, ne peut mieux être atteint que par la participation du Hamas au projet de la reconstruction de l'OLP.

Voilà à quoi ont abouti les "dix", et leur projet de lutte contre les accords liquidateurs de Gaza-Jéricho. La discussion reste ouverte au sujet des tactiques préconisées par chacune des trois tendances de l'opposition. L'important demeure que nous œuvrions pour notre projet révolutionnaire. Laissons la vie et l'action concrète trancher, nous juger sur nos erreurs et nos succès. L'essentiel est d'agir sans relâche, ni découragement. ★

**Jérusalem-Est,  
15 janvier 1994**

# Quand les pauvres en ont assez

## Introduction

Le 1er janvier 1994, les indigènes et paysans regroupés dans l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans l'Etat du Chiapas, au sud du Mexique, ont initié une lutte armée. Leur décision a surpris tout le monde et a mis en évidence la situation de misère et d'abandon dans laquelle vivent des millions de Mexicains.

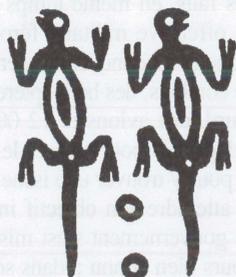
Le même jour, entré en vigueur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) signé par les gouvernements des Etats-Unis, du Canada et du Mexique, accord que l'on a voulu présenter comme un élément d'une stratégie visant à conduire ce dernier pays dans le Premier monde.

Pourquoi ce soulèvement ? Que représente l'EZLN ? Quelle situation ces événements ont-ils ouvert au Mexique ? C'est à ces questions, entre autres, que le dossier que nous publions dans ce numéro prétend apporter des éléments de réponse.

Les prétendus succès économiques et politiques du gouvernement sont maintenant remis en cause. Mais, le soulèvement des indigènes du Chiapas pose le problème de la relation que la gauche mexicaine entretient avec eux, et pour l'ensemble de la gauche Latino-américaine, ouvre à nouveau un débat qui semblait clos : celui de la validité de la lutte armée.

Dans tous les cas, une chose est sûre : l'Amérique latine est toujours plongée dans un processus d'instabilité politique et sociale, et cette situation ne pourra être modifiée sans l'abandon des politiques néo-libérales et tant que les droits démocratiques de ces peuples ne seront pas pris en compte. ★

A. M.

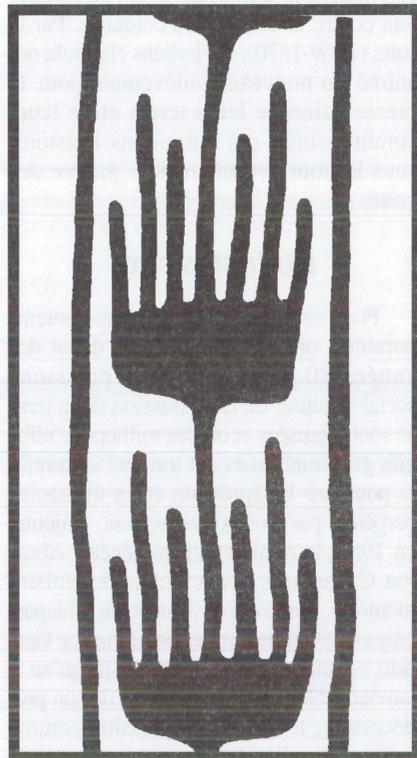


L'insurrection armée menée par des indigènes regroupés dans l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), et qui a éclaté dans l'Etat mexicain de Chiapas, est venue gâcher la fête à laquelle se préparait le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari à l'occasion de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre échange nord-américain (ALENA), ratifié le mois précédent avec les Etats-Unis et le Canada — signature qui a été obtenue au prix de nombreuses concessions de dernière minute de la part du Mexique et d'une débauche d'achat de vote de parlementaires américains par le gouvernement Clinton.

Alfonso MORO

**A**u-delà des parallèles que l'on a voulu faire dans les dates (avec le 1er janvier 1959, jour où l'armée rebelle de Fidel Castro est entrée à La Havane), le soulèvement armé a montré au monde entier le niveau de la détérioration des conditions de vie et l'appauvrissement auxquels sont soumis des millions de Mexicains depuis des années. Expression politique et sociale d'un mécontentement croissant, le soulèvement indigène a mis le régime mexicain au pied du mur ; un régime semi-dictatorial qui a toujours refusé de satisfaire les revendications démocratiques de la population et qui, depuis plus de dix ans, a entrepris de conduire l'économie du pays sur la voie du néo-libéralisme le plus extrême.

Le Chiapas est un des Etats les plus pauvres du Mexique. Avec une superficie équivalente à deux fois celle de la Belgique, il abrite un fort pourcentage de groupes indigènes (Tzotzil, Tojolabal, Chamula, Tzeltal...) qui ont eu droit pendant ces dernières années à une pléthore de promesses offertes par toutes sortes de politiciens, et traduites dans les faits par des mesures de spoliation et d'exploita-



tions propres au XVIIIe siècle. C'est une région où les caciques et les "latifundistes" — nationaux ou étrangers — font régner leur loi, avec la complicité des autorités "priistes"<sup>(1)</sup> locales et fédérales, soit par le biais de la confiscation des terres, l'assassinat de paysans, la fraude électorale ou l'accaparement permanent d'une richesse dont les Indiens n'ont jamais bénéficié.

## Douze millions d'oubliés

Les 12 millions d'indigènes (soit 15 % de la population totale), qui constituent une large fraction des oubliés du système politique mexicain (et, soit dit en passant, de tous les partis politiques aussi), ont décidé de dire « assez ! » de façon radicale, en avançant une série de revendications qui touchent au cœur de la structure politique en vigueur depuis 1929 <sup>(2)</sup>. « Du travail, de la terre, un toit, le droit à l'alimentation et à la santé, l'indépendance, la démocratie, la justice et la paix. » Ce sont les exigences auxquelles s'identifie sûrement la majorité de la population mexicain-

<sup>1)</sup> Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) est au pouvoir au Mexique depuis plus de 70 ans.

<sup>2)</sup> Année de la fondation du Parti national révolutionnaire (PNR), le premier des antécédents du PRI actuel.

ne, même si elle ne l'exprime pas par les moyens utilisés par l'EZLN.

Les conflits sociaux du Chiapas n'ont rien de nouveau. Parmi les soulèvements indigènes les plus anciens, on peut citer celui de 1712-1713, où plus de trente deux communautés d'Indiens tzotzil se rebellèrent contre la domination coloniale. Par la suite (1869-1870), les Indiens chamula ont animé un nouveau soulèvement pour la préservation de leurs terres et de leurs communautés, qui entra dans l'histoire sous le nom évocateur de « *guerre des castes* ».

### De tristes sires

Pour ce qui est de l'«*époque contemporaine*», on peut remonter au début des années 80, période, où les pressions sociales autour de la possession de la terre se sont aiguës et où des milliers de réfugiés guatémaltèques ont traversé la frontière pour fuir la répression et les massacres perpétrés par leur gouvernement. S'ajoute, en 1982, la nomination du général Absalon Castellanos, personnage de sinistre mémoire, comme gouverneur du Chiapas, puis en 1988, de Patrocinio Gonzalez Garrido — ministre de l'Intérieur jusqu'au 9 janvier 1994 — qui, sur la voie de son prédécesseur, a utilisé la répression comme méthode privilégiée de réponse aux revendications de la population. Indigènes, paysans, responsables des communautés de réfugiés centraméricains, partis politiques d'opposition, y compris l'Eglise — qui, dans au Chiapas a joué un rôle progressiste en faveur des dépossédés —, ont été directement victimes de ces deux personnages, qui ont toujours bénéficié du soutien, voilé ou ouvert, des autorités fédérales.

De nouveaux éléments de tension sont venus s'ajouter au début 1993. En mai, plusieurs indigènes, accusés d'avoir tué deux militaires, ont fait l'objet de persécutions, de détentions arbitraires et de torture de la part d'éléments de l'armée mexicaine. A cette occasion, pour la «*n-ième fois*», le gouvernement a fini par imposer «*sa solution*» par la force, faisant fi de l'opposition désespérée des indigènes, et de celle de l'évêque de San Cristobal de las Casas, Samuel Ruiz (qui, par ses prises de position, s'est attiré la haine des riches et des politiciens de la région — et que par le biais d'une machination ourdie par le ministre de l'Intérieur et le représentant du Vatican au Mexique, Jean-Paul II a essayé de déplacer).

Les modifications de l'article 27 de la Constitution par le gouvernement saliniste ont eu pour conséquence d'accroître le désarroi des paysans pauvres. En officialisant la privatisation des terres collectives,

les *ejidos*, elles ont conduit des millions de paysans à envisager la vente de leur terre comme seul recours. Cet élément est d'importance fondamentale pour comprendre les événements du Chiapas, étant donné la division ancestrale de l'agriculture mexicaine, entre, d'une part, la grande propriété latifundiaire (exploitations travaillées avec des technologies modernes, disposant du soutien financier du gouvernement et dont les produits sont destinés en majorité à l'exportation), et, de l'autre, les milliers de petites parcelles, sans aucune infrastructure, qui sont consacrées à la production vivrière et qui ne suffisent pas pour survivre. Au Chiapas, les deux types d'agriculture coexistent. Les grandes plantations caféières, bananières et d'exploitation des bois précieux sont accaparées par moins de vingt-cinq familles, tandis que la majorité des paysans sont utilisés comme main-d'œuvre bon marché et, dans le meilleur des cas, parviennent à peine à cultiver un peu de maïs pour leur propre compte.

### La contre-réforme agraire

La contre-réforme agraire, qui doit être obligatoirement replacée dans le contexte de l'ALENA, a conduit, bien que cela semble contradictoire, à l'affaiblissement structurel des mécanismes de contrôle populiste sur les paysans et les indigènes, qui se mobilisent aujourd'hui sans nécessairement être soumis aux mécanismes manipulateurs des organisations sociales officielles. Ces dernières, vidées de tout contenu social depuis des décennies, ne peuvent désormais plus compter sur les ressources économiques que leur offrait généreusement l'Etat mexicain — et que leurs responsables ont utilisé pour s'enrichir et pour corrompre les dirigeants indigènes et paysans. De plus, toute la propagande mise en place autour du Programme de solidarité nationale (PRONASOL), avec laquelle le gouvernement met en œuvre sa politique de «*libéralisme social*», s'est avérée insuffisante pour répondre aux besoins immédiats des milliers de Mexicains qui n'ont pas d'emploi, de terre, d'éducation ou de revenu.

C'est avec le slogan officiel de «*modernisation et productivité*», formule presque magique, que le gouvernement saliniste a mené l'économie du pays, que la contre-réforme agraire a été imposée, dans l'illusion que la réaction de ceux d'en bas, les paysans et les indigènes, serait minime, voire inexistante. Ce fut une erreur monumentale, étant donné que ces derniers savent qu'ils n'auront pratiquement aucune possibilité d'améliorer leur situation du fait de la politique écono-

mique actuelle ; et, de plus, ils gardent présent à l'esprit le mot-d'ordre historique d'Emiliano Zapata, «*Terre et liberté*», pour lequel il a lutté de 1910 à 1919, année de son assassinat. A ce titre, rappeler que c'est au Mexique qu'a eu lieu la première révolution sociale de ce siècle, n'est pas seulement un acte de foi. Au contraire, cela peut aider à ne pas oublier que des millions de Mexicains continuent à espérer que la «*révolution leur rende justice*», une justice qui, au lieu de se rapprocher, s'éloigne de jour en jour, au fil de la signature de l'Accord de libre échange et des promesses de les conduire dans la voie du «*Premier monde*». Le régime commence à payer le prix de sa politique d'attaques incessantes contre les acquis sociaux qui, tant bien que mal, sont le fruit de la révolution de 1910-1917.

Comme si cela ne suffisait pas, le Chiapas est aussi un des Etats où la fraude électorale, monnaie courante au Mexique, atteint des niveaux inimaginables. Rien qu'en 1988, le PRI a usé de toute sa machinerie «*fraudulo-politique*» pour imposer ses candidats, y compris Salinas de Gortari comme président de la République. Dans cet Etat, comme dans beaucoup d'autres, les résultats des zones les plus reculées (principalement peuplées par des indigènes) sont apparus comme totalement favorables au PRI, alors qu'il était évident que des milliers de gens avaient voté pour les candidats de l'opposition. Ceci s'est reproduit à l'occasion des élections des députés fédéraux, en 1991. Ainsi, au-delà de la naïveté dont elle témoigne, il n'est pas surprenant que la *Déclaration de la forêt du Lacandon*, faite par le commandement général de l'EZLN le 1er janvier 1993, stipule que «*conformément à cette déclaration de guerre [les insurgés] exigent des pouvoirs de la nation [législatif et judiciaire] qu'ils se consacrent à la restauration de la légalité et de l'équilibre de la nation, en déposant le dictateur* », en référence directe à Salinas de Gortari.

En ce début d'année marquée par la lutte politico-électorale, — en août 1994 sont prévues des élections présidentielle et législatives —, la réaction immédiate du gouvernement face au soulèvement, au-delà de la surprise a été de tenter de minimiser les faits, en même temps qu'il lançait une offensive militaire féroce rappelant les guerres de conquête impériales. Des chars de combats, des hélicoptères à armement lourd, des avions et 12 000 soldats ont été dépêchés pour écraser le conflit et non pas pour y trouver une issue. Faute de pouvoir atteindre son objectif immédiatement, le gouvernement s'est mis à utiliser un discours bien connu ; dans son message du 6 janvier, retransmis par tous les

médias, Salinas de Gortari a fait référence aux « *professionnels de la violence, les nationaux et un groupe étrangers* » qui seraient décidés à « *miner le prestige du pays* ». Il s'agit du même discours que celui des gouvernements du Guatemala ou du Salvador lorsqu'ils ont été confrontés à des situations similaires. Une telle version n'a rien d'original ; c'est une lecture policière de l'histoire, qui voit tout à travers le prisme du complot étranger, et qui est de surcroît raciste car elle postule l'impossibilité pour les indigènes d'agir comme des sujets sociaux et de se rebeller d'eux-mêmes contre l'oppression.

### Feu de toutes pièces

Cherchant à circonscrire le problème à une région bien délimitée (or la pauvreté touche plus de 35 millions de Mexicains), le gouvernement se concentre sur les effets — le soulèvement indigène — et non sur ses causes — la misère, la domination, et l'exploitation — et essaye de le régler comme il sait le faire : par la répression. Mais les bombardements aveugles par l'aviation et les assassinats de sang-froid des indigènes capturés vivants, ont réveillé et exaspéré une société fatiguée de tant d'impunité, et ont poussé plusieurs secteurs du mouvement démocratique à l'intérieur comme à l'extérieur du pays à dénoncer, à juste titre, les responsables directs des massacres actuels.

C'est pourquoi, lorsqu'il a senti le vent du boulet, Salinas de Gortari a décidé de limoger le ministre de l'Intérieur, et de nommer à sa place Jorge Carpizo qui, en tant que président de la Commission des droits de l'homme, s'est avéré incapable de résoudre le problème des 500 disparus politiques que compte le pays... De plus en 1987, lorsqu'il était recteur de l'Université nationale autonome du Mexique (UNAM), il a provoqué le mouvement étudiant le plus important depuis 1968 par ses tentatives de réforme néolibérale. A ses côtés, Salinas a nommé Manuel Camacho Solís, ancien maire de Mexico, qui au mois de décembre avait remplacé l'ancien ministre des Relations extérieures pour apaiser la crise qui s'annonçait au sein du PRI dans la perspective de la désignation du candidat à la présidence de la République. "Négociateur et moderniste" de réputation, Camacho Solís a pris l'initiative, en 1993, d'appliquer une loi augmentant les prix du loyer de l'immobilier — une loi totalement favorable aux spéculateurs, qui a poussé des

milliers de personnes à se mobiliser rien qu'à Mexico, obligeant le gouvernement à la retirer.

Le sacrifice d'un de ses pions et le redéploiement effectué avec Carpizo et Camacho Solís sont des manœuvres de Salinas pour calmer les pressions internes et externes. Mais ce jeu peut se révéler très coûteux dès les prochains mois. Même si on ne met pas sur le même pied d'égalité Garrido, d'une part, et Carpizo ou Camacho, de l'autre, il n'en demeure pas moins que deux pièces clés n'ont pas été touchées dans l'affaire : l'armée et Salinas lui-même, premiers responsables de la tuerie au Chiapas. Dans n'importe quel pays où prévaut la séparation des pouvoirs et la démocratie il y aurait eu une procédure légale contre les deux — comme cela a été le cas après les scandales de corruption qui



ont éclaboussé les présidents brésilien et vénézuélien l'an dernier. Bien qu'on semble s'orienter vers des négociations, on ne peut pas exclure l'hypothèse d'une manœuvre destinée à gagner du temps, selon la politique de la "carotte et du bâton" : continuer à parler de négociations tandis que l'armée n'évacue pas les villages occupés et se livre à une répression sélective.

### Complicité du Vatican

Par ailleurs, la réaction brutale du gouvernement mexicain face au secteur progressiste de l'Eglise a déjà eu des conséquences sensibles. Depuis plus d'un an, le gouvernement, avec la complicité du Vatican, essaye de démettre l'évêque Samuel Ruíz, identifié à la théologie de la libération. Le soutien inconditionnel que tous les milieux démocratiques lui ont fourni à l'époque a obligé le gouvernement et l'épiscopat (caractérisé par ses positions droitières) à faire marche arrière. Après le soulèvement du Chiapas et les déclarations officielles, qui tentent insidieusement d'en faire porter la responsabilité à l'évêque, il

est certain qu'on va essayer de régler ses comptes au secteur démocratique de l'Eglise. Mais la méthode employée a été si grossière et la répression contre les indigènes si brutale, que le cardinal de Mexico, Corripio Ahumada, a exigé du gouvernement qu'il présente des preuves de ses accusations et qu'il mette fin aux massacres. Le fait est important étant donné qu'il y a seulement un an que le gouvernement mexicain a rétabli des relations diplomatiques avec le Vatican, et que le pape en personne a aidé le régime à rétablir son image de marque politique avec deux visites en moins de cinq ans, dont la dernière date d'août 1993. Un tel affrontement entre l'Eglise et l'Etat mexicain ne sera pas sans conséquence sur la situation politique à venir.

Personne n'est pour l'heure capable de caractériser politiquement la direction de l'EZLN. Bien qu'après le 1er janvier plusieurs opérations armées dans d'autres Etats du pays aient été revendiquées par ce qui semble être des résidus des organisations de guérilla des années 70 — écrasées par la répression d'Etat dans une "guerre sale" dont on parle peu au Mexique et pas du tout à l'extérieur — il ne semble pas y avoir de lien direct entre ces actions et le soulèvement indigène. Ce qu'il faut souligner, et c'est par-là que doit commencer toute analyse politique, c'est qu'il s'agit sans aucun doute d'un véritable soulèvement populaire dont les revendications sont totalement justes.

### Politique de l'autruche

Subsiste pourtant toute une série d'éléments qui attirent l'attention. Tout au long de 1993, surtout au second semestre, de nombreux médias mexicains ont signalé l'existence de camps d'entraînement de groupes armés au Chiapas ; même l'armée a fait, fin mai 1993, un imposant rapport qui rendait compte de sa découverte. Face à toutes ces évidences, l'ex-gouverneur du Chiapas et alors ministre de l'Intérieur, Gonzalez Garrido, a déclaré en août : « *Au Chiapas il n'y a pas de guérilla. Diffuser cette rumeur infondée porte un grave préjudice au développement de cet Etat, parce qu'elle freine l'investissement étranger et national dans le secteur agricole.* » Et d'ajouter : « *Le gouvernement du Mexique écarte la possibilité de l'existence d'une guérilla, ou de quelque autre groupe prétendant utiliser la marginalisation des indigènes et des paysans, dans cette partie de la République.* »

Ceux qui connaissent l'armée et la police mexicaines (beaucoup d'exilés politiques et des milliers de Mexicains peuvent en témoigner) savent que, quand elles le veulent, elles peuvent intervenir avec une efficacité zélée. La confrontation entre les déclarations citées et le soulèvement indigène oblige à se demander, par exemple, jusqu'à quel point le gouvernement a sous-estimé le caractère explosif de la situation de misère régnant dans le sud-est du pays. Où en est la situation de désespoir de milliers et de milliers de Mexicains, fatigués de la misère quotidienne et d'un système en putréfaction avancée et antidémocratique ? Force est de constater qu'aveuglés par une concentration de pouvoir inédite dans les mains du président, Salinas de Gortari et sa cour de serviteurs ont sous-estimé comme ils l'ont toujours fait, l'irruption populaire qui menaçait.

### **L'irruption populaire**

Dans ces conditions, le soulèvement armé de l'EZLN s'est mué en véritable tremblement de terre politique, qui secoue le régime au plus profond. Il s'agit littéralement d'une tornade, qui a touché sous la ligne de flottaison un système de parti-Etat qui aura du mal à s'en remettre. Comme l'ont signalé beaucoup de commentateurs, le Mexique n'est plus le même depuis le 1er janvier 1994. Les conditions politiques y ont changé qualitativement depuis cette date.

La réalité a repris le devant de la scène politique, jetant une lumière crue sur la politique aveugle appliquée invariablement par les gouvernants mexicains, qui reçoit tant d'éloges d'organismes internationaux comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. De la tragédie que vivent les "damnés" du Mexique, ce quotidien étouffant, qui n'a rien à voir avec celui des 300 familles qui dominent le pays aux plans économique et politique, monte une sourde exigence de justice. Ces exclus ont besoin et envie de démocratie, de vivre dignement, d'être reconnus en tant qu'êtres humains, et il est évident que si on ne répond pas à leurs revendications, ils chercheront à faire justice eux-mêmes, comme de 1910 à 1917. ★

**12 janvier 1994**

# Unir ceux qui veulent la vérité

**Le texte suivant est constitué d'extraits d'une déclaration de la direction de l'EZLN, qui en dit assez long sur la nature politique de cette organisation.**

## DOCUMENT

**A**u peuple mexicain ; à toutes les personnes et organisations civiles et politiques, démocratiques, honnêtes et indépendantes du Mexique ; aux peuples et aux gouvernements du monde. Frères.

La digne lutte des combattants de l'Armée zapatiste de libération nationale a reçu la sympathie de nombreuses personnes, organisations ou couches de la société civile tant mexicaine qu'internationale. C'est l'action honorable et décidée de ces forces progressistes qui a ouvert la possibilité d'une solution politique juste au conflit qui se déroule sous nos cieux. Ni la seule volonté politique de l'armée fédérale, ni les glorieuses actions militaires de nos combattants n'ont été aussi décisives pour faire évoluer le conflit de la sorte, que les différentes manifestations publiques, dans les rues, dans les montagnes ou sur les médias, des plus diverses des organisations et personnalités honnêtes et indépendantes qui composent ce que l'on appelle la société civile mexicaine.

Nous autres, les derniers des citoyens mexicains mais premiers des patriotes, sommes conscients depuis le début que nos problèmes, et ceux de notre nation toute entière, ne pourront être résolus qu'à travers un mouvement révolutionnaire national autour de trois revendications principales : celles de liberté, de démocratie et de justice.

Notre forme de lutte n'est pas la seule possible, peut-être n'est-elle même pas adéquate pour beaucoup. Il existe beaucoup d'autres formes de lutte très valables. Notre organisation n'est pas la seule existante, peut-être n'est-elle même pas souhaitable pour certains. Il existe un grand nombre d'autres organisations honnêtes, progressistes et indépendantes de valeur. L'EZLN n'a jamais prétendu que sa forme de lutte était la seule légitime. De fait, c'est pour nous la seule qui restait pos-

sible. L'EZLN se félicite du développement de toute forme de lutte honnête et conséquente visant à nous faire tous avancer sur la voie de la liberté, de la démocratie et de la justice. L'EZLN n'a jamais prétendu que son organisation était la seule véritable organisation révolutionnaire sincère du Mexique ou du Chiapas.

En fait, nous nous sommes organisés ainsi parce que c'est la seule possibilité qu'on nous a laissée. Nous saluons le développement de toutes les organisations indépendantes et progressistes qui luttent pour la liberté, la démocratie et la justice pour la nation toute entière. Il y a et il y aura d'autres organisations révolutionnaires que la nôtre. Nous ne prétendons pas être l'avant-garde historique seule et unique et véritable. Nous ne prétendons pas rassembler tous les Mexicains honnêtes derrière notre drapeau zapatiste. Nous proposons notre drapeau, mais il y a des drapeaux plus vastes et plus puissants, sous lesquels nous pourrions tous nous retrouver. Celui d'un mouvement révolutionnaire national où prendrait place les plus diverses des tendances, les pensées les plus différentes, sous plusieurs formes de lutte, mais avec un seul objectif : la liberté, la démocratie et la justice.

L'EZLN appelle tous les Mexicains à hisser ce drapeau, pas celui de l'EZLN, pas celui de la lutte armée, mais celui du droit de tout être pensant (...) : la liberté, la démocratie et la justice. Sous ce drapeau flottera aussi notre bannière zapatiste (...).

La lutte pour la liberté, la démocratie et la justice n'est pas le monopole de l'EZLN, c'est la tâche de tous les Mexicains et de leurs organisations honnêtes, indépendantes et progressistes. Chacun sur son terrain, chacun avec ses formes de lutte, chacun avec son organisation et ses idées. Les pas de tous ceux qui avancent vers la vérité devront s'unir en un seul pas : celui qui mène à la liberté, la démocratie et la justice.

Notre lutte ne s'arrête pas et notre cri ne se taira pas après que nous ayons crié « *ça suffit !* » le premier janvier 1994. Il reste beaucoup de chemin à faire, les démarches sont différentes mais l'objectif est le même (...).

**Comité clandestin révolutionnaire indigène / Commandement général de l'EZLN, 20 janvier 1994**

# Zapata cavale de nouveau

Dans les premières heures de l'année, des milliers d'indigènes de l'État de Chiapas, organisés dans l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), ont déclaré la guerre à l'armée fédérale mexicaine, ont demandé la destitution du président de la République, Carlos Salinas de Gortari, et ont annoncé qu'ils poursuivraient leur lutte jusqu'à ce qu'ils atteignent la capitale et qu'ils aient obtenu « du travail, de la terre, le droit à un toit, à s'alimenter, à la santé, à l'éducation, à l'indépendance et à la liberté » pour tous les Mexicains.

Sergio RODRIGUEZ LASCANO

**D**epuis, les affrontements armés n'ont pas cessé. Une fois passée la surprise initiale, la réponse du gouvernement a été d'attaquer aveuglément les zones indigènes de la région et de les bombarder pendant plusieurs jours avec l'aviation. La situation créée au Chiapas par la riposte gouvernementale a soulevé l'indignation de larges secteurs de la société, qui exigent une issue politique et non militaire au conflit. Avec la réprobation généralisée des actions du gouvernement, la crise de son cabinet, la chute de la Bourse et même la remise en question de la justesse de la nomination de Luis Colosio comme candidat du gouvernement à la succession présidentielle, l'année qui commence pourrait voir se réaliser la faillite généralisée du projet saliniste, qui avait remporté tant de succès superficiel au niveau national et international.

Le soulèvement des Indiens du Chiapas a eu lieu en pleine euphorie de la classe dominante : au moment même, où les coupes de champagne étaient levées pour fêter l'entrée du Mexique dans le "Premier-monde" (le 1-er janvier 1994 entrait en vigueur l'Accord de libre-échange nord-américain, ALENA), alors que le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) se sentait réconforté après être parvenu à



désigner son candidat à l'élection présidentielle (1) sans causer de fissures en son sein, alors que les quinze familles les plus riches du pays fêtaient l'efficacité des moyens de contrôle d'État sur les *jodidos* (les "damnés" comme aime à appeler les pauvres le tsar de la télévision privée mexicaine, Emilio Azcarraga, l'un des hommes les plus riches du monde).

## Tradition et modernité

Ils ont choisi cette date pour prouver que la tradition n'avait pas été vaincue par la modernité. Ni la gauche et les secteurs démocratiques, ni le gouvernement et les partis de droite n'avaient imaginé que quelque chose de similaire se produirait. Nous connaissions depuis un certain temps la colère qui montait de façon souterraine, mais nous ne pensions pas qu'elle s'exprimerait de cette manière.

Ce soulèvement a immédiatement, et sans que le gouvernement puisse faire quoi que ce soit, reçu l'approbation générale. De manière quasi-unanime, les intellectuels mexicains (qui ont un poids politique réel dans le pays) se sont manifestés en prenant une position compréhensive, voire de soutien ouvert au mouvement. Mais mieux encore, plusieurs d'entre eux, traditionnellement liés au gouvernement, ont élevé la voix pour que cessent les bombar-

dements et pour promouvoir une solution politique qui exclu la violence et réponde aux problèmes sociaux.

Cette prise de position tient en grande partie à la dette historique du Mexique envers les Indiens qui y survivent. Au Chiapas, comme dans les États de Guerrero, Oaxaca, Tlaxcala, Tabasco, Hidalgo ou de Michoacan, où est concentrée la majorité des treize millions d'indigènes mexicains (le plus grand nombre en Amérique latine), les conditions de vie sont terribles. Ce soulèvement nous met face à une réalité douloureuse. La tradition a exercé sa revanche sur une modernité d'exclusion, de marginalisation, raciste, de classe et antidémocratique. Aussitôt, la rébellion du Noir Yanga à Veracruz, celle de Jacinto Canek au Yucatan, celle de Cajeme (José Maria Leyra) à Sonora et, évidemment celle d'Emiliano Zapata dans tout le sud du Mexique, ont repris vie et se sont déployées sur le pays, comme s'il s'agissait de l'ange de l'histoire dont parle Walter Benjamin, cherchant à « réveiller les morts et à remonter ce qui est tombé en morceaux ».

1) En août prochain auront lieu des scrutins présidentiels et législatifs, le PRI (le parti au pouvoir depuis plus de 70 ans) a désigné en décembre passé Luis Colosio Murrieta comme candidat présidentiel, non sans avoir respecté le *destape*, le rite de la désignation du candidat par le président en poste.

## Une plaie ouverte dans le corps du Mexique

Il y a trois grandes régions dans l'Etat de Chiapas : celle des Altos (San Cristobal, Altamirano, etc.), une zone montagneuse d'une superficie de 25 000 km<sup>2</sup> pour 431 227 habitants ; celle de la Forêt, à l'est de l'Etat, qui recouvre 15 000 km<sup>2</sup> et compte 537 697 habitants et celle de la frontière (Las Margaritas) qui occupe 57,8 % de la frontière avec le Guatemala, où vivent 397 712 personnes. Au total, il y a 3,3 millions de Chiapanecos. On trouve neuf communautés indigènes, toutes descendantes des Mayas, mais avec des langues, des religions et des cultures propres : cinq d'entre elles se retrouvent des deux côtés de la frontière (les Chuj, les Jacalteque, les Mam, les Mochos et les Labales). Les quatre autres n'existent que du côté mexicain, et sont les plus importantes sur le plan numérique : les Tzeltal, les Tzotzil, les Tojolabal et les Zoque. 55,6 % de la population a moins de 19 ans et le taux d'accroissement naturel est de 4,51 %, soit plus du double de la moyenne nationale (2,02 %). L'analphabétisme est de 30,1 %, soit parmi les taux les plus élevés du pays, tandis que seuls 71,3 % des Chiapanecos qui ont entre 6 et 14 ans vont à l'école — contre 95,1 % dans le district fédéral (Mexico).

On enregistre 16 422 communes, dont 120 seulement sont urbaines. Il y a 854 159 personnes qui ont un emploi ; parmi celles-ci 19 % ne perçoivent aucun revenu, 39 % reçoivent moins d'un salaire minimum, 21 % reçoivent entre une et deux fois le salaire minimum, 8 % entre deux et trois fois, 4,1 % entre trois et cinq fois et 3,6 % seulement ont un revenu supérieur à cinq fois le salaire minimum.

Par ailleurs, 41,5 % des logements n'ont pas l'eau courante : à Ocosingo, un des endroits où le soulèvement a été le plus important, la moitié des habitations n'ont pas l'eau courante, 80 % n'ont pas de système de drainage des eaux usées et 70 % n'ont pas l'électricité.

En ce qui concerne la santé la situation est terrible. Au Chiapas est concentrée 12 % de la mortalité du pays, le plus grand nombre de décès par tuberculose. Rien que pour 1992, on a enregistré 3 000 cas de paludisme et dans les derniers mois cas d'anencéphalie (naissance d'enfants sans cerveau) causés par la dénutrition. L'évêque de San Cristobal, Samuel Ruiz, a récemment signalé que 15 personnes meurent de faim chaque année. ★ **SRL**

On a beaucoup spéculé au Mexique, surtout dans les milieux de la vieille gauche, sur l'origine de l'EZLN. En dernière analyse, l'écrivain mexicain José Emilio Pacheco a raison lorsqu'il dit : « On savait au moins depuis mai que quelque chose de terrible allait se produire mais personne ne s'attendait à une tragédie de cette dimension. Au Chiapas, tous les partis politiques ont échoué en ne trouvant pas de voies non-violentes dans la lutte pour la justice sociale. Aux revendications on a opposé la répression et l'incarcération d'indigènes monolingues, qui ne pouvaient ni se défendre ni comprendre leur procès. »

### Vision électoraliste

Les forces de gauche ont en effet été d'une manière ou d'une autre polarisées par un double phénomène : d'une part une vision électoraliste du changement politique et, de l'autre, la force de l'imposant appareil de corruption du régime. Dans le premier cas, on partait d'une analyse correcte de la faiblesse de l'expression politique des différents secteurs sociaux, ce qui menait à la conclusion qu'il faudrait saisir l'occasion des élections pour qu'ils s'expriment et que ce soit dans les urnes qu'ait lieu le vote sanction contre le PRI, pour lui faire payer la dégradation des conditions de vie. Cette analyse n'était pas

totale et erronée : elle pêche par ce qu'elle restreint trop les tâches et les interventions aux aspects électoraux.

Dans le second cas, ce fut bien pire. La trahison impressionnante des principaux dirigeants paysans, qui ont appuyé les réformes salinistes de l'article 27 de la Constitution mexicaine, qui mettent sur le marché non seulement les produits agricoles mais également la terre, a empêché une réponse massive des paysans (2). Aujourd'hui, au Chiapas, l'EZLN reprend la lutte contre les modifications de cet article : dans le premier numéro de son journal, *El Despertador Mexicano* (Le réveil mexicain), l'EZLN affirme, dans son projet de loi agraire révolutionnaire, que « les paysans pauvres en lutte au Mexique continuent de réclamer la terre pour ceux qui la travaillent. Après *Emiliano Zapata* et à l'encontre des réformes de l'article 27 de la Constitution mexicaine, l'EZLN reprend la juste lutte de la campagne mexicaine pour la terre et la liberté » (3). C'est pourquoi les organisations paysannes, regroupées dans le Conseil agraire permanent (CAP), caution paysanne du salinisme depuis le début de la contre-réforme agraire, ont émis une déclaration condamnant l'EZLN et soutenant l'Etat, où est réaffirmé leur subordination caractéristique à la logique du gouvernement (4).

En menant son action, l'EZLN a dessi-

né une frontière entre, d'une part, ceux qui sont contre l'oligarchie qui gouverne le Mexique aujourd'hui et, de l'autre, ceux qui se situent du côté des indigènes du Chiapas. Et c'est la composition de l'EZLN, le type d'actions qu'elle a mené et les problèmes qu'elle a soulevés qui en sont responsables.

### Une guérilla pas comme les autres

En pratique, l'EZLN a commencé son intervention publique par là où d'autres la terminent sur au moins deux aspects. Le soulèvement a conduit à la prise de contrôle des quatre principales villes de la région des Altos de Chiapas (la très touristique San Cristobal de las Casas, Ocosingo, Las Margaritas et Altamirano) : la prise de villes de cette taille avec quelques centaines de combattants découle normalement d'un processus d'accumulation d'expérience et de pratique publique. En ce sens nous n'avons pas affaire, au moins au niveau du concept, à une guérilla classique, où on confond généralement un *guerrillero* avec un participant régulier à des colonnes mobiles. L'EZLN est plutôt une armée régulière qui en affronte une autre, dans des combats réguliers et irréguliers.

Dans un premier temps, le gouvernement mexicain a essayé de minorer la signification de ces quatre villes en arguant que la situation était calme dans les 112 autres que compte le Chiapas. Pourtant, la majeure partie de la population de l'Etat est concentrée dans trois des localités occupées par l'EZLN (où était concentrée avant l'exode causé par les bombardements de l'aviation gouvernementale). San Cristobal, Ocosingo et Las Margaritas sont des agglomérations de plus de 100 000 habitants, ce qui signifie

2) Une étude approfondie des réformes constitutionnelles en matière agraire du gouvernement Salinas en 1991, a été publiée (en castillan) dans *Inprecor para América Latina*, dans le numéro 19 de février 1992.

3) Titre sans doute inspiré de *El Despertador Americano*, le premier journal des insurgés de la guerre d'indépendance, fondé dans la ville de Guadalajara. Le premier numéro de *El Despertador Mexicano* a circulé surtout dans l'Etat du Chiapas, après le début de la rébellion néozapatiste, et contient en plus de la Déclaration de la forêt lacandona (déclaration de guerre au gouvernement mexicain), une série de lois destinées à régir les territoires que libérerait l'EZLN.

4) Le CAP est constitué de douze centrales paysannes, qui vont de l'organisation paysanne du PRI, la Centrale nationale paysanne, à d'autres dont l'origine remonte au travail paysan de la gauche comme l'Union générale ouvrière paysanne populaire (UGOCP).

Les organisations qui, à la différence du CAP, n'ont pas appuyé la contre-réforme agraire saliniste, rassemblées dans le Conseil des organisations agraires (COA), ont exigé la reconnaissance de l'EZLN comme entité représentative pour l'instauration d'un dialogue visant à résoudre le conflit et à répondre aux revendications des indigènes et des paysans de la région.

qu'y demeurent de façon régulière des forces de police significatives, en uniforme ou en civil, sans compter que Las Margaritas est une région frontalière avec le Guatemala, où la présence militaire est assez forte.

Pour se faire une idée du caractère inédit des actions de l'EZLN, il suffit de penser à ce que cela requiert comme capacités de transférer plusieurs dizaines de personnes d'une agglomération à une autre. On dit que près de 800 guérilleros, dont la majorité ne provenait pas de la ville, ont participé à la prise de San Cristobal. Nous sommes donc face à une organisation révolutionnaire qui a réussi à structurer des milliers de paysans indigènes en armée révolutionnaire. Ceci explique que, pratiquement tous les jours depuis le début du conflit, les zapatistes ont attaqué la caserne militaire de Rancho Nuevo, à douze kilomètres de San Cristobal, en tentant de la prendre à chaque fois (5). L'idée sous-jacente est à notre avis simple : l'EZLN sait que la seule façon de saper le moral de l'armée est le combat direct, où les soldats se rendent compte qu'eux aussi peuvent mourir. En même temps, les zapatistes ont choisi les zones de confrontation les plus éloignées possibles des zones de peuplement et cherchent à faire une opération publicitaire. Après la cinquième attaque, la caserne est restée privée d'électricité.



### Elaboration stratégique

Le second aspect inédit de l'EZLN tient à ce qu'elle a formulé immédiatement une proposition stratégique, exigeant du gouvernement qu'il la reconnaisse comme une force belligérante (6) et a défini clairement ses objectifs. Le commandant zapatiste Marcos (unique porte-parole visible de l'EZLN jusqu'au moment de la prise de San Cristobal et responsable, à l'en croire, de la direction de l'opération) a affirmé à la presse que « les réformes et contre-réformes entreprises par le PRI, avec la complicité du Parti d'action nationale (7) ne laissent aucune possibilité de réponse aux partis d'opposition et encore moins aux mouvements civiques. La liberté et la démocratie sont absentes. Nous ne demandons même pas la mise en place d'un gouvernement qui nous soit favorable, mais que soit instauré un gouvernement de transition, avec des acteurs plus équilibrés, et qui convoque des élections hon-

nêtes ». Un autre aspect notable est la flexibilité que l'EZLN a démontré dans ses prises de position et dans ses conceptions sur plusieurs terrains ; sur le plan idéologique, lorsque ses combattants se définissent, ils affirment depuis le début lutter pour le socialisme, mais avec une précision importante : « L'EZLN n'a pas une idéologie parfaitement définie, à la manière du communisme ou du marxisme-léninisme. Il y a plutôt une communauté de vue dans l'appréhension des problèmes nationaux, qui se résument toujours au manque de liberté et de démocratie. » (8) Dans l'éditorial du numéro 1 de son journal, l'EZLN s'adresse aux « Mexicains, ouvriers, paysans, étudiants, travailleurs indépendants honnêtes, Chicanos (immi-

grés mexicains et centraméricains vivant aux États-Unis), progressistes des autres pays » pour leur dire qu'elle a « commencé le combat pour arracher les revendications que l'État mexicain n'a jamais satisfaites : le travail, la terre, le droit à un toit, à l'alimentation, à la santé et à l'éducation, à l'indépendance, la démocratie, la justice et la paix ».

Cette flexibilité se retrouve dans sa référence à la tradition, celle des révoltes nationales et populaires, ainsi qu'aux opprimés et à leur histoire. C'est le cas lorsque l'EZLN signale : « Nous disons

« assez ! » Nous sommes les héritiers des véritables créateurs de notre nation, les dépossédés. Nous sommes des millions et nous appelons tous nos frères à se joindre à cet appel comme seule voie pour ne pas mourir de faim face à l'ambition insatiable d'une dictature de plus de 70 ans, dirigée par une coterie de vendus qui représentent les groupes les plus conservateurs et traîtres à la patrie.

» Ce sont les mêmes qui ont combattu Hidalgo et Morelos, qui ont trahi Guerrero, ce sont eux qui ont vendu plus de la moitié du sol national à l'envahisseur étranger, qui ont porté un prince européen au gouvernement, qui se sont opposés à l'expropriation des entreprises du pétrole, qui ont massacré les travailleurs des chemins de fer en 1958 et les étudiants en 1968, ce sont les mêmes qui aujourd'hui nous privent de tout, absolument tout. Notre seul espoir, après avoir tout tenté pour mettre en pratique notre Constitution, c'est d'en faire appliquer l'article 39 de la Constitution qui dit mot pour mot : « La souveraineté nationale réside essentiellement et avant tout dans le peuple. Tout pouvoir public émane du peuple et est institué au bénéfice de ce dernier. Le peuple dispose, en permanence, du droit inaliénable à altérer ou modifier la forme de son gouvernement. » » (9)

### Pas de volonté hégémonique

L'EZLN se distingue des autres mouvements armés, tant mexicains que des autres latitudes, et en particulier de celui du Pérou, dans le type de relation qu'elle propose au mouvement populaire et aux autres organisations politiques. C'est particulièrement clair lorsqu'elle dit que « la lutte par des moyens légaux est assez limitée et il faut exercer d'autres formes de lutte. La révolution ne se limite pas à la lutte armée : il y a des regroupements ouverts, des organisations et des partis

5) Certains journalistes (dans *La Jornada* du 7 janvier 1994, par exemple) ont rapporté que, dans les premières heures du conflit, des troupes de l'EZLN auraient réussi à pénétrer dans la caserne de Rancho Nuevo et à dérober des armes à l'armée fédérale.

6) Il ne faut pas oublier qu'au début des années 80, les gouvernements mexicain et français ont reconnu la justesse de la lutte du Front Farabundo Martí de libération nationale salvadorien et lui ont accordé le statut de force belligérante.

7) Le Parti d'action nationale (PAN), de droite, est traditionnellement situé en opposition au PRI bien qu'en six ans

de mandat de Salinas son soutien (surtout sur le terrain législatif) ait permis au gouvernement d'avancer dans le sens de la politique saliniste, et ce à plusieurs reprises.

Ces collusions notoires avec le gouvernement du PRI ont permis la reconnaissance de victoires électorales du PAN dans plusieurs États et que des militants "panistes" gouvernent les États de Basse Californie, de Chihuahua et de Guanajuato.

8) Voir la déclaration du commandant Marcos, reproduite par la revue *Proceso*, n° 897 du 10 janvier 1994.

9) Voir la *Déclaration de la forêt lacandona*.



indépendants. Le problème de la guerre est un problème politique, il s'agit d'une mesure extrême. Nous proposons une politique d'alliances larges » (10).

Dans une autre déclaration, il est dit que « sur la base d'un gouvernement de transition qui garantisse des élections libres (avec égalité entre les différents partis), les camarades pensent qu'il sera possible de négocier sur les autres revendications : le pain, le logement, la santé, l'éducation, la terre, la justice, problèmes qui, en milieu indigène surtout, prennent des proportions dramatiques. Mais sur les exigences de liberté et de démocratie, nous lançons un appel à toute la République mexicaine, à tous ses secteurs sociaux pour qu'ils participent à la lutte, pas nécessairement avec les armes, mais avec les moyens dont chacun dispose » (11).

Enfin, l'EZLN a lancé un grand défi à l'État mexicain et a réussi à obtenir un important soutien populaire dans tout le

pays. La raison en est évidente : pour une bonne partie de la population, l'EZLN n'est pas une guérilla de plus, mais constitue une démonstration de dignité face à un secteur de la classe gouvernante qui a mis en vente la richesse nationale et, dans le même temps, s'en est approprié une partie.

### Démonstration de dignité

C'est pourquoi la sympathie pour l'EZLN est évidente, surtout dans la jeunesse. Des graffitis sont immédiatement apparus sur les murs des grandes villes du Mexique. Les meetings contre les bombardements et pour une trêve unilatérale de la part de l'armée mexicaine se sont transformés en véritables actions de soutien à l'EZLN. De plus, nous sommes au cœur de la pire des crises du système de domination priiste.

La façon dont Salinas de Gortari a réussi à surmonter la crise de 1988 et à s'imposer comme le grand transformateur du pays a beaucoup impressionné au Mexique et ailleurs. Il a non seulement réussi à adoucir (quoique momentanément) les aspects les plus durs de la crise économique mais a également mené à bien une série de modifications de la relation entre l'État et la population, entre l'État et la bourgeoisie et entre l'État et l'économie. En de rares endroits, la prétendue "réforme de l'État" semblait avoir eu plus de succès. En particulier, il est parvenu à nouer une alliance avec le PAN lui permettant d'obtenir un consensus de près de 80 % des organes législatifs en faveur de sa politique économique et sociale. La ratification de l'ALENA, à la fin 1993, semblait confirmer cette ligne. Une bonne partie des Mexicains se préparaient à faire leur rentrée dans le "Premier monde" ; il ne manquait plus, selon les plus critiques des salinistes, qu'un peu de démocratie supplémentaire (12).

C'est alors que le soulèvement a mis en échec une bonne partie de ce projet. Il a engendré à la première grande crise gouvernementale — avec la "démission" du ministre de l'Intérieur, Patrocinio Gonzalez Garrido, ancien gouverneur du Chiapas —, qui a entraîné la plus grave baisse de la Bourse des quatre dernières années. Mais la crise du projet saliniste réside également dans le soutien populaire accordé à l'EZLN (13).

Dans un premier temps, le gouvernement a tenté d'écraser le mouvement de façon purement militaire. Tous les aspects les plus négatifs des forces armées nationales ont alors refait surface. Les bombardements de la forêt lacandona et des Altos de Chiapas n'ont causé que de la réprobation. Une fois que l'armée elle-même a déclaré qu'il faudrait six mois pour normaliser la situation dans la région, les stratégies de la présidence ont réalisé que cela signifierait que, pour la première fois depuis l'époque de la Révolution mexicaine de 1910-1917, les élections auraient lieu en situation de guerre. Le gouvernement sera confronté en 1994 à trop de problèmes à la fois :

► tout d'abord, à la prise de conscience à l'étranger de la situation réelle du Mexique et, avec l'instauration d'un climat d'instabilité, à la non-venue, voire au retrait, du capital étranger attendu comme produit de la signature de l'ALENA ;

10) *Idem* note 8.

11) *Ibidem*.

12) Par exemple Octavio Paz, c'est-à-dire le groupe de la revue *Vuelta*, et Héctor Aguilar Camín et le groupe de la revue *Nexos*, qui ont beaucoup de divergences les uns avec les autres quand il s'agit de se répartir les dividendes du capital, privé ou public, mais qui s'entendent sur l'essentiel. Ainsi, tous deux interpellaient les « marxistes éculés » « survivants du naufrage », les « théologiens de la libération périmés », comme autant de manipulateurs d'indigènes.

13) En démissionnant, Gonzalez Garrido a violé les règles non-écrites qui régissent les départs du cabinet, en déclarant que « ce matin, le président a donné son accord à ma démission », soulignant le caractère de décision présidentielle de la mesure.

### Une fraude inouïe

Le Chiapas est un des endroits où le PRI a mis en pratique de façon la plus grotesque la fraude électorale. En 1972, le PRI aurait obtenu (à en croire les chiffres officiels) 100 % des voix dans les 112 circonscriptions contre 90 % "seulement" en 1988. Dans les régions indigènes, la participation atteignait les 100 % — alors que le taux moyen d'abstention en zone urbaines était de 40 % — et tout le monde a voté pour le PRI. Comme la presse écrite, il apparaît que les communes où a eu lieu le soulèvement sont justement celles où le PRI a obtenu les meilleurs scores. C'est pourquoi, si l'on s'en tient aux mécanismes de contrôle gouvernementaux, l'essentiel de la base de l'EZLN est constituée de... priistes ou d'ex-priistes ! ★

SRL

► comme résultat d'une année de récession qu'a été 1993 et du manque de rentrées de capital frais, à la difficulté de mettre en œuvre une politique sociale attirant la sympathie populaire, sans risquer une bonne partie de son projet ;

► ensuite au manque de charisme de Luis Colosio, le candidat à la présidence sélectionné par Salinas une fois l'ALENA approuvé, et à un possible aiguisement des différences à l'intérieur du PRI, alors que le précandidat vaincu, Manuel Camacho Solis, s'est proposé et a été accepté par le président comme responsable pour la paix et la réconciliation au Chiapas. Que Camacho Solis remplisse ou non sa mission, le fait qu'il revienne sur la scène politique et gouvernementale, avec une tâche de cette ampleur et bénéficiant de la sympathie de secteurs du PRI, constitue un poids que Colosio devra porter pendant toute la campagne électorale ;

### Echec à Salinas

► l'inutilité du PAN comme soutien au gouvernement face à des événements de ce type. Par exemple, le candidat présidentiel "paniste", Diego Fernandez de Ceballos, a déclaré que « l'armée doit étouffer le plus vite possible » le soulèvement ;

► la possibilité que l'autre candidature présidentielle importante, celle de Cuauhtémoc Cardenas, s'identifie avec cette lutte populaire (14). Jusqu'à présent, après une première déclaration assez équivoque, Cardenas a réussi à adopter une position correcte qui lui a valu un regain de popularité (15). Il a proposé une trêve unilatérale de la part de l'armée, et d'accorder à l'EZLN le traitement d'une force politique respectable et de reconnaître le caractère indigène de la rébellion. Il a aussi refusé de signer une déclaration prétendument neutre proposée par le candidat du PRI à la présidence, à la différence de sa fraction parlementaire, qui a une fois de plus agi davantage comme une partie de l'appareil d'État, honni par l'EZLN, que comme la représentante des secteurs populaires ;

► enfin, la possibilité du développement d'un vaste mouvement social permettant que l'attention ne soit pas seulement focalisée sur le Chiapas.

Les membres de l'EZLN ont réussi quelque chose de fondamental : ouvrir une brèche par laquelle pourront s'exprimer les divers mouvements sociaux. Des questions comme celle de la hausse de 5 % des salaires, des droits syndicaux bafoués, des prix garantis pour les produits de la campagne, celle des demandes de terres non-satisfaites et du droit à la terre, peuvent resurgir avec d'autant plus de force que nous avons pu constater la sympathie que

### La question de la terre

Sur la question de la propriété de la terre, il y a au Chiapas une polarisation qui est atténuée dans les autres Etats du pays : 76,9 % des exploitations sont privées et couvrent 34,6 % de la superficie totale (les meilleures terres) et 11,7 % appartiennent à des *ejidos*, c'est-à-dire des communautés indigènes auxquelles l'Etat a donné des terres, et représentent 39,3 % de la superficie totale.

Par ailleurs, c'est au Chiapas que se concentrent 25 % de tous les litiges sur la terre du Mexique. Dans le même temps, comme le dit Luis Hernandez Navarro : « Le second terreau qui a nourri l'insurrection est la crise économique. Durant de nombreuses années, les produits les plus importants de la région, au nombre de quatre, ont été : le bois, le café, le bétail et le maïs. Les revenus provenant de ces activités ont diminué vertigineusement. La veda forestière décrétée en 1989 a privé les habitants de la région d'une importante source de revenus. La chute internationale du cours du café (de 120,14 dollars les 100 livres en 1989 à une *promedio* de 60,70 dollars) et la politique macro-économique ont réaigué 65 % en cinq ans les revenus des producteurs — ceci alors que le retrait de l'Institut mexicain du café a démantelé dans plusieurs régions les canaux de commercialisation et d'assistance technique.

La crise de rentabilité de l'élevage du bétail a également frappé la région de plein fouet. La détérioration de la productivité du maïs, qui est le résultat de la croissance de la population et du passage d'une rotation sur 30 ans à un cycle de deux ans, a réduit l'accès à cette source d'alimentation.

Un malheur n'arrive décidément jamais seul ! » ★

Sources : *La Jornada*, 9 janvier 1994

suscite ce mouvement dans les syndicats, les organisations de quartier, dans la jeunesse, pour ne pas parler des paysans.

La situation au Chiapas va déterminer ce qui va se passer dans le pays dans les prochains mois, et en particulier le processus électoral Il est impensable que les événements du Chiapas soient subordonnés à la campagne électorale, qui constituera un événement sans conséquence dans une situation de guerre. Au contraire, si le mouvement démocratique tombe dans l'électoralisme le plus plat, si la peur l'emporte et s'il pense qu'il ne faut pas se mobiliser pour ne pas être assimilé à la subversion ou à la lutte armée, s'il accepte le chantage de l'État qui propose des issues prétendument neutres (comme si la neutralité était possible dans un conflit entre oppresseurs et opprimés), alors non seulement le mouvement du Chiapas sera plus facilement écrasé mais tout le mouvement démocratique et populaire aura perdu une occasion en or.

La meilleure image de ce qui se passe dans le pays a été fournie par les indigènes

du Chiapas qui, bien qu'ils possèdent de la dynamite, ont décidé de détruire les mairies avec des barres à mine et des pioches. Cette image symbolise ce que les pauvres pensent de l'État, des institutions et des autorités. Elle constitue l'un des plus beaux actes plébéiens que compte notre histoire, comparable à celui des zapatistes du début du siècle qui, quand ils arrivèrent à Mexico, sont allés déjeuner au restaurant Sanborns des Azulejos, centre de l'aristocratie porfiriste (16). Ces deux actes sont typiques du caractère subversif, presque anarchiste, du peuple mexicain. C'est aux forces démocratiques et de gauche de décider. Ou bien elles se placent du côté de cet esprit radical, qui reflète les meilleures traditions populaires, ou bien elles choisissent les institutions agonisantes d'une dictature en quête de modernisation. Réaliser ce partage des eaux est l'acquis majeur de l'EZLN, ni plus, ni moins. ★

Mexico, 11 janvier 1994

14) Cuauhtémoc Cardenas, à qui le pouvoir a confisqué sa victoire électorale en 1998, par la fraude la plus scandaleuse de la vie politique moderne du pays, est soutenu par une alliance interclassiste, principalement formée des organisations du centre et de la gauche qui participent aux élections sous l'étiquette électorale du Parti de la révolution démocratique (PRD).

15) Le premier jour du conflit, Cardenas a déclaré, entre autres choses : « La violence, d'où qu'elle vienne, ne conduit qu'à l'effusion de sang, à la destruction et à de plus grands ravages sociaux ». Et de continuer : « Si imparfaits et discrédités que soient les processus électoraux au Mexique, c'est seulement par l'action civile et la participation active aux élections que l'énergie et le courage de la société pourront

conduire à l'établissement d'un régime démocratique au plein sens du terme. »

16) Le 6 décembre 1914, les troupes de la division du Nord, commandées par Francisco Villa et celles de l'armée du Sud, avec Emiliano Zapata à leur tête, sont entrées dans la ville de Mexico. Après avoir parcouru les rues de la ville, les deux armées rebelles ont terminé leur défilé militaire sur le Zocalo, face au Palais national, d'où Zapata, Villa et le président Eulalio Gutiérrez les regardaient. De cette journée, le photographe Casasola a immortalisé les images d'indigènes zapatistes avec leurs sandales grossières et leurs grands *sombreros*, mangeant dans la luxueuse Casa de los Azulejos, ayant chassé du lieu les aristocrates distingués qui le hantaient traditionnellement.

# L'Amérique se lèvera avec ses Indiens...

Rosario Ibarra est l'une des figures les plus connues au Mexique de fait de son engagement dans la lutte pour le respect des droits de l'homme. Présentée par le Parti révolutionnaire des travailleurs (section mexicaine de la Quatrième internationale) comme candidate à la présidence lors des élections de 1982 et 1988, elle est aussi dirigeante du comité EURICA, pour la présentation des disparus politiques, et elle fut nommée à deux reprises pour le prix Nobel de la paix. L'article suivant est paru dans le quotidien mexicain *El Universal* le 18 janvier 1994.



## Rosario IBARRA DE PIEDRA

**A**mnistie ! Amnistie ! Et les cloches sonnent à tout va. Et l'on assiste à des envolées de phrases élogieuses. Et les scribouillards du système déversent des flots d'adjectifs pour louer cette idée. Et les chaînes de télévision diffusent à toute heure l'image du Président qui adresse son "message à la nation". *Amnistie ! Amnistie !* Peut-être que dans la forêt de Lancadona ils ne savent pas encore ? Peu importe si le *New York Times*, lui, le sait. *Amnistie ! Amnistie !* Ma parole ! Comme si les membres de l'EZLN ne s'étaient soulevés que pour être amnistiés.

La propagande officielle, qui écrase tout sous ses rabâchages, veut convaincre aujourd'hui le monde entier, par tous les moyens possibles, qu'il n'y a pas de meilleur gouvernement que le nôtre et que ses idées de cessez-le-feu et d'amnistie sont la chose la plus merveilleuse qu'il soit donné au peuple mexicain. Mais se demanderont-ils pour de bon ce que pensent et veulent les habitants de Chiapas quand on parle de leur pardonner ? Eux qui ont, au cours des ans, accumulé tant de misère, de malheurs et toutes ces offenses dont l'injustice les a accablés. Le cessez-le-feu et l'amnistie sont vraiment deux mesures minimales de la plus élémentaire des justices à rendre au peuple. Le cessez-le-feu devait être ordonné sur le champ

pour arrêter le massacre et essayer d'effacer la honte qui en a rejailli sur le gouvernement. L'amnistie est un acte indispensable pour permettre l'oubli dans cette guerre inégale, ne pas accabler davantage encore les malheureux poussés à la révolte par tant d'injustice.

Le peuple mexicain, déjà rendu sceptique par tant de supercheries gouvernementales, n'accueille pas avec l'émotion qu'espérait le régime l'annonce de l'amnistie et reste toujours suspendu à ce qui peut arriver à ses frères de l'Etat de Chiapas. Nous voulons tous la paix, mais une paix entière et véritable, fondée sur le bonheur de ce peuple qui a tant lutté pour la conquérir.

Si nous parcourons les journaux et les magazines ces derniers jours, nous constatons que le "problème du Chiapas" était connu de centaines de spécialistes en ethnologie, d'intellectuels, de scientifiques et - bien évidemment - de fonctionnaires du gouvernement. Nous lisons tous les jours qu'une multitude de réclamations et protestations étaient parvenues au gouvernement fédéral, après qu'une infinie patience eut été épuisée dans les antichambres du gouvernement local. Voilà des années que le peuple de Chiapas réclame que l'armée ne transforme pas ses terres en terrain militaire. Pourquoi, alors, n'a-t-on pas réparé l'injustice ? Pourquoi n'a-t-on pas écouté comme il se devait leurs réclamations ? Le Président était très occupé à s'efforcer d'ouvrir la porte du Premier monde à une

poignée de personnes qui n'ont que faire du sort de millions de Mexicains. Voilà pourquoi, ces millions de Mexicains ont les yeux rivés sur ce qui se passe au Chiapas.

Des années de mensonges et de démagogie ne s'effacent pas avec l'annonce d'une amnistie. Il reste à savoir, de plus, si on accordera ce que réclament l'EZLN et les peuples frères d'un bout à l'autre de l'Etat, ou si on songe seulement à repasser une couche de vernis "Pronasol" sur la région. Il n'y a plus place pour de nouvelles supercheries. Le peuple entier du Mexique s'est réveillé en cette année qui commence, avec une vision nouvelle de sa patrie et une idée nouvelle de la vie. Sans la moindre publicité à la radio ou à la télévision, le meeting de solidarité organisé récemment dans la capitale, convoqué à peine deux jours avant par quelques lignes dans un journal, a rempli le Zocalo : la paix pour nos frères du Chiapas, voilà ce que nous réclamons tous ! Voilà ce pour quoi nous tous luttons ! Lutter pour la paix au Chiapas, c'est lutter pour notre paix à tous, pour notre dignité et pour la justice.

Nos frères indigènes révoltés ont permis que le monde ouvre les yeux et porte son regard sur un Mexique qu'il ne pouvait pas imaginer; ils ont nourri d'espoir les luttes de tous les pauvres de notre terre qui se battent pour faire entendre leur voix et obtenir gain de cause. Et je répète avec Marti : l'Amérique se lèvera avec ses Indiens ou elle ne se lèvera pas. ★

# Solidarité entre les peuples

## Introduction

L'endettement du Tiers Monde ne fait plus la une des médias. Les banques des pays impérialistes ont réduit très sensiblement le poids des créances qu'elles détiennent dans les pays du Sud, et sont hors de danger (voir contribution de Susan George). Les diktats du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, du club de Londres, etc. à l'égard des pays endettés ont permis d'assurer le versement régulier du service de la dette. Un nouveau mécanisme de transfert de la valeur, des peuples du Sud vers les classes dominantes des pays impérialistes, s'est mis en place, un de plus. Dans le même temps, la dette du Tiers Monde (et des pays d'Europe de l'Est) continue d'augmenter passant de 1350 milliards de dollars en 1991 à 1600 en 1993. Quelles sont les effets des plans d'ajustement structurel ? Au-delà du FMI et de la BM, qui décide ? Quels changements apporter dans les « relations Nord/Sud » ? Telles étaient quelques unes des questions posées aux oratrices (teurs) d'un des débats qui se sont déroulés le 4 décembre 1993 à Bruxelles dans le cadre d'un rassemblement organisé par le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM). Le mouvement pour l'annulation de la dette du Tiers Monde a reculé, tant au Sud qu'au Nord, pourtant le paiement du service de la dette représente toujours un fardeau insupportable pour les peuples du Tiers Monde. En outre, toute expérience de gauche dans un pays du Sud, toute volonté de mener une politique gouvernementale visant à satisfaire les besoins des masses se heurte à l'obstacle du paiement de la dette. Par exemple, peut-on imaginer qu'un gouvernement du Parti des travailleurs issu d'une victoire de Lula aux élections brésiliennes de fin 1994, pourrait éviter l'obstacle de la dette tout en mettant en œuvre une politique de progrès social ? Le contre-sommet de Rio organisé par des organisations non-gouvernementales venues du monde entier en juin 1992 avait remis à l'ordre du jour l'exigence de l'annulation de la dette. Le rassemblement international de Bruxelles indique que de nouvelles initiatives peuvent rencontrer un écho. Il ne devrait pas rester sans lendemain.

Eric Toussaint

Nous remercions le Comité belge pour l'annulation de la dette du Tiers-monde (CADTM) de nous avoir permis de reproduire des contributions d'un des principaux forums de la réunion de Bruxelles du 4 décembre 1994. La rédaction d'Inprecor a assuré le choix et la retranscription des contributions. **Caroll Thompson, une chercheuse américaine travaillant au Zimbabwe et "Vassu" Nanayakare, dirigeant central Nava Sama Samaja Party (Section sri-lankaise de la Quatrième internationale) et député sri-lankais sont également intervenus. Nous regrettons de n'avoir pu retranscrire leurs interventions**

## DOCUMENT

### Susan George

est co-directrice du Transnational institute et auteur de "Jusqu'au cou" et "l'Effet boomerang". Elle est réputée mondialement pour les études qu'elle a publiées sur les mécanismes de la dette et des échanges Nord-Sud, et prépare un ouvrage sur la Banque mondiale. Susan George est membre du Conseil d'administration international de Greenpeace.

**S**i vous demandez à un banquier du Nord ce qu'il en est de la crise de la dette, il vous répondra : "Quelle crise ?". En effet, les banques se sont tirées d'affaire. Elles ont eu dix ans pour diluer leur porte feuille et faire d'autres opérations utiles. Mais en ce qui concerne ce que nous appelons encore le Tiers Monde, par convention, il n'y a plus de crise de la dette pour les banques. Cette dette doit représenter à peine 3 % de leur porte feuille.

Pour les élites du Sud, il n'y a pas crise non plus, parce que les mesures d'austérité ne touchent pas les élites. Quand on démolit les services publics ce ne sont pas les élites qui en pâtissent puisqu'elles ont accès à des services privés, des cliniques privées, des transports privés, des écoles

privées, etc. Ce ne sont pas elles qui perdent leur situation et leur travail. Et quand il y a des dévaluations, les élites détenant leur argent surtout à l'extérieur en devises, elles deviennent au contraire plus riches dans leurs pays.

Donc, il n'y a pas de « crise » pour les banquiers, il n'y a pas de « crise » pour les élites du Sud, et c'est la raison pour laquelle nous entendons maintenant parler très peu de la dette du Tiers Monde.

### Depuis dix ans : 250 000 dollars par minute

Je salue cette initiative du CADTM, parce qu'il faut vraiment un effort militant aujourd'hui pour garder le problème de la dette à l'esprit des gens. Maintenant, cela fait un peu plus d'une décennie que la



crise de la dette a éclaté et, depuis, nous avons constaté que, malgré les plans d'ajustement structurel mis en place par la BM et le FMI dans plus de 60 pays (peut-être 80 pays maintenant, puisque toutes les républiques de l'ancienne Union Soviétique sont, elles aussi, sous ajustement), la situation économique des pays concernés ne s'est pas améliorée.

La dette elle-même, malgré dix ans d'ajustement, a augmenté de deux tiers pour l'ensemble des pays du Tiers Monde. Pour les plus pauvres d'entre eux, cette dette a augmenté de plus de 120 % et pour les pays de l'Afrique sub-saharienne, la dette a plus que doublé depuis dix ans. Pourtant, ces pays ont versé en intérêt, chaque minute — je vous le dis en minute car les chiffres globaux sont absolument astronomiques — ces pays ont versé chaque minute depuis dix ans 250 000 dollars au titre du service de la dette.

### Le tonneau des Danaïdes

Il y a une image que l'on peut employer pour illustrer ce drainage. C'est comme une baignoire sans boudin : tout ce qui entre dans le pays sous forme "d'aide", sous forme d'investissement, sous forme d'exportations, bref, tout ce qui vient remplir la baignoire, part aussitôt par le trou que vous ne pouvez pas boucher.

Avec le paiement du service de la dette, il n'y a pas moyen de réaliser une accumulation de capital pour des investissements productifs.

D'après l'Unicef, il y a 30 000 professionnels de la santé qui ont quitté l'Afrique depuis une dizaine d'années. Ils n'y trouvent pas de conditions de travail décentes, ils ne trouvent pas de salaires décentes et ils vont chercher ailleurs des pâturages plus verts. La plupart des pays d'Afrique aujourd'hui payent plus en service de la dette qu'ils n'investissent dans la santé et l'éducation réunies.

### Se prostituer pour s'inscrire à l'école

Que veut dire l'austérité imposée aux pays endettés ? Cela veut dire des salaires réels baissés de 30 à 90 % selon les cas, cela veut dire une génération perdue pour l'éducation et la santé, cela veut dire un double ou triple fardeau pour les femmes parce que ce sont elles qui doivent compenser le système de santé quand il ne marche plus, ce sont elles qui doivent soigner les patients, qui doivent s'occuper des enfants, qui doivent fournir des doubles journées parce que leurs hommes n'ont plus d'emploi et malheureusement, ce sont elles qui souvent, pour joindre les deux

bouts, doivent se livrer à la prostitution.

Une amie en Afrique m'a dit que maintenant, les filles qui veulent quand même avoir une éducation, — comme l'éducation est devenue payante, — se trouvent souvent contraintes dès l'âge de 14 ans d'échanger des relations sexuelles contre le droit d'inscription à l'école. Voilà à quoi mène la dette.

Voilà à quoi mène l'austérité et je résume cela en un seul chiffre : 500 000 c'est le nombre d'enfants qui meurent chaque année de plus que le chiffre "habituel". Telles sont les conséquences directes de la dette.

Alors, même en payant 250 000 dollars la minute, vous vous retrouvez avec une dette impayable, avec une dette qui ne cesse de croître, qui ne diminue pas en tous cas. Mais pour les élites qu'elles soient du Nord ou du Sud, c'est une histoire terminée.

### L'effet boomerang

Il n'y a pas que les effets dans le Sud, il y a aussi, ce que l'on connaît moins, des effets dans les pays riches. J'ai publié l'an dernier un livre qui s'intitule "L'effet boomerang : choc en retour de la dette du Tiers Monde" que j'ai réalisé avec des chercheurs du Transnational Institute à Amsterdam. Ils nous semblaient indispensable de montrer que cette crise n'était pas un problème très lointain, auquel on pourrait s'intéresser par compassion ou par solidarité, mais qui n'a rien à voir avec nos pays : c'est faux. Nous avons constaté, par exemple, que l'impact des politiques "tout à l'exportation" sur l'environnement, est catastrophiques.

### Pas de choix entre la drogue et le café

La dette rend plusieurs pays dépendants de leurs exportations de drogue, et je n'ai pas besoin de vous décrire les ravages de la drogue aux Etats-Unis où les crimes graves en relation avec la drogue augmentent de 10 % par an et où certaines communautés, en particulier les minorités raciales, sont ravagées par la drogue. On a beau essayer de traiter cette question par des moyens militaires ça ne sert à rien. Il est nécessaire pour les gens de produire la drogue, si c'est le seul produit qui leur procure une valeur ajoutée quand le café ne vaut rien, quand le coton ne vaut plus rien. Le prix des autres exportations a chuté : ils produisent donc de la drogue et ils ont bien raison, car ils n'ont pas le choix. Et puis, il y a les pertes d'emploi. Nous avons constaté que, dès 1991, on pouvait chiffrer les pertes d'emploi aux Etats-Unis à plus

de deux millions de postes et en Europe à plus de 750 000 (et c'est un chiffre très prudent) Pourquoi ? parce que vous ne pouvez pas avoir le beurre et l'argent du beurre, vous ne pouvez pas à la fois demander un service de la dette et espérer faire acheter par les pays endettés, les produits fabriqués en Europe. Si, comme en Algérie, les deux tiers des recettes d'exportation sont consacrés au paiement du service de la dette, ce n'est pas étonnant qu'il ne reste pas grand chose pour acheter les produits des pays industrialisés. Ceci représente une immense perte pour tout le monde, étant donné que les pays endettés ont besoin de technologies plus avancées que celles qu'ils peuvent produire chez eux et cela d'autant plus qu'ils n'ont pas grand chose à investir aujourd'hui.

Il y a aussi le fait que l'immigration continuera normalement tant que les gens ne pourront pas trouver de vie décente chez eux. Je considère qu'il s'agit d'une catastrophe pour les pays qui envoient des émigrés, parce que, contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce ne sont pas les plus pauvres qui partent, ce sont les forces vives du pays qui partent. Exemple : les 30 000 professionnels de la santé en Afrique que j'ai cités tout à l'heure. Ce sont les hommes valides, les personnes qui ont fait des études, les jeunes, les courageux, etc. Et aujourd'hui, dans la vallée du Sénégal, dans des villages entiers, il ne reste que des vieillards et des enfants. Tous les hommes valides sont partis. Ce n'est pas comme cela qu'on va développer l'agriculture d'un pays. Il est vrai que ces travailleurs émigrés envoient de l'argent chez eux, qui se révèle bien nécessaire pour servir la dette. Aujourd'hui, l'argent rapatrié par les travailleurs émigrés représente le deuxième poste de rentrées pour les pays du Tiers Monde après le pétrole.

Voilà, très rapidement, les impacts de la dette sur le Sud et sur le Nord. Cette dette est une catastrophe pour la vaste majorité de la population mondiale et j'estime qu'étant donné que nos intérêts dans ce domaine sont les mêmes, la solution réside dans des coalitions entre ONG, entre forces vives du Nord et du Sud. ★

De  
du  
Tiers  
Monde

Nécessaire so  
entre les peup

samedi 4 décembre  
de 13h00 à minu  
à la V.U.B. (Vrije Universiteit)

# "Mondialisation de la misère"

## Michel CHOSSUDOVSKY

Professeur d'économie à l'université d'Ottawa, et collaborateur du *Monde diplomatique*. Il a étudié en particulier les politiques d'ajustement structurel appliquées au Pérou, en Inde, en Somalie et en ex-Union Soviétique.

**L**es bailleurs de fonds du Tiers Monde ne s'intéressent guère au processus de collecte de la dette. Ils utilisent les accords de prêts liés à l'ajustement structurel pour mettre en œuvre une restructuration des économies nationales au nom d'une certaine logique économique et avec pour conséquence, la compression du niveau de vie dans plus de 80 pays.

Il s'agit d'une mondialisation de la misère qui est directement mise en œuvre par les politiques macro-économiques sous l'égide des institutions de Bretton Woods et qui ont pour effet de comprimer le pouvoir d'achat interne, de réduire les coûts de main d'œuvre et de réorienter les économies nationales vers le marché des exportations. Les frontières sont éliminées, les pays et les économies nationales sont transformés en territoires ouverts au pillage, ouverts non seulement à des industries produisant à bon marché pour le marché mondial, mais aussi au déversement des surplus, le surplus agricole de l'Occident, par exemple.

Dans ce processus, on détruit systématiquement toute activité pour le marché interne et on réoriente les économies vers le marché mondial.

### La dollarisation des prix

Les ajustements structurels depuis la fin de la décennie 80 ont pris une tournure nouvelle, en ce sens que le processus d'ingénierie économique dépasse maintenant toute imagination. Je vous donne quelques exemples, notamment en ce qui concerne les pays de l'ex-bloc communiste. En Moldavie, le FMI recom-

mandait que les prestations de maternité qui se chiffraient, suite à la dévaluation, à 6 dollars par mois soient réduites à 3 dollars par mois. Je vous rappelle que le salaire minimum est aujourd'hui en Russie, de 6,5 dollars par mois, suite à une dégringolade de 86 % du pouvoir d'achat en l'espace d'un an. Les indices des prix ont été manipulés et il y a une dollarisation de la plupart des prix en ce sens que les prix se rapprochent de plus en plus du niveau mondial, alors que les salaires mensuels des plus larges couches de la population, varie entre 10 et 40 dollars par mois. Par conséquent, il s'agit d'un véritable génocide.

En Russie, les livres scolaires sont maintenant vendus à des marchands pour les exporter en Occident où ils serviront de papier à recyclage : tel est l'avenir réservé aux programmes d'éducation en ex-URSS.

Au Kenya, la BM vient de signer un accord sur le réajustement du secteur de l'éducation qui interdit (et c'est le cas dans la plupart des pays d'Afrique Sub-saharienne) d'augmenter le nombre d'enseignants qui sont formés dans les écoles normales.

Selon les accords signés par la Banque mondiale, le rapport enseignants/élèves doit augmenter de 35 à 42 dans les prochaines années. C'est quelque chose de délibérée, d'explicite : cela se trouve dans les accords de prêts.

En Inde, en 1991, le gouvernement a mis sur pied une politique économique sous les auspices du FMI. On estime qu'il y a eu, suite à ces mesures, une augmentation substantielle du prix des aliments ce qui, dans un pays comme l'Inde, a pour résultat, de pousser plusieurs centaines de millions de personnes dans la misère la plus extrême. En effet, en milieu rural notamment, plusieurs centaines de millions de personnes sont des travailleurs sans terre ou des petits agriculteurs. Pour eux, l'impact de ces mesures se fait ressentir directement. Une étude a démontré comment les mesures du FMI ont mené, dans les mois qui ont suivi leur applica-

tion, à une montée de la famine. C'est une étude micro-économique qui démontre le processus au niveau de quelques communautés d'artisans mais ce processus se déroule sur l'ensemble du territoire indien.

### L'organisation d'un génocide économique

Au Viêt-nam, le gouvernement a mis sur pied une politique néo-libérale sans attendre nécessairement l'appui de l'Occident mais tout à fait dans la ligne du FMI. Un enseignant, avec un diplôme universitaire, gagne 4,75 dollars par mois, alors que, dans la logique des mesures préconisées par le gouvernement vietnamien, le prix du riz, qui est la principale exportation, devra rejoindre le niveau mondial.

Par conséquent, vous avez là les éléments d'un génocide économique. C'est un génocide qui opère par le mécanisme prix/revenu, par le truchement de la politique macro-économique et qui, comparé aux grands génocides de l'histoire, a un impact sur plusieurs centaines de millions de personnes, simultanément dans plus de 80 pays du monde.

Il est clair que cet appauvrissement généralisé a des répercussions au niveau des rapports économiques globaux parce que, lorsque l'on comprime le pouvoir d'achat d'une façon systématique à l'échelle planétaire, on ne peut pas non plus s'attendre à ce qu'il y ait un développement des marchés.

Les répercussions se font sentir dans les pays développés, car cette gestion de la misère dans le Sud renforce la délocalisation, les fermetures, les restructurations en Europe occidentale et en Amérique du Nord. D'abord, les emplois sont transférés et ensuite, les pays qui sont maintenant soumis aux ajustements structurels ne produisent plus pour le marché interne, mais pour le marché international. D'où, une saturation des marchés internationaux, une baisse du prix des produits et une situation de déstructuration de certains marchés. C'est d'ailleurs lié à la crise dans les aciéries en Europe : l'Europe de l'Est et l'ex-URSS déversent leurs surplus parce qu'il n'y a plus d'investissements chez eux. Par conséquent cela crée une déstructuration qui se répercute à tous les niveaux dans les sociétés occidentales. J'aimerais mentionner que, dans le processus de restructuration mondiale, il y a de moins au moins de rapport entre les prix d'une marchandise et les coûts de production. Si vous observez différents produits, vous constatez que les prix sont peut-être de 20 fois supérieurs aux coûts de production, que ce soient les coûts de production des pays pauvres ou de nos propres pays. A partir de cela, vous

avez la consolidation de l'économie rentière. On achète le café à 25 cents au producteur et on le revend à 20 dollars. Par conséquent, il y a des surplus, des profits énormes qui sont tirés de cette économie à bas salaires qui s'articulent maintenant à l'échelle planétaire. Ces profits sont ensuite recyclés essentiellement dans les secteurs de l'immobilier, dans les secteurs des biens de luxe, et on voit comment cette structure mène à une dualité de la consommation et à une dualité du niveau de vie aussi bien dans les pays du Nord que du Sud.

Dans le Sud, il s'agit d'une tutelle politique des bailleurs de fonds c'est une tutelle qui est étroitement dirigée par les institutions financières internationales. Les réformes économiques doivent être conformes à ce qui est dicté par le FMI et la BM.

Pendant il faut signaler que ni le FMI, ni la BM ne constituent un pouvoir politique en soi. Ce sont des bureaucraties internationales et je crois qu'il est bon voir, pour notre action de savoir, comment ces bureaucraties internationales de fonctionnaires, d'économistes, de technocrates, servent certains intérêts financiers qui entourent et donnent les directives au FMI.

Ainsi, le FMI n'agit jamais en son nom propre. Il y a évidemment le Club de Londres et le Club de Paris, il y a la classe politique du G7, il y a le Trésor américain. Vous avez donc, un engrenage d'acteurs qui influencent la direction des mesures adoptées par les institutions internationales et imposées aux pays pauvres.

Il faut mentionner également que, durant la dernière décennie, a pu également observer un autre phénomène qui, à mon sens, est très important. C'est la déformation des rapports sociaux aussi bien dans le Tiers Monde que dans les pays développés. Je veux dire que, de plus en plus, les milieux financiers sont intégrés au processus de blanchiment de

# Quel développement ?

l'argent, aux différents trafics illégaux et au crime organisé. Je ne veux pas dire que cela constitue l'élément dominant de l'appareil financier mais ce n'est pas un élément négligeable.

De plus en plus, il y a une déformation des rapports sociaux (on le note en Europe de l'Est et en Ex-URSS) et cette déformation est liée aux processus de paiement du service de la dette.

En ce moment, le FMI rend hommage à ce qu'il appelle le rapatriement des capitaux : l'argent sale, l'argent de la drogue déposé dans les banques suisses est recyclé vers les pays dont il provient et est acheminé maintenant vers les privatisations des entreprises de l'Etat. Par conséquent, ce recyclage d'argent sale servira d'une part, à renforcer les créanciers et d'autre part, à établir sur place les normes d'une nouvelle élite liée au blanchiment et liée aux différents trafics. C'est une tendance qui est, à mon sens, très importante et nous devons l'avoir à l'oeil. ★

## Michel Husson

Chargé d'études à l'IRES (l'Institut de recherches économiques et sociales). Il a publié plusieurs articles sur l'économie mexicaine. Il est le co-auteur de *L'Industrie française* (La découverte, 1990) et de *Les destins du Tiers Monde* (CIRCA, 1993)

Interviendrai sur trois points: d'abord, dénoncer une certaine erreur de perspective quant aux performances réalisées par un certain nombre de pays du Tiers Monde qui sont un peu montées en épingle. Ensuite, on peut examiner pourquoi le modèle mis en place de fait par les ajusteurs, ne conduit pas au développement des pays endettés. Enfin, on pourra esquisser les grands points d'un programme alternatif par rapport à ces situations.

En ce qui concerne le premier point, il est très important d'étudier l'exemple qui est souvent donné comme voie de sortie possible du sous-développement, à savoir la Corée.

## La Corée, un modèle non-reproductible

Pour plusieurs raisons, ce modèle n'est pas reproductible. Et, en particulier, la voie qui a été choisie pour la Corée a consisté pratiquement sur tous les points, à faire exactement l'inverse de ce que recommandent la BM et le FMI aux pays qui sont censés s'ajuster et démarrer sur une nouvelle base, sur un nouveau type de développement. Par exemple, la manière dont le Mexique s'intègre dans le cadre du Traité nord-américain, est point par point l'inverse absolu du modèle coréen.

Quand on regarde le modèle imposé par les différentes institutions qui gèrent l'ajustement structurel, plusieurs choses sont frappantes. Notamment, le fait qui a déjà été signalé à propos de l'Afrique, à savoir que, dans tous les pays, sans tenir compte des réalités sociales, économiques, etc, ce sont toujours les mêmes recettes qui sont mises en avant d'une manière doctrinaire. Ces recettes sont maintenant employées de la même manière dans les pays d'Europe de l'Est et démontrent donc

**Dette  
du  
Tiers  
Monde**

une vision superficielle des formations sociales concernées.

En même temps, ce qu'il faut voir, c'est qu'il y a des aspects contradictoires dans le Tiers Monde. Il y a un certain nombre de pays qui, ces deux ou trois dernières années, ont eu des taux de croissance relativement importants. Ils sont tout le temps cités comme exemples, mais il faut se rendre compte que dans ces pays, la différence est devenue énorme entre le chiffre de la croissance et la réalité du développement. C'est-à-dire que c'est de plus en plus un modèle excluant, qui laisse à l'écart des fruits de cette croissance, l'énorme majorité de la population. Cela, même la Banque mondiale le reconnaît, par exemple, dans un rapport qui vient de sortir sur le bilan de la décennie de la dette en Amérique latine. Il y a une petite conclusion, au détour d'une phrase, qui consiste à dire que "peut-être la manière dont on répartit les fruits de la croissance est plus importante que la croissance elle-même".

C'est peut-être là l'aspect fondamental dans les modèles mis en place par le FMI et la BM, par les gouvernements locaux : quatre grands points sur lesquels va forcément butter la grande majorité de ces pays.

La première idée qui est toute simple, qui est quasiment de l'arithmétique, c'est que pratiquement tous ces pays centrent leur orientation économique sur la priorité aux exportations potentielles, c'est-à-dire, les achats des pays riches qui, soit dit en passant, sont plutôt en ralentissement pour le moment. Il n'y a pas de place pour tout le monde: voilà la conclusion à laquelle on arrive assez simplement. Il faudrait un taux de croissance des achats des pays riches absolument inimaginable et hors de portée, pour que les exportations de l'ensemble des pays du Tiers Monde en viennent à constituer un moteur suffisant pour les sortir du sous-développement.

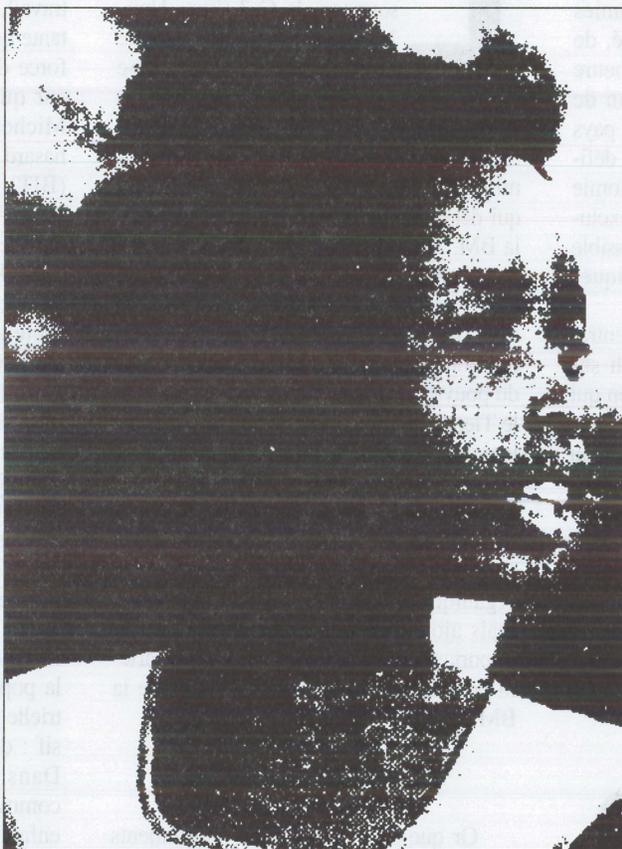
### **Tous perdants ?**

D'une certaine manière, c'est exactement la même contradiction à laquelle conduisent les politiques d'ajustement libérales dans les pays riches, à savoir que chaque pays a cassé sa demande intérieure en espérant vendre aux autres. Maintenant, tout le monde fait cela en même temps et il

ne faut pas être un économiste très compétent pour comprendre que tout le monde y perd au bout du compte.

Pour exactement le même type de raison, tous les pays du Tiers Monde ne peuvent gagner dans ce jeu-là.

Par conséquent, la deuxième caractéristique, la deuxième contradiction, c'est que les pays sont constamment mis en concurrence dans ce modèle. L'exemple le plus frappant, c'est peut-être celui de Nike qui a été analysé récemment dans une revue en France. Il faut savoir que Nike a quitté (parce qu'il fonctionne à la sous-traitance) la Malaisie et les Philip-



pins. Ils trouvaient en effet que les salaires y étaient devenus trop élevés, donc, il s'est déplacé en Chine.

La volatilité des capitaux est devenue très forte et va exercer une pression constante pour le maintien des bas salaires et non pas un développement où l'investissement, la croissance enclenche une progression des salaires et donc, une progression du marché intérieur.

C'est un cercle très vicieux qui installe le pays dans la reconduction des bas salaires. Et c'est le troisième aspect.

Ce modèle est caractérisé par un creusement très important des inégalités dans le volet social. Là aussi, le rapport de la BM sur l'Amérique latine cite des chiffres très clairs.

Quatrième aspect très grave également

qui découle des caractéristiques de ce modèle, c'est qu'il est incompatible avec un régime démocratique ou parlementaire à l'occidentale. Parce que l'Etat n'a pas de substrat, pas cette légitimité qu'il pouvait trouver dans une progression relativement homogène du niveau de vie des gens. Par définition, ce modèle est associé à un régime d'Etat fort (voir l'Amérique Latine ou les pays de l'Europe de l'Est).

Maintenant, quelques esquisses de points programmatiques qui essaient de dessiner une alternative par rapport à ces problèmes.

D'abord, il y a la dette qui pèse de manière évidente, considérable, je ne vais pas y revenir.

Il y a ensuite un point absolument fondamental, en particulier en ce qui concerne l'Afrique, et dont on ne parle pas suffisamment. C'est le problème du cours des matières premières qui a chuté et a entraîné dans cette chute, toute une série d'économies qui étaient orientées, centrées sur l'exportation des matières premières. De ce côté-là, il faut trouver quelque chose pour stabiliser les cours des matières premières.

Troisième point : à ce modèle centré sur l'exportation, s'associe un modèle de destruction de l'économie agraire, paysanne, traditionnelle, d'où, la perte de l'autosubsistance d'un certain nombre de pays. C'est donc un point clef de tout programme alternatif : stabiliser, donner les moyens d'existence à une économie paysanne qui, par ailleurs, est probablement un moyen très important de ralentir l'explosion démographique.

Par exemple, le Brésil pose le problème de la réforme agraire ; le Mexique où cette réforme a eu lieu, pose le maintien de la lutte contre la destruction de l'économie paysanne, destruction qui est associée au modèle d'ouverture sur l'extérieur et à la priorité donnée à l'agro-business.

### **Pour un auto-centrage raisonné**

Quatrième point. Il faut modifier complètement la répartition des revenus de manière à réactiver le marché intérieur. Une caractéristique de ces pays, est le rétrécissement de l'Etat et en particulier, le fait que dans ces pays, les riches ne payent pour ainsi dire pas d'impôts par rapport à des normes européennes. C'est-à-dire

qu'ils gagnent autant qu'en Europe mais ne payent pratiquement pas d'impôts. Donc, il y a une absolue nécessité de prélever les ressources et de les redistribuer vers des augmentations de salaires et vers la reconstitution des budgets sociaux qui ont été décapités par la politique d'ajustement structurel.

Enfin, dernier point, le plus important et le plus difficile à mettre en œuvre : quelque chose est absolument caractéristique dans l'économie mondiale, c'est l'idée de développement proprement dit. C'est un développement inégal et combiné, c'est-à-dire, un développement qui ne concerne pas tout le monde, un développement qui met en rapport des économies qui ont des niveaux de productivité, de développement très différents. Les mettre en rapport, débouche sur l'éviction de ceux qui ne savent pas s'aligner. Les pays du Tiers Monde eux-mêmes doivent définir un mode d'insertion dans l'économie mondiale qui ne soit pas un mode d'exclusion, ni un mode d'alignement impossible à tenir face aux normes technologiques définies par le centre.

Il leur faut donc définir un auto-centrage raisonné, c'est-à-dire pas le repli sur l'autarcie, mais un mode d'articulation qui tienne compte de la réalité. Oublier cette réalité, oublier ces différences de niveau de productivité, conduit à des catastrophes.

Tous ces points-là doivent être discutés à la fois dans les pays du Sud et dans les pays du Nord. Il se trouve que c'est en gros le programme du Parti des travailleurs au Brésil. Ils seront ainsi portés d'une manière beaucoup moins abstraite que dans ce rapide exposé. ★

# Monstres de bonne famille

## Charles-André UDRY

Editeur responsable du journal *La Brèche* (Lausanne) et animateur du groupe "Solidarités" en Suisse.

**L**a Banque mondiale et le FMI ont un père au dessus de tout soupçon le G 3 (Etats-Unis, Japon, Allemagne), et une mère issue d'une bonne famille, le G 7. C'est important de le souligner, parce que ce sont les classes dominantes de ces pays, et la logique économique des systèmes qu'elles contrôlent, qui déterminent la politique du FMI et de la BM. Sinon ceux qui luttent aujourd'hui pour la suppression de la dette, pourraient bien discuter des documents d'intoxication, (on pourra y revenir), de la BM, ou des nouveaux calculs du FMI sur la parité du pouvoir d'achat et le niveau de vie dans le Tiers Monde, et ne pas comprendre leur logique d'ensemble, les intérêts sociaux et les mécanismes économiques, qui guident le FMI et la BM. Certes d'aucuns sont prêts à reconnaître que le FMI et la BM sont des bureaucraties qui ont des liens organiques avec les classes dominantes, mais ajouterons que là n'est pas le plus important. Et c'est ainsi qu'on nous parlera des aspects positifs des réformes de la BM.

### La loi du plus fort

Or que sont au juste les "ajustements structurels" ? Ce n'est ni plus, ni moins, que l'ajustement des pays les plus faibles — même s'il sont fort différents —, aux exigences des pays du centre, ou à celles des différents centres. L'économie mondiale est de plus en plus polarisée, avec d'un côté des pays développés, qui réorganisent des périphéries réservées, par une bataille rangée entre le Japon, les Etats-Unis et l'Allemagne, et de l'autre, un Tiers Monde, extrêmement différencié, sur lequel les plans d'ajustement ont des effets désastreux, y compris dans les pays semi-industrialisés où la population active salariée industrielle augmente la masse de l'armée de réserve industrielle, la masse des chômeurs issue de crise agraire et de l'impossibilité d'une immigration comparable à l'immigration européenne vers les Etats-Unis. Si les capitaux peuvent circu-

ler, si les biens peuvent circuler, le travail ne peut circuler de même, et la masse de travail, de chômeurs, est tellement importante qu'elle permet une exploitation de la force de travail dans tous les secteurs, ce sur quoi ont insisté Michel Husson et Michel Chossudovsky. Ce n'est pas un hasard si le Bureau international du travail (BIT) dans son dernier rapport, indique qu'il n'y a jamais eu autant de travail forcé dans le monde. Quand on étudie l'exemple du Pakistan et de l'Inde, on constate le déplacement de ce travail forcé vers les secteurs d'exportation. L'avant dernier numéro du magazine allemand *Der Spiegel*, montre la photo désormais classique d'un enfant Pakistanais qui a une brique à la main. Selon le BIT, deux millions de familles travaillent dans l'esclavage des briqueteries. Au total, de 20 millions sont soumis à un travail forcé, avec de plus en plus d'enfants de 7 à 8 ans, travaillant dans l'industrie d'exportation, la tapisserie, le textile, la menuiserie, les jouets, etc. En Inde, le déplacement vient du rapport entre la population salariée et la réserve industrielle de main d'œuvre en chômage massif : des enfants remplacent les femmes. Dans la verrerie aujourd'hui, en Inde, comme le prix de la force de travail d'un enfant est plus bas, on remplace la mère par l'enfant, on avait déjà remplacé le père, par l'enfant. Donc le plan d'ajustement structurel est une réponse aux besoins du centre. Cette réorganisation permet d'utiliser de Taïwan jusqu'en Inde, une force de travail dans des conditions inédites, car deux éléments sont intégrés, les capitaux et les biens. Mais la force de travail n'est pas intégrée à l'échelle mondiale sous une forme de libre circulation : elle est intégrée à cette forme d'exploitation particulière.

J'ajouterai deux exemples à ce qui a été dit pour vous montrer le rapport entre ce qui se passe ici et les plans d'ajustement structurel et un mot de conclusion.

Premier exemple : Susan George a dit que le problème de "la dette n'existe plus pour les banquiers" : Nous avons eu une discussion avec elle en Suisse au sujet de l'adhésion de ce pays au FMI et à la BM.

**Dette  
du  
Tiers  
Monde**



**Nécessaire solidarité  
entre les peuples**

samedi 4 décembre 1993  
de 13h00 à minuit

à la V.U.B. (Vrije Universiteit van Brussel)

La politique de la Suisse dans la BM et le FMI est très réactionnaire, complètement alignée sur la Grande Bretagne et les Etats-Unis. Les banquiers eux ne disent pas exactement qu'ils n'y a plus de problème. Il disent qu'ils peuvent maintenant déclarer ces prêts, qui ne seront pas remboursés (ce dont ils se moquent d'ailleurs : ce qui les intéresse ce sont les intérêts), comme provision. Ceci leur permet de baisser leur déclaration de bénéfice net. Ils paient donc moins d'impôts en Suisse, en Belgique, en Angleterre. La "crise de la dette" permet aux banques d'augmenter leurs provisions, de baisser leur bénéfice net, de ne pas payer d'impôts et de transférer sur les salariés d'ici aussi ce processus.

### Vers les fonds-pensions

Le deuxième exemple est emprunté au numéro d'été 1993 de la revue "Fédéral réserve bank" de New York, qui a consacré un long article à ce qu'ils appellent les "marchés émergents" c'est-à-dire les marchés boursiers en Malaisie, aux Philippines, en Corée, à Taïwan, au Brésil, au Mexique, etc, où on peut se faire le plus d'argent. *The Banker*, la revue mensuelle du *Financial Times* y consacre tout son numéro de septembre 1993. Le lien entre ce qui se passe ici et la dette du Tiers Monde est clair : la revue explique, qu'en Europe, on détruit les systèmes de sécurité sociale fondés sur la distribution, on s'achemine vers des systèmes de pension basés sur la capitalisation, des assurances privées issues des rentes individuelles. Vous versez de l'argent et vous toucherez quand vous serez âgés les intérêts du capital que vous avez versé. On va de plus en plus vers des fonds-pensions, ce qui existe depuis longtemps aux Etats-Unis et au Canada. On prévoit pour la France, la Suisse, l'Italie et l'Allemagne, (la Suisse est la plus avancée dans le domaine) qu'en 1995, il y aura 487 milliards de dollars de fonds de pensions à placer. La destruction du système de sécurité sociale ici pose des problèmes de gestion des fonds de pension qui pourraient être placés si les plans d'ajustement structurels sont appliqués, dans les processus de privatisation (*The Banker*) comme en Argentine. Le résultat en est qu'en Argentine, depuis les routes jusqu'au pétrole, en passant par le réseau d'électricité on privatise. C'est une compagnie suisse qui est responsable de la privatisation du réseau d'électricité. Dans la pure tradition de la flicomanie helvétique, ils commencent à relever la liste de tous ceux qui ne paient pas l'électricité. Ils disent que cela ne leur pose pas de problèmes moraux, mais seulement techniques, dans les bidonvilles. Ils ne s'en

cachent pas et vivent ce problème technique comme un sport national : les Suisses vont apprendre aux argentins les règles suisses du sport.

Par ailleurs, une certaine stabilisation des changes oblige en Argentine à surévaluer la monnaie argentine par rapport au dollar, donc placer en bourse permet de gagner beaucoup. Le change est donc stabilisé pendant une période pour permettre des opérations boursières.

Troisièmement, le FMI impose en Argentine comme au Brésil, un taux d'intérêt élevé. Les opérations boursières à court terme captent l'épargne locale et permettent de retransférer le profit. Le Chili, lui ne permet pas aux capitaux étrangers de rapatrier les profits en moins d'une année. Or il faudrait qu'après trois mois, on puisse immédiatement rapatrier les profits.

Le résultat est, d'une part, une balkanisation de l'emploi, et de l'autre, des plans d'ajustement dont a vu les effets quant aux opérations sur les marchés bour-

siers afin de rapatrier des profits. Il s'agit d'un plan d'ensemble où la dette permet un transfert gigantesque de ressources du Sud et de l'Est vers le Nord. Il est faux de dire que le Tiers Monde ne compte pas, que les échanges se font essentiellement entre pays développés.

C'est une semi-vérité si on fait le calcul de l'ensemble de la richesse sociale transférée du Sud au Nord, on verra que les plans d'ajustement participent à ce processus. Face à cela il faut des réponses ; Michel Husson en a donné quelques unes. Je crois qu'il faudrait avoir une discussion sur ce qu'il appelle l'auto-centrage limité, c'est-à-dire le fait qu'il y ait des processus d'internationalisation régionale, d'accords régionaux, d'internationalisme pluri-centrique, dans un monde de plus en plus polarisé. Il est absolument fondamental de rediscuter les systèmes d'échange, sans quoi la réponse se limitera à la suppression de la dette. Je crois qu'il faut engager le débat dans cette perspective aussi. ★

Verbe  
du  
Tiers  
Monde  
Nécessaire solidarité  
entre les peuples  
samedi 4 décembre 1993  
de 13h00 à minuit  
(Vrije Universiteit van Brussel)



# Une délicate transition

Le 9 janvier, dans le township de Katlehong près de Johannesburg, une délégation de l'ANC comprenant Joe Slovo et Cyril Ramaphosa (1) était la cible de tireurs embusqués dans un foyer de travailleurs contrôlé par le parti Inkhata (2). Un journaliste a été tué et plusieurs personnes blessées, mais Slovo et Ramaphosa en sortirent indemnes. Si l'un de ces dirigeants-symboles avait été tué, toute la situation politique aurait pu basculer.

Peter BLUMER



**A** lors qu'en apparence le gouvernement et la direction de l'ANC se dirigent avec quiétude et à l'amiable vers les élections du 27 avril prochain, la société, elle, reste une énorme marmite bouillonnante (3). Les effets prolongés de l'apartheid, de ses violences et de ses préjugés, n'ont pas fini d'agir. Les complices — ou anciens complices — du pouvoir, des fractions de l'appareil policier, l'extrême droite ou des mouvements réactionnaires comme l'Inkhata Freedom Party peuvent encore faire déraiper la situation par des événements comme ceux de Katlehong.

Une nouvelle phase du processus politique s'est cependant ouverte. Il y a d'abord eu une longue période durant laquelle le gouvernement négociait tout en menant diverses opérations d'affaiblissement de l'ANC. Son objectif était de réduire les prétentions de ce dernier, d'en affaiblir les fonctions proprement militantes et de lui imposer un nouveau cours politique. Parmi les moyens utilisés, la terreur des escadrons de la mort, cette fameuse "troisième force" jamais inquiétée ni identifiée ainsi que la pression politique et terroriste de l'Inkhata ou de l'extrême droite nazie.

Aujourd'hui l'essentiel des compromis politiques ont été passés. L'ANC et le Parti national de F.W. de Klerk s'apprennent désormais à cogérer l'Etat sud-africain, le premier en s'appuyant sur un énorme sou-

tien électoral des masses noires, l'autre en utilisant ses positions déjà acquises dans l'appareil d'Etat.

## L'enjeu électoral

Selon un récent sondage d'opinion, l'ANC remporterait 67 % des suffrages aux élections d'avril (4). Le Parti national obtiendrait 17 % et l'Inkhata Freedom Party de Buthelezi 6 %. Le Congrès panafricainiste (PAC) ne dépasserait pas 2 %, la droite et l'extrême droite confondues plafonneraient à 7 %. Bien que, dans une société qui ne permet guère des enquêtes sérieuses, il faille prendre avec précaution ces sondages, il ne fait aucun doute que l'impact de l'ANC va grandissant à l'approche du scrutin. L'écrasante majorité des populations "africaines" (selon la classification de l'apartheid) voterait ainsi pour l'organisation de Nelson Mandela. Y compris dans le Natal et le Kwazulu où l'ANC obtiendrait 51 % des votes contre 32 % à l'Inkhata.

Les "Indiens" et les "Métis", en revanche, diviseraient infiniment plus leurs votes. Une enquête indique, en effet, que 30 % des populations "métisses" de la région du Cap voteraient pour le Parti national et 20 % pour l'ANC, ce dernier étant perçu par certains comme un "mouvement d'Africains".

L'ampleur du vote ANC va déterminer plusieurs choses. Bien qu'il soit déjà établi que le gouvernement, pour les cinq

prochaines années, sera une coalition ouverte à tous les partis dépassant 5 % des votes, la représentation relative de chacun sera déterminée par l'élection d'avril. Le vote ANC exprimera une attente sociale et politique vis-à-vis d'un mouvement qui est non seulement hégémonique parmi les populations opprimées en général mais aussi parmi la classe ouvrière noire. Cette "mise à l'épreuve" de l'ANC sera d'autant plus forte s'il dépassait le seuil de 66 %, susceptible de lui donner certaines libertés dans l'élaboration de quelques aspects législatifs (5). Enfin c'est sous la bannière de l'ANC que se présenteront également les candidats du Parti communiste (SACP) et de la fédération syndicale COSATU. Même si les votes ANC vont couvrir de multiples intérêts sociaux et orientations

1) Tous deux sont des dirigeants nationaux de l'ANC ; Slovo est le principal dirigeant du Parti communiste.

2) Parti réactionnaire au pouvoir dans le Kwazulu, fondant sa propagande sur la manipulation de l'ethnité zoulou.

3) Le *Transitional Executive Council* (TEC) s'est mis en place, sorte de gouvernement intérimaire pour diriger le pays avant les élections. Toutes les composantes politiques traditionnelles en font partie, de l'ANC au Parti national, en passant par les partis au pouvoir dans les bantoustans. L'extrême droite fasciste et l'Inkhata ont refusé les conclusions des négociations et n'y participent pas.

4) *Business Day*, 11 janvier 1994, Johannesburg.

5) Voir article de Mark HARPER dans *Inprecor* n° 374 de novembre 1993. Les 66 % de votes ne permettraient pas, de toute manière, de revenir sur l'essentiel des accords entre états-majors. Ceux-ci forment donc une extraordinaire limitation du caractère "constituant" de la future "assemblée constituante". Pour ajouter à cela, Nelson Mandela a déclaré le 19 janvier que malgré la victoire probable de son organisation le futur président pourrait ne pas en être issu !

politiques il ne fait pas de doute que la majorité d'entre eux viendra des secteurs les plus opprimés et les plus exploités.

Deux contre-sens, au demeurant symétriques, peuvent être faits dans l'analyse de la conjoncture présente en Afrique du Sud : sous-estimer les bouleversements et ne pas reconnaître certains changements structurels, ou bien sur-estimer ceux-ci et annoncer une ère glorieuse de "reconstruction économique" et d'effort "national".

## La grande mutation

Il n'est pas inutile de rappeler qu'il a fallu plus d'un siècle de totale domination blanche pour que les Noirs accèdent au suffrage universel. Le 27 avril prochain la majorité des Sud-Africains va voter pour la première fois ! Bien qu'il y ait tout intérêt à comprendre les raisons contradictoires qui président aux compromis et aux réformes en cours il serait profondément erroné de sous-estimer l'enjeu et l'impact de cet accès au droit de vote et à la pleine citoyenneté.

Le nouveau système politique voit disparaître toutes les règles officielles de ségrégation raciale. Les *bantoustans* vont disparaître en tant qu'entités administratives et "étatiques" séparées. L'armée va s'ouvrir à tous les citoyens et des forces issues des réseaux armés de l'ANC et du PAC sont d'ores et déjà en "formation" pour l'intégrer (6). L'état-major aura beau être toujours dominé, en nombre et en technicité, par des officiers de l'ancien système, il n'empêche que l'armée, en général, ne sera plus une armée racialement homogène et vouée à la défense de l'apartheid. Une force de la paix (la *National Peacekeeping Force* d'environ 10 000 hommes) est, par ailleurs, mise en place pour la tenue des élections et se verra peut-être transformée ensuite en nouvelle force de police.

Tout cela — quels qu'en soient les déterminants politiques — constitue des réformes structurelles suffisamment importantes pour modifier la perception de l'appareil d'Etat par les masses noires. La modification partielle de la conscience en ce qui concerne la crédibilité et la légitimité des institutions devra être désormais suivie avec une grande attention.

L'évolution en cours du statut de la femme n'est pas le moindre des exemples. Désormais les femmes noires mariées pourront agir en tant que personnes indépendantes pour ouvrir un compte bancaire ou être propriétaires. Un profond remaniement du système scolaire est de toute manière à l'ordre du jour et liquidera les formes les plus barbares de ségrégation.

Ce ne sont donc pas simplement les

couches moyennes noires qui vont modifier leur perception de l'Etat et des institutions mais certainement aussi une fraction substantielle du prolétariat. Cette évolution sera d'autant plus nette si, comme c'est probable le 27 avril, le vote des masses noires amène un gouvernement où les représentants de l'ANC et du parti communiste sont majoritaires.

## Une réforme, pas une révolution

Ce choc politique ne libère pas, pour autant, la société sud-africaine de son héritage raciste. La pauvreté des plus pauvres s'est même aggravée au cours des trois dernières années. L'ampleur considérable des changements politiques et institutionnels n'empêche toujours pas les rapports sociaux fondamentaux de se superposer aux rapports "raciaux". Un commentaire éditorial du *Business Day* de Johannesburg, en date du 28 mai 1993, expliquait : «*Si De Klerk emporte la partie, l'Afrique du Sud sera le dernier pays africain avec un pouvoir blanc institutionnalisé. Les Blancs ne seraient pas seuls au pouvoir, mais il le partageraient dans un cabinet où chaque décision importante nécessite le consensus — ce qui donnerait aux Blancs un droit de veto de fait. Et ce, pas seulement pendant cinq ans, mais tant qu'une Constitution ne sera pas votée.* » (7)

Face à ce défi, la ligne politique de l'ANC est pour l'essentiel de défendre une approche néo-keynesienne de relance économique et de réduction des inégalités par l'intervention de l'Etat dans les jeux du marché. C'est pour le moins un peu court pour une société comme celle-là ! Et l'on voit déjà comment le gouvernement de coalition avec le Parti national est présenté comme une limite à toute réforme socio-économique radicale. Mais cela n'empêche d'ailleurs pas les points aveugles dans le scénario de l'ANC.

Parmi ceux-ci figure avant toute autre chose la question de la terre. La réforme proposée impose aux Noirs de déposer leurs revendications foncières devant un court de justice. Imagine-t-on que tout va pouvoir se passer ainsi avec le démantèlement des *bantoustans* ? D'ores et déjà, la pression est forte pour des occupations "illégalés" et l'apparition de comités de femmes rurales en est un signe parmi d'autres.

Le plus insolite est sans doute la naïveté de certaines positions de l'ANC et de la COSATU lorsqu'elles avancent l'idée d'une "reconstruction" économique par des gains de compétitivité sur le marché mondial et par l'intervention de l'Etat dans l'élargissement du marché intérieur. Il fau-

drait déjà s'interroger sur le terme "reconstruction". Il y a dans ce concept la tentative d'assimiler la phase politique actuelle à une sorte de transition révolutionnaire : "reconstruire" un pays qui, en quelque sorte, aurait été "détruit" par l'apartheid. Or ce n'est certainement pas le cas si l'on prend en considération le fonctionnement économique du pays et la dictature incontestable des énormes conglomérats financiers. Le capitalisme sud-africain est en train de réformer l'Etat et les conditions générales de la production. L'apartheid a donc fait son temps comme forme de régulation spécifique. Mais l'économie sud-africaine n'a certainement pas besoin d'être "reconstruite".

La quête d'un consensus "national" sur la compétitivité et la redistribution des richesses ne peut fonctionner que si les profits patronaux croissent au moins aussi vite que les salaires. En d'autres termes, si l'objet de cette proposition de l'ANC et de la COSATU est d'établir un grand contrat social avec les entreprises, il faudra, pour avoir l'aval de la classe dirigeante, que la nouvelle répartition des revenus n'abaisse pas son taux de profit. C'est d'ailleurs pourquoi on assiste, parallèlement au grand forum économique (NEF) réunissant les divers protagonistes, à de dures offensives patronales pour compenser certaines augmentations de salaires par des réductions d'effectifs ou d'autres réductions des coûts. Les gains immédiats risquent donc, dans ce contexte, de se traduire par un taux plus élevé d'exploitation du travail.

Il y aura, incontestablement, de nouveaux acquis pour les salariés, mais la fin des sanctions et l'ouverture du pays à de nouvelles contraintes extérieures vont poser des problèmes que la ligne actuelle de l'ANC ne prend pas en compte.

## L'ampleur du compromis

Il y a encore deux ans l'idée d'un gouvernement de large coalition n'aurait certainement pas pu être évoquée par le moindre dirigeant de l'ANC. Lorsque les négociations ont commencé, ce mouvement a d'abord expliqué qu'il s'agissait de

6) Un Joint Military Command Council s'est mis en place avec des cadres de l'armée, de l'armée de l'ANC, des forces des *bantoustans* Venda, Transkei et bientôt Ciskei. Le Kwazulu et le Bophuthatswana ont pour le moment refusé et jouent la carte d'une alliance avec l'extrême droite.

7) Une enquête du *Financial Mail* de Johannesburg du 7 janvier 1994 donne la liste des familles les plus riches du pays. En tête, vient la famille Oppenheimer, principale actionnaire du géant Anglo-Américain (environ 55 % du capital déposé en actions à la Bourse de Johannesburg). Les avoirs des Oppenheimer s'élèveraient à près de 4 milliards de Rands (8 milliards de franc français). La seconde fortune est celle de la famille Ruper/Herzog : un peu au-delà des 3 milliards de Rands.

définir les conditions du transfert de pouvoir sur la base des "victoires du mouvement de libération". La COSATU avait elle-même emboîté le pas à cette interprétation en débattant de son futur rôle vis-à-vis d'un gouvernement ANC. Or les rapports de forces n'étaient cependant pas ceux-là.

L'Assemblée constituante qui sortira des urnes le 27 avril sera une Constituante manchote car il existe déjà vingt-sept décisions-cadres prises par les états-majors et qui formeront des zones interdites pour le futur pouvoir législatif. Autant dire l'essentiel de la Constitution. Des fragments entiers des vieilles structures vont être simplement cooptés dans le nouvel appareil d'Etat. C'est ainsi que des forces armées du Ciskei, du Transkei et d'autres *bantoustans* vont s'intégrer au nouveau corps unitaire de maintien de l'ordre.

Nous avons donc assisté à une nette évolution des explications politiques données par les trois composantes de l'Alliance, à savoir l'ANC, le SACP et la COSATU. L'idée de "co-détermination" entre patrons et syndicats, apparue à la fin des années 80 dans certains textes, est aujourd'hui dominante. Dans son message du Nouvel an, la direction de la COSATU réclame des employeurs qu'ils prennent très au sérieux la démocratisation sur les lieux de travail : «*Toute hausse de la productivité sera conditionnée par une participation effective des travailleurs.*»

En fait, les évolutions idéologique et politique des directions ont été beaucoup plus prononcées que la dégradation des rapports de forces sociaux. Pour comprendre ce décalage il faut prendre en compte la rapide bureaucratisation des appareils et la forte aspiration aux débats technocratiques. Plusieurs dizaines de forums se sont mis en place, où se débattent et se négocient, entre toutes les composantes sociales, politiques voire ethniques, divers aspects de la réforme. Des centaines de cadres nationaux, des milliers de militants ont été brusquement accaparés par ce genre d'activité avec comme figure imposée le thème de la "reconstruction". Un grand nombre d'ONG qui avaient joué un rôle actif de soutien aux mouvements sociaux sont elles aussi captées par ce grand jeu.

La cooptation ne fait que commencer mais, déjà, il n'y a pas une seule grande entreprise qui ne cherche un certain nombre de cadres de l'ANC à intégrer à sa direction. Une véritable "génération Mandela" est ainsi absorbée dans les structures publiques ou privées, perdant rapidement toute fidélité aux anciennes doctrines. L'appel à la "société civile" est devenu la clef de voûte de tous les discours afin de

faire le pont entre le mouvement social encore fort et les arrangements au sommet. Pour qui se rappelle les thèmes politiques des années 80, il ne fait pas de doute que le glissement terminologique n'est pas de simple forme. Il reflète une volonté de rompre avec une analyse en terme de classe sociale (8).

### Attention danger !

Une très grande confusion a régné en novembre dernier quand la base syndicale a fortement contesté le droit au *lockout* patronal que contenait l'accord national sur le code du travail et que la direction de la COSATU avait, en fait, approuvé. Celle-ci dut se contraindre à une grande manifestation. «*Malgré tout, la mobilisation n'a pas empêché le COSATU d'essayer une défaite. (...) Le patronat a refusé de céder et l'ANC, clairement embarrassé, a fait preuve d'impatience vis-à-vis du COSATU. Quelques phrases ont été ré-écrites mais, pour l'essentiel, le droit des patrons au lockout et le droit de grève figurent tous les deux dans le Bill of Rights*» (9). Il en fut de même sur la question de la réorganisation et de l'épuration des administrations publiques.

Pour la formation de ses listes l'ANC n'a pas lésiné sur les compromis — bien que rien n'indique que ceux-ci aient été nécessaires pour obtenir le vote des masses noires. Le droit de double appartenance à l'ANC et à un autre mouvement a ainsi été accepté. Etaient visés, non pas le Parti communiste dont, de toute manière, les dirigeants sont aussi dirigeants de l'ANC, mais des secteurs politiques héritiers de l'apartheid, comme le Labour Party de Allan Hendrickse, organisation "métisse" qui avait joué, dans les années 80, le jeu des élections à la chambre métisse. Hendrickse, par ailleurs membre de l'actuel Transitional Executive Council pour le Labour Party, s'est vu offrir une adhésion à l'ANC pour pouvoir entrer sur sa liste électorale. Il en a été de même du général Holomisa, "chef d'Etat" du Transkei et de quelques autres. L'objectif n'est pas simplement de gagner des votes : un sondage récent dans la région du Cap montrait que si le LP se présentait seul il ne gagnerait que 3 % des votes métis. L'autre but est d'élargir la composition sociale et politique de l'appareil de l'ANC, une fois celui-ci au gouvernement.

Face aux courants socialistes indépendants qui voulaient combiner dans un seul mouvement historique, luttes démocratiques et rupture anticapitaliste, le parti communiste sud-africain opposait une première "étape" de révolution démocratique et nationale. Bien que n'ayant jamais qua-

lifié la nature sociale des nouvelles institutions "démocratiques-nationales" qu'il proposait, le SACP pouvait toujours, dans le contexte sud-africain, prétendre qu'il s'agissait bien d'une rupture socio-politique majeure. Son interprétation de la Charte de la liberté — le programme de l'ANC — allait dans ce sens : nationalisation des monopoles, redistribution des richesses, hégémonie sociale de la classe ouvrière... Ce fut, entre 1985 et 1990, son thème principal d'intervention dans les syndicats et dans la jeunesse. Dans les années 1986-1987, d'autre part, il caractérisa à tort la situation comme une période de dualité de pouvoir entre l'insurrection populaire et le gouvernement.

### Enjeux sociaux contradictoires

Si l'on ramène la doctrine passée aux compromis actuels, le parti devrait en conclure qu'il est encore très loin de la première étape de révolution démocratique. C'est pourquoi il en découle une énorme confusion interne où beaucoup de cadres s'essayent à diverses interprétations théoriques. Certains croient voir une étape supplémentaire avant l'étape démocratique et nationale quand d'autres annoncent qu'il s'agit plutôt du trajet normal de la longue marche vers le socialisme... En fait, c'est l'existence du SACP en tant que tel qui est aujourd'hui en question. Il a, en théorie, l'alternative suivante : soit disparaître en se fondant définitivement dans l'ANC, soit s'autonomiser pour affirmer une force politique indépendante, voire réformiste radicale.

Mais, dans la réalité nous assisterons peut-être à tout autre chose. Il y a en effet de fortes possibilités que les appareils de l'ANC, du SACP et de la COSATU se fragmentent progressivement, suivant des lignes d'intérêts sociaux et bureaucratiques divergents, entre ceux de la gestion étatique et ceux de la gestion syndicale.

Déjà beaucoup de gens s'inquiètent, dans la COSATU, de ce que pourra être le contrôle syndical de ses dirigeants mis en position éligible sur la liste de l'ANC. A la mi-novembre, l'ANC a bloqué un projet d'affiche de la COSATU comportant les visages des vingt candidats que la confédération avait choisis pour aller au futur parlement. Il s'agissait d'empêcher que le mouvement syndical fixe trop vite et à sa manière le nombre et l'identité de ses

8) L'ANC pour faire appel à la "société civile" a tenté d'avoir sur ses listes des gens aussi peu concernés par la politique que des dirigeants sportifs ou miss Afrique du Sud 1993.

9) Karl Von Hold, *South African Labour Bulletin*, novembre/décembre 1993, Johannesburg.

représentants. D'autres fissures apparaissent, toujours en relation avec la stratégie de "reconstruction". «*Les trois gros syndicats (celui des mineurs, le NUM, celui de l'automobile, le NUMSA, et celui de l'habillement et du textile, le SACTWU) ont tendance à considérer les stratégies industrielles, les compressions d'effectifs, les fonds de reconversion, ou l'augmentation de la compétitivité, comme des solutions aux licenciements et aux dégrais-sages. Ceci tient au fait qu'ils ont de plus grandes capacités d'élaboration politique, et peuvent peser sur les instances de négociation à l'échelle des branches industrielles. Les plus petits syndicats affiliés, qui n'ont pas ces ressources, sont enroulés dans des négociations interminables sur les plans sociaux et ripostent plutôt par un discours combatif proposant un moratoire sur les réductions de personnel.*» (10)

Des positions contradictoires vont également se développer dans le regroupement national des associations civiques. La *South African National Civic Organisation* (SANCO) voit ainsi cohabiter des projets revendicatifs radicaux (notamment sur le logement et la terre) et des compromis gestionnaires du plus mauvais augure pour les populations.

Il y a donc une forte probabilité que ces fragmentations se multiplient et s'aggravent jusqu'à ce que se précisent les nouveaux intérêts politiques et sociaux.

## Classe et Nation

Les nombreuses raisons nationales et internationales qui expliquent ces évolutions politiques rendent peu probable la formation rapide de directions politiques et syndicales alternatives.

On a pourtant vu ressurgir ces derniers mois le thème du parti ouvrier de masse. C'est un thème assez récurrent depuis dix ans, dans un pays où deux conceptions de la lutte d'émancipation se sont toujours fait face : celle qui mettait l'accent sur le caractère "national" et socialement composite du projet politique, et celle qui insistait sur un contenu socialiste et ouvrier. Face aux nouvelles échéances, il est donc normal que la question du mouvement ouvrier et de ses instruments d'existence indépendante resurgisse. L'idée que dans une formation sociale comme celle de l'Afrique du Sud il puisse y avoir un mouvement de libération unique et discipliné, représentant une nouvelle nation en formation est en effet erronée et sectaire. Elle finit par diviser plus qu'elle unifie dans les combats quotidiens.

La gauche syndicale avait dans les années 80, combattu cette approche mais

## Une Constituante ligotée

Voici les dernières dispositions constitutionnelles auxquelles l'"Assemblée constituante" n'aura pas droit de toucher.

► Le Parti national a reculé sur ses exigences que les décisions du cabinet soient prises à la majorité qualifiée. Au lieu d'enfoncer le clou sur cette concession de taille du PN, les partis de la Conférence ont utilisé une formulation vague affirmant que le cabinet devrait fonctionner «*d'une façon qui accorde une certaine place à l'esprit de recherche du consensus, alliant le caractère d'un gouvernement d'union nationale au besoin d'un gouvernement efficace.*» Un point pour l'ANC.

► L'ANC, abandonnant son exigence que des élections démocratiques aient lieu aussitôt après l'adoption d'une Constitution démocratique, a accepté que les élections soient repoussées à 1999, à moins que le cabinet soit censuré par le Parlement avant cette date. Un point pour le PN, bien que l'ANC n'ait pas insisté beaucoup.

► Les frontières régionales, les pouvoirs et les fonctions des institutions régionales ont été instituées, et toute modification exige une majorité des deux tiers au Sénat. Si le mécanisme d'urgence est utilisé, une majorité de 60 % du Sénat est requise. Un point pour le PN, qui tenait au fédéralisme.

► Les organes législatifs provinciaux auront le droit d'adopter leur propre Constitution, tant qu'elles n'est pas en contradiction avec les principes constitutionnels et la Constitution nationale. Un point pour le PN.

► La procédure d'urgence lorsqu'appliquée pour l'adoption de la nouvelle Constitution exigera une majorité de 60 %. Un autre point pour le PN.

► Enfin, la plus grosse concession du PN : l'élection des corps législatifs national et provinciaux se feront avec un même bulletin de vote. Le PN avait insisté pour une délégation de pouvoir au plus bas niveau possible. Mais le reste du conseil de négociation n'était pas prêt à céder sur ce point. ★

Sources : *Weekly Mail*, 19 novembre 1993.

s'y était finalement ralliée à partir de 1986-1987.

Mais pour pouvoir à nouveau concrétiser ce débat il faudra attendre que se dessinent d'authentiques potentialités. Elles pourront être d'ordre syndical ou politique mais elles devront de toute manière être représentatives d'une recomposition en profondeur dans des luttes et dans la formation de nouvelles directions. Il ne saurait y avoir de substitutisme quand on parle d'un parti de masse exprimant — aussi par sa pluralité — l'ensemble des revendications ouvrières et populaires.

Pour l'heure, par conséquent, c'est encore l'échéance électorale qui concentre les principales tâches. Ce qui sera fait et dit durant ces trois prochains mois aura une grande importance pour l'après-27 avril. Ni le PAC ni l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) ne représentent une alternative crédible pour ces millions de Noirs qui vont exprimer, pour la première fois par un vote, l'aspiration au changement et leur accès à la citoyenneté. Le PAC, après de nombreuses hésitations, se rallie au processus électoral sans avoir depolitique alternative pour améliorer les termes de la négociation entre l'ANC et le Parti national. Quant à l'AZAPO elle parle de "boycott", s'enfermant encore un peu plus dans une désespérante paralysie. Pour la gauche révolutionnaire, l'écart est évi-

demment très grand entre ce qu'il aurait été souhaitable et ce qui peut être désormais entrepris. C'est sans doute le bilan des dix dernières années qu'il faudrait faire pour comprendre l'actuelle difficulté à offrir une alternative n'ayant pas un simple caractère symbolique. Désormais, pour se faire entendre, il faudra ne pas s'être aliéné l'attention des milliers de cadres, d'activistes, de femmes, de jeunes qui, bien que très désorientés ou très critiques vis-à-vis de l'ANC, comptent bien, le 27 avril, voter pour celui-ci et contre tous les autres (11). ★

19 janvier 1994

10) Karl Von Hold, *South African Labour Bulletin*, novembre/décembre 1993, Johannesburg.

11) Nous reviendrons dans un prochain article sur ces options de vote pour les forces se situant de manière critique vis-à-vis de l'ANC.

A quelques heures de son ouverture, mardi 25 janvier, la Conférence nationale qui doit légitimer un nouvel avatar du HCE, donne l'impression d'aller vers l'échec.

L'annonce de dernière minute du retrait du Front de libération nationale (FLN) est suivie de celle du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) et les islamistes de Hamas et d'Ennahda, se préparent à toute éventualité en posant de nouvelles conditions.

Quelques jours auparavant, le ministre de la défense, dans un discours de chef d'Etat avait affirmé que l'armée ne souhaitait pas gouverner directement et énergiquement tancé la classe politique qui, elle, avait quand même bruyamment applaudi.

La commission du dialogue a préféré retirer le préambule de plate forme et complaire aux islamistes dont la présence permet de simuler un dialogue pouvoir-front islamique du salut (FIS). Le FLN, lui, refusait la modification de la constitution. Et les annonces de libération de détenus et de levées d'assignations à résidence n'ont pas modifié la décision de boycott du FFS. Des tractations pourraient obtenir la présence du FLN et du RCD, mais il semble bien que l'opération soit peu ternie.

Cela dit, une trentaine de partis, le patronat, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) et des dizaines d'associations, le spectacle de la conférence avec près d'un millier de participants aura lieu et jouera, bien ou mal, son rôle de caution aux nouvelles institutions mises en avant par les militaires. Le HCE, il y a deux ans n'en avait pas eu autant.

Avec ou sans les partis, le bureau constitué par la commission dialogue et les participants choisis par elle entérineront les choix du pouvoir. Avec ou sans les partis qui viennent de se retirer, ces institutions sont anti-démocratiques et passé un éventuel état de grâce de quelques mois, leur isolement dans la société redeviendra clair pour tous.

Lorsque l'accord avec le FMI sera annoncé, que la dévaluation transformera les avantages factices de la loi des finances en baisse du pouvoir d'achat, lorsque les feux de la rampe seront éteints et qu'on retournera aux meurtres absurdes et à la répression. Les travailleurs reprendront le combat pour un vrai changement. **Alger, 24 janvier 1994. ■**

**FRANCE**

Dimanche 16 janvier s'est déroulé à Paris la plus grande manifestation de masse jamais

**Nouvelles du Monde**

réalisée depuis 1968. Environ 700 000 personnes venues de toute la France ont répondu à l'appel de plus de quatre vingt organisations et ont défilé à Paris de midi à 21h, la fin du cortège composée des manifestations de la région parisienne n'ayant même pas pu défiler par manque de place et de temps. A l'origine de cette exceptionnelle démonstration : un vote à la sauveette du Sénat révisant la "loi Falloux" et permettant ainsi un financement massif de l'infrastructure des écoles privées par les collectivités locales, c'est-à-dire l'argent public. En exigeant le retrait pur et simple de cette révision, cette manifestation avait pour but de défendre l'école publique, et d'une façon plus générale le service public aujourd'hui de plus en plus menacé de privatisations. Certes la tradition laïque est très forte en France et se conjugue aux exigences d'égalité et de justice. Mais il ne fait aucun doute que le succès inespéré de cette journée est lié au climat de remontée des mobilisations sociales qui était déjà apparu lors de la grève massive d'Air France ou les luttes étudiantes. A chaque fois le gouvernement avait dû reculer et cette fois encore, la veille même de la manifestation, alors que le Conseil constitutionnel annulait les principaux articles de la loi, le gouvernement Balladur faisait savoir qu'il abandonnait son projet. Ce nouveau recul devant une mobilisation de masse ne manquera pas d'avoir des répercussions pour les prochaines luttes. On notera aussi que cette nouvelle radicalisation sociale a permis de contrecarrer les efforts du Parti socialiste pour récupérer cette marche de même qu'elle a confirmé dans la rue l'hégémonie totale du nouveau syndicat enseignant, la Fédération syndicale unitaire (exclue bureaucratiquement de la Fédération de l'éducation nationale) et désormais majoritaire sur le plan électoral. Coorganisatrices de la manifestation, la LCR et les JCR ont organisé des cortèges dynamiques malgré un temps pluvieux qui n'avait pas découragé la grande masse des manifestants. ■

**DROIT DE CHOISIR**

Le libre accès à l'avortement et à la contraception, était l'une des revendications principales du mouvement féministe en Europe de l'Ouest dans sa première phase. Il s'est fait entendre sur cette question avec un tel succès que pour beaucoup aujourd'hui la question est close.

La situation est non seulement loin d'être satisfaisante — les restrictions allant des délais très courts pour l'avortement à la limitation de l'accès à l'avortement pour les jeunes femmes sans autorisation parentale en passant par le refus de remboursement pour les nouvelles pilules contraceptives — mais la crise économique et sociale que traversent tous les pays risque de conduire à des nouvelles attaques.

En même temps les changements en cours en Europe de l'Est conduisent à une remise en cause de ce droit limité, comme en Pologne par exemple.

Face à cette situation, la Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception en France a pris l'initiative de proposer la tenue d'une rencontre européenne, en co-organisation avec le Réseau européen pour le droit des femmes à l'avortement et à la contraception (ENWRAC). Cette rencontre fait suite à celle Norvège en 1990 quand l'ENWRAC était créé, et à celle de Genève en septembre 1992 avec une participation élargie, notamment des pays de l'Est. L'objectif de la rencontre à Paris est la création d'une force des femmes européenne prêtes à réagir de façon solidaire face aux attaques contre le droit de choisir.

Cette rencontre se tiendra à Paris les 25-26-27 mars 1994. Elle examinera la situation actuelle du droit de choisir, de la Norvège au Portugal, de l'Irlande à l'Allemagne et à Sarajevo, avec une attention particulière aux oppositions au droit de choisir. Ceux-ci vont des institutions religieuses et les réseaux anti-choix aux politiques gouvernementales de santé, familiales et démographiques et les nouvelles législations sur la bioéthique. La rencontre avancera également des propositions sur la solidarité pratique et les stratégies pour les femmes en Europe, à partir d'une vision de l'avortement comme révélateur de la place des femmes dans la société.

Pour plus d'information et pour s'inscrire, prendre contact avec: Coordination Nationale des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception,

c/o MFPF, 4 square Saint-Irénée,  
75011 Paris, France. Tél: 33-1 48 07 29 10

Fax: 33-1 47 00 79 77 ■